

LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE

RAPPORT ANNUEL 2022

LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE

RAPPORT ANNUEL 2022

REPÈRES 2022

BALANCE DES PAIEMENTS DE LA FRANCE

Un déficit des transactions courantes historique...

53,9 Mds€

ce déficit est porté notamment par la facture énergétique et, dans une moindre mesure, par la baisse du surplus des revenus



85,3 Mds€

le déficit commercial

67,6 Mds€

la hausse de la facture énergétique
de la France

46,6 Mds€

le solde
des revenus d'investissements

... mais une position extérieure nette qui s'améliore

23,8% du PIB

REPÈRES 2022

la position extérieure négative de la France reflète un stock d'avoirs sur le reste du monde inférieur à celui des engagements



57,7 Mds€

le montant des entrées nettes de capitaux

11,0 Mds€

les sorties nettes des investissements directs

50%

la part des titres de dette publique détenue par les investisseurs étrangers, en hausse grâce aux achats des non-résidents en 2022

SOMMAIRE

VUE D'ENSEMBLE	6
1. Le déficit des transactions courantes affiche un niveau historique	7
2. Un besoin de financement du solde courant couvert par des investissements de portefeuille	13
3. La position extérieure nette se redresse fortement	14
FICHES THÉMATIQUES	17
Fiche n° 1 Des marchandises aux frontières de la France aux échanges extérieurs de biens	18
Fiche n° 2 Les sociétés non financières résidentes, prêteuses nettes depuis 2020 vis-à-vis de leurs partenaires non résidents affiliés	22
Fiche n° 3 Instruments financiers dérivés et autres investissements : les répercussions de la volatilité des marchés de taux et de change en 2022	28
Fiche n° 4 En 2022, le déficit des revenus d'investissements de portefeuille s'accroît sous l'effet conjugué de la remontée des taux d'intérêt et de l'indexation sur l'inflation	32
BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2021 ET 2022 – PRÉSENTATION DÉTAILLÉE	35
ANNEXES	40
A1 Glossaire	40
A2 Définition des zones géographiques	45
A3 Balance des paiements – révisions des données 2020 et 2021	46
A4 Position extérieure – révisions des données 2020 et 2021	48

Des tableaux statistiques complémentaires sont disponibles sur le site Internet de la Banque de France à l'adresse suivante :
<https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure-de-la-francedonnees-annuelles>

Avertissement : En raison des écarts d'arrondis dans les tableaux et graphiques présentés dans ce rapport, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total de ses composantes.

VUE D'ENSEMBLE

Chiffres 2022

› **53,9 Mds€**
Le déficit des transactions courantes

› **52,0 Mds€**
L'excédent des échanges de services

› **143,4 Mds€**
L'amélioration de la position extérieure nette

En 2022, le solde des transactions courantes s'est fortement creusé : il atteint un **déficit historique de 53,9 milliards d'euros** (2 % du PIB), après un très léger excédent l'année précédente. À la suite du rebond post-Covid observé en 2021, l'économie mondiale a été percutée en 2022 par des tensions internationales liées à la guerre russe en Ukraine dont les effets s'inscrivent directement dans les balances des paiements. Le solde des échanges de biens porte ainsi l'essentiel de la dégradation des transactions courantes, en lien direct avec la très forte remontée des prix de l'énergie déjà amorcée en 2021. À l'inverse, l'excédent des échanges de services progresse de nouveau et atteint un niveau historique, mais la progression, à un rythme comparable à ce qui avait été observé en 2021, est trop faible pour compenser l'accroissement du déficit des échanges de biens. L'excédent des revenus se replie sur l'année, mais reste à un niveau élevé.

Le compte financier affiche des **entrées nettes de capitaux de 57,7 milliards d'euros**. Les investissements de portefeuille assurent principalement le financement du compte courant pour 119,3 milliards, alors que les prêts et dépôts des banques françaises et étrangères dégagent des sorties nettes de capitaux.

Malgré le surcroît de besoin de financement, **la position extérieure nette de la France s'améliore de 143,4 milliards d'euros** pour s'établir à - 629,3 milliards, soit - 23,8 % du PIB, contre - 30,9 % en 2021. L'accroissement des engagements nets en titres de dette dû aux achats des non-résidents a été plus que compensé par des effets de valorisation fortement négatifs du côté des engagements, imputables à la baisse de la valeur de marché des titres de dette français à la suite de la forte hausse des taux d'intérêt.

1. Le déficit des transactions courantes affiche un niveau historique

Le déficit des transactions courantes de 2022 atteint un niveau historique de 53,9 milliards d'euros, soit 2 % du PIB. Les deux années d'excédent des transactions courantes en 2019 et 2021 (respectivement 12,5 et 9 milliards) apparaissent ainsi comme des années d'embellie éphémère dans un contexte de déficit structurel.

Le solde des échanges de biens est à l'origine de cette évolution depuis 2004. Hors énergie, le déficit des échanges de biens pèse continûment sur la balance courante depuis 2016 avec une intensité particulièrement importante au cours des trois dernières années. La facture énergétique s'est quant à elle notablement accrue en 2022. Dans ce contexte, l'excédent des échanges de services, pourtant historique, ne parvient qu'à limiter l'ampleur du déficit des transactions courantes. L'excédent du solde des revenus, bien que globalement en hausse sur les dernières années, ne réussit pas à réduire le déficit.

1.1 Le déficit commercial est d'une ampleur exceptionnelle, en raison de la facture énergétique

Le déficit commercial (échanges de biens et de services) se creuse très fortement en 2022 pour atteindre 85,3 milliards d'euros soit 3,2 % du PIB, après 32,4 milliards en 2021, dans un contexte de forte croissance des flux. Les importations ont crû de façon bien plus importante que les exportations (respectivement 28,5 % et 23 %).

T1 Principaux soldes des transactions courantes (en milliards d'euros)

	2021	2022	Évolution 2022/2021
Transactions courantes	9,0	- 53,9	- 62,9
(en % du PIB)	0,4	- 2,0	- 2,4
Biens ^{a)}	- 67,4	- 137,3	- 69,9
Biens hors énergie	- 24,8	- 27,1	- 2,3
Énergie	- 42,6	- 110,2	- 67,6
Services	35,0	52,0	17,1
Voyages	4,0	17,4	13,4
Autres services	30,9	34,6	3,6
Revenus ^{b)}	41,4	31,4	- 10,0
Revenus primaires	82,6	76,7	- 5,8
Revenus secondaires	- 41,2	- 45,3	- 4,2

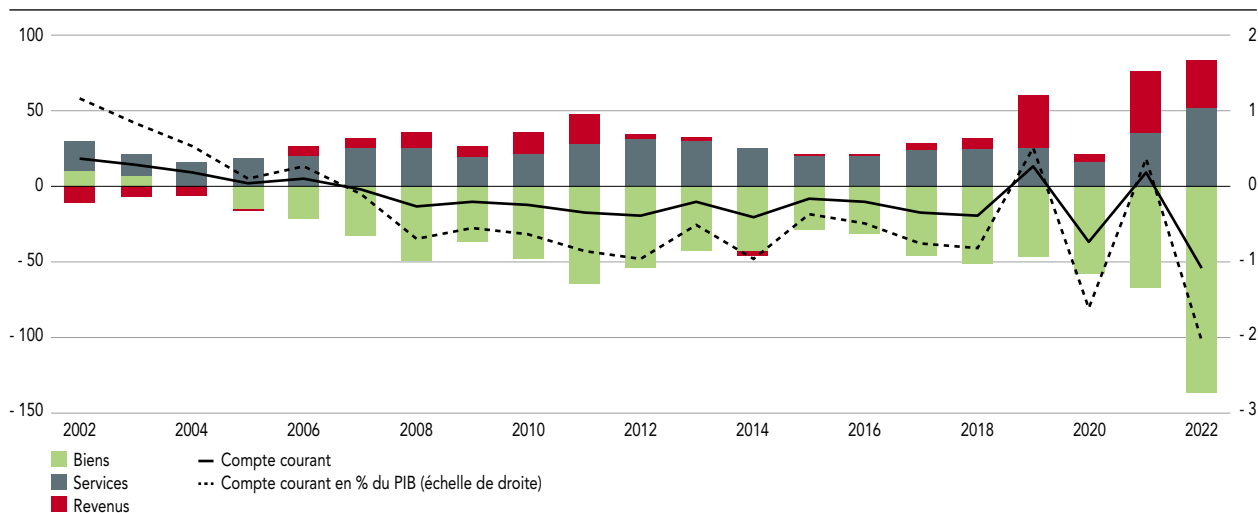
a) Les échanges de biens sont établis à partir des statistiques douanières et de mesures complémentaires visant à les rendre compatibles avec les normes statistiques internationales pour l'établissement de la balance des paiements.

b) Les revenus primaires sont ceux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissements ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers ») ainsi que les impôts et subventions sur les produits et la production. Les revenus secondaires correspondent aux opérations de répartition non liées aux moyens de production (contributions budgétaires aux institutions européennes et internationales, envois de fonds des travailleurs, etc.).

À noter, les subventions européennes reçues sont comptabilisées dans les revenus primaires.

Source : Banque de France.

G1 Solde des transactions courantes et ses composantes (en milliards d'euros et en % du PIB)



Source : Banque de France.

1.2 Le déficit des échanges de biens est très élevé, toujours en raison de la hausse de la facture énergétique

Le déficit des échanges de biens atteint 137,3 milliards d'euros soit 5,2 % du PIB, après 67,4 milliards en 2021 (2,7 % du PIB). Les seuls échanges douaniers affichent un déficit de 163,6 milliards d'euros en données FAB-FAB¹, représentant eux aussi plus du double de celui de 2021. Le déficit est principalement porté par les produits énergétiques (115,3 milliards). Néanmoins il est important également pour les « Équipements mécaniques, électriques et informatiques » (43,5 milliards) ou les « Autres produits industriels » (44,3 milliards). Entre 2021 et 2022, seuls les soldes des produits agricoles et du matériel de transport s'améliorent.

Les corrections sur les données douanières ajoutent un solde positif aux échanges douaniers, toutefois un peu plus faible en 2022 par rapport à 2021 (respectivement 7,6 milliards d'euros et 9,4 milliards), ce qui limite légèrement le déficit global. Ces corrections conduisent à prendre en compte les échanges de marchandises qui ne sont pas retracés directement dans les données douanières ou à supprimer de ces dernières les échanges qui ne donnent pas lieu à un paiement ou à un changement de propriété économique².

Le soutage et l'avitaillement, qui recouvrent les achats de biens – en général énergétiques – dans les ports et les aéroports à l'étranger par les transporteurs résidents et en France par les transporteurs non résidents, présentent un déficit en forte hausse à 6,2 milliards d'euros, après seulement 3,2 milliards en 2021 principalement sous l'effet de la hausse du prix des carburants.

Le solde du négoce international augmente fortement à 24,8 milliards d'euros, après 11,9 milliards en 2021. Cette évolution repose essentiellement sur l'activité de négoce de produits énergétiques et la très forte hausse des prix du gaz.

1.3 À l'inverse, les échanges de services affichent un excédent historique

L'excédent des échanges de services atteint un niveau historique à 52 milliards d'euros, soit 2 % du PIB, sous l'effet d'une hausse très vigoureuse des exportations par rapport à leur niveau d'avant-crise (23,7 %), tandis que les importations augmentent plus modérément (15,2 %). Le niveau du solde représente près du double de ce qui avait été observé avant la crise (25,6 milliards en 2019, soit 1,1 % du PIB).

Deux facteurs principaux expliquent ce résultat dont les effets s'étaient déjà manifestés dans le courant de l'année 2021 :

- En premier lieu, l'excédent des services de voyages. Il progresse fortement à 17,4 milliards d'euros, après 4,0 milliards, niveau qu'il n'avait pas atteint depuis 2014. La reprise du tourisme international en France a porté les recettes à leur niveau d'avant-crise en raison principalement du dynamisme du tourisme en provenance de la zone euro, de la Suisse, du Royaume-Uni et des États-Unis et en dépit de la faiblesse du tourisme asiatique. Par ailleurs, cette évolution a été renforcée par la hausse relativement importante des prix dans le courant de l'année dans le secteur touristique (hébergement et restauration). S'agissant des touristes français à l'étranger, malgré une reprise sensible au cours du second semestre, le niveau des dépenses reste toujours en deçà du niveau pré-crise en moyenne sur l'année 2022 ;
- En second lieu, les services de transport. L'année 2021 avait été marquée par l'envolée des cours internationaux du fret maritime qui avait permis à la France d'engranger un surplus de 21,9 milliards d'euros grâce à la présence sur le territoire national d'un opérateur international de grande envergure. En 2022, cette dynamique s'est poursuivie malgré la baisse des cours internationaux en cours d'année du fait d'un délai d'ajustement entre ces cours et les prix facturés dans les contrats de transport. L'excédent des services de transport maritime atteint donc 29,4 milliards d'euros en 2022. Dans les autres secteurs de transport, le déficit des échanges évolue peu par rapport à sa moyenne des dix dernières années (à près de 7 milliards d'euros), mais s'améliore quelque peu par rapport à son niveau d'avant-crise dans un contexte de reprise vigoureuse des échanges avec une hausse de 36,4 % pour les exportations et de 25 % pour les importations.

T2 Exportations et importations de biens et de services (en milliards d'euros et en %)

	2021	2022
Biens		
Exportations	526,4	636,6
Croissance en %	19,0	20,9
Importations	593,8	773,9
Croissance en %	18,6	30,3
Services		
Exportations	257,1	326,9
Croissance en %	19,5	27,1
Importations	222,2	274,9
Croissance en %	11,6	23,7

Source : Banque de France.

T3 Soldes des échanges de biens (en milliards d'euros)

	2021			2022		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Biens	526,4	593,8	- 67,4	636,6	773,9	- 137,3
Marchandises	514,5	593,8	- 79,3	611,7	773,9	- 162,1
Données douanières	501,8	587,3	- 85,5	594,5	758,1	- 163,6
Corrections et ajustements	12,0	2,5	9,4	15,2	7,6	7,6
Soutage et avitaillement	0,8	4,0	- 3,2	2,0	8,2	- 6,2
Négoce international	11,9		11,9	24,8		24,8
Négoce (biens acquis – exportations négatives)	- 60,5		- 60,5	- 91,5		- 91,5
Négoce (biens revendus – exportations)	72,4		72,4	116,3		116,3

Sources : Direction générale des Douanes et des Droits indirects (DGDDI) et Banque de France.

T4 Échanges de marchandises par type de produit (hors négoce et autres opérations, qui font également partie des biens et sont inclus dans le tableau sur les biens et services) (en milliards d'euros et en %)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2022	Variation 2022/2021 (en %)	Montant en 2022	Variation 2022/2021 (en %)	Montant en 2022	Variation 2022/2021 (en milliards d'euros)
Échanges de marchandises FAB-FAB	594,5	18,5	758,1	29,1	- 163,6	- 78,1
Échanges de marchandises CAF-FAB ^{a)}	583,5	19,1	772,6	29,4	- 189,1	- 81,8
dont :						
<i>Secteurs agricole et agroalimentaire</i>	<i>83,6</i>	<i>19,3</i>	<i>73,3</i>	<i>18,3</i>	<i>10,3</i>	<i>2,2</i>
<i>Produits énergétiques</i>	<i>38,9</i>	<i>73,1</i>	<i>154,2</i>	<i>129,2</i>	<i>- 115,3</i>	<i>- 70,5</i>
<i>Équipements mécaniques, électriques et informatiques</i>	<i>105,0</i>	<i>13,3</i>	<i>148,5</i>	<i>12,7</i>	<i>- 43,5</i>	<i>- 4,4</i>
<i>Matériels de transport</i>	<i>101,1</i>	<i>17,1</i>	<i>97,5</i>	<i>13,3</i>	<i>3,6</i>	<i>3,3</i>
<i>Autres produits industriels</i>	<i>250,9</i>	<i>16,9</i>	<i>295,2</i>	<i>19,8</i>	<i>- 44,3</i>	<i>- 12,4</i>

a) Hors matériel militaire.

Sources : Direction générale des Douanes et des Droits indirects (DGDDI) et Banque de France.

T5 Soldes des échanges de services (en milliards d'euros)

	2021	2022
Services	35,0	52,0
Transports	14,2	21,6
Voyages	4,0	17,4
Autres services ^{a)}	16,7	13,0

a) Cf. détails dans le tableau statistique 1.7 « Autres services » consultable sur l'Internet de la Banque de France.

Source : Banque de France.

Hors voyages et transports, les échanges de services restent très dynamiques tant à l'exportation qu'à l'importation, avec une hausse sur un an de respectivement 14,6 % et 18,8 %. Toutefois l'excédent n'atteint que 13 milliards d'euros, en retrait par rapport à 2021 (16,7 milliards). Le recul de 3,7 milliards porte principalement sur trois postes : i) les services de télécommunication et d'informatique, déficitaires depuis 2013 affichent un solde de – 6,1 milliards d'euros en 2022, contre – 5,1 en 2021 dans un contexte

de forte hausse des exportations et des importations ; ii) le déficit structurel des services de recherche et développement se dégrade légèrement et atteint – 1,3 milliard par an en moyenne sur les dix dernières années ; et iii) l'excédent des services commerciaux se replie de 1,3 milliard d'euros

1 Cf. fiche n° 1 « Des marchandises aux frontières de la France aux échanges extérieurs de biens ». Pour les données douanières, les échanges sont valorisés au niveau de la frontière française. Pour les importations, la valorisation prend donc en compte les frais de transport et d'assurance du pays exportateur jusqu'à la France, elles sont dites CAF (coût, assurance, fret). En revanche, ce n'est pas le cas des exportations qui sont dites FAB (franco à bord). Ces frais sont estimés globalement à 3,3 % du montant des importations (soit près de 25 milliards d'euros en 2022). Ils sont déduits des importations

pour la balance des paiements selon la méthodologie recommandée par le Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) publié par le FMI. On peut donc distinguer le solde douanier FAB-FAB ou FAB-CAF. Pour l'analyse au niveau des pays partenaires ou des produits, la correction pour les importations n'est pas disponible et les données sont donc CAF.

2 Pour plus de détails sur les différentes opérations de retraitement, cf. fiche n° 1 « Des marchandises aux frontières de la France aux échanges extérieurs de biens ».

à 4,6 milliards. À l’opposé de ces évolutions, l’excédent des services d’entretien et de réparation se renforce à 4 milliards d’euros. Le surplus des échanges de services financiers continue de progresser (10,4 milliards d’euros en 2022, après 8,8 milliards en 2021) en partie grâce au renforcement de la place de Paris à la suite de la sortie du Royaume-Uni de l’Union européenne (UE)³.

1.4 Le déficit intra-Union européenne se réduit légèrement

La dégradation du déficit total des biens et services entre 2021 et 2022 (respectivement 32,4 milliards et 85,3 milliards d’euros) ne provient que des échanges avec les pays situés hors de l’UE.

En effet, le solde des échanges hors UE passe d’un excédent de 16,9 milliards d’euros en 2021 à un déficit de 41,2 milliards en 2022. Pour l’essentiel, cette dégradation est liée au renchérissement des prix du gaz et du pétrole et affecte donc les soldes bilatéraux des pays producteurs de ces matières premières. Par ailleurs, le déficit des échanges avec la Chine se dégrade pour atteindre 37 milliards d’euros, après 23,7 milliards en 2021. La Chine reste ainsi le premier déficit de la France depuis 2020, année au cours de laquelle elle a supplanté l’Allemagne. Les échanges avec l’Inde se détériorent également d’une année sur l’autre, mais dans une moindre mesure.

Bien que le solde des échanges reste déficitaire avec l’UE, il se redresse légèrement en 2022 (- 44,1 milliards d’euros, contre - 49,3 milliards en 2021). Au sein de l’Union, des disparités importantes apparaissent : ainsi le solde des échanges s’améliore sensiblement avec

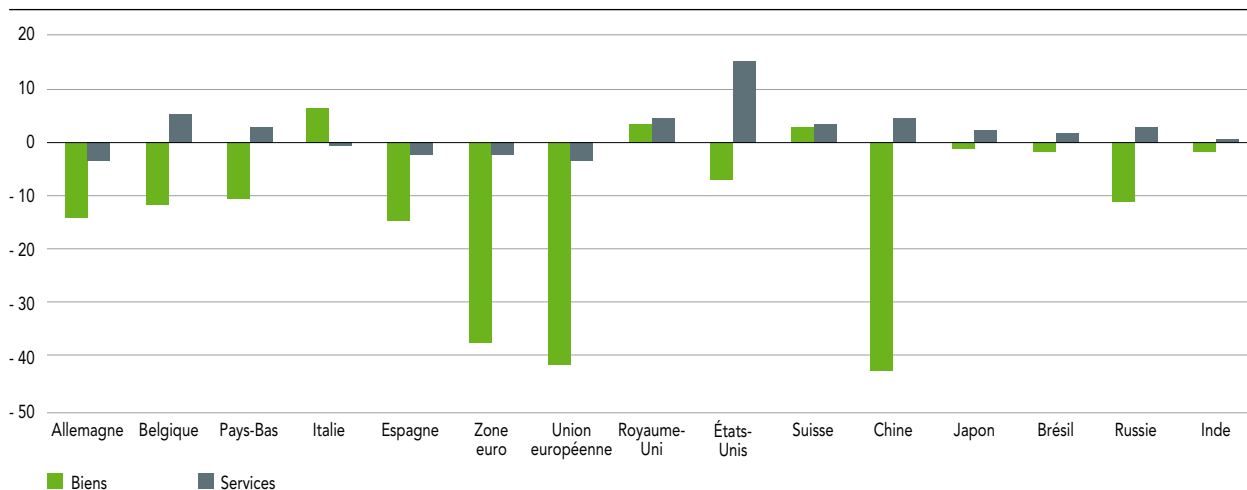
T6 Ventilation géographique des échanges de biens et de services en 2022 (selon l’origine, en milliards d’euros)

	Exportations	Importations	Soldes
Allemagne	116,0	133,2	- 17,2
Belgique	76,0	81,9	- 6,0
Pays-Bas	46,2	53,0	- 6,8
Italie	71,8	65,7	6,1
Espagne	55,0	71,4	- 16,4
Zone euro	442,1	481,6	- 39,4
Union européenne	499,2	543,3	- 44,1
Royaume-Uni	70,8	62,1	8,8
États-Unis	97,0	87,8	9,2
Suisse	37,0	30,0	7,1
Chine	42,6	79,5	- 37,0
Japon	11,6	10,0	1,6
Brésil	6,2	5,3	0,9
Russie	8,0	15,8	- 7,8
Inde	10,7	11,4	- 0,7
Monde	963,5	1 048,8	- 85,3

Source : Banque de France.

l’Irlande (+ 3,6 milliards d’euros), mais surtout avec l’Italie (+ 11,3 milliards). Il se dégrade au contraire avec la Belgique (- 6,2 milliards) et l’Espagne (- 5,2 milliards). L’UE représente 51,8 % des approvisionnements mondiaux de la France en 2022. Cette proportion est inférieure à celle des années précédentes pour partie en raison de la hausse du prix des matières premières. Les débouchés de la France quant à eux sont aussi pour 51,8 % situés au sein de l’UE. Ce chiffre augmente régulièrement sur les dernières années et gagne 3,6 points de pourcentage depuis 2019.

G2 Ventilation géographique des soldes des biens et services en 2022 (en milliards d’euros)



Source : Banque de France.

1.5 L'excédent des revenus primaires se maintient à un niveau élevé

L'excédent des revenus primaires atteint 76,7 milliards d'euros soit 2,9 % du PIB. Bien qu'en léger retrait par rapport à 2021, le solde des revenus reste sur un plateau très élevé au regard du passé.

Le solde des revenus des travailleurs frontaliers atteint 30,5 milliards d'euros, après 26,1 milliards en 2021. Il poursuit ainsi sa hausse tendancielle et a plus que doublé en proportion du PIB par rapport au début des années 2000. En 2022, l'augmentation est portée par la hausse du nombre de travailleurs frontaliers particulièrement à destination de la Suisse et par la normalisation de la mobilité à la suite de la crise sanitaire ⁴.

Les revenus des investissements affichent un surplus de 46,6 milliards d'euros, en retrait de 7,9 milliards par rapport à 2021. La France dispose d'encours d'investissements directs à l'étranger sensiblement plus élevés que les encours d'investissements directs étrangers en France (respectivement 1 397 milliards et 841 milliards), ce qui explique en partie l'excédent de ces revenus. Elle bénéficie de surcroît de taux de rendement apparent sur les investissements directs plus importants sur ses placements que sur ses engagements (respectivement 6,3 % et 3,8 %) ⁵, qui sont relativement stables par rapport à 2021.

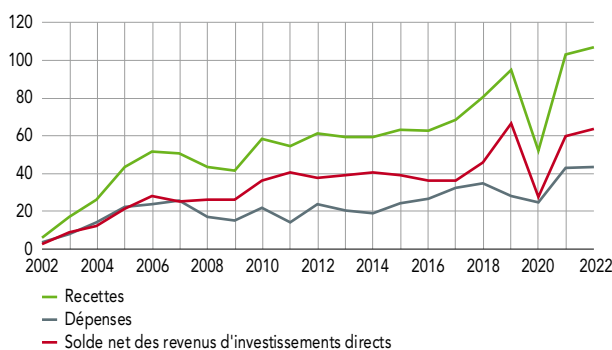
Les revenus d'investissements directs sont excédentaires à 63,5 milliards d'euros, en hausse de 3,5 milliards par rapport à 2021. Les revenus d'investissements de portefeuille restent déficitaires à - 22,1 milliards d'euros, après - 10,9 milliards en 2021. Le déficit sur les revenus des titres de participation et des parts de fonds communs reste globalement stable d'une année sur l'autre à 5 milliards. En revanche, le déficit sur les intérêts nets augmente fortement : il atteint 17 milliards d'euros, contre seulement 6 milliards en 2021.

T7 Soldes des revenus primaires (en milliards d'euros)

	2021	2022
Rémunération des salariés	26,1	30,5
Revenus d'investissements	54,5	46,6
Revenus d'investissements directs	60,0	63,5
Revenus d'investissements de portefeuille	- 10,9	- 22,1
Revenus des autres investissements (prêts et emprunts)	4,4	3,4
Revenus des avoirs de réserve	0,9	1,8
Autres revenus primaires	2,0	- 0,3
Total	82,6	76,7

Source : Banque de France.

G3 Évolution des revenus d'investissements directs (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

Alors que les recettes n'augmentent que de 4 %, la hausse des intérêts payés est particulièrement forte en 2022 (+ 36 %). Cette remontée est largement liée à la hausse des paiements sur les titres dont le rendement est indexé sur l'inflation, essentiellement sur la dette souveraine (pour près de 5 milliards), mais aussi à la hausse générale des taux d'intérêt (pour près de 5 milliards) ⁶.

L'excédent des revenus des prêts et emprunts des banques françaises et étrangères atteint 3,4 milliards d'euros. Il évolue peu d'une année sur l'autre dans un contexte de très forte hausse à la fois des intérêts reçus et versés, en raison de l'évolution des taux de marché. Les revenus des avoirs de réserve augmentent grâce à la hausse des rendements sur les titres de dette.

Le solde des autres revenus primaires (revenus des administrations publiques comme les taxes et subventions portant sur les importations, les exportations ou la production) s'établit à - 0,3 milliard en 2022, après 2,0 milliards d'euros en 2021. Cette baisse s'explique principalement par la hausse de la participation de la France au Fonds de résolution unique (FRU) ⁷.

3 Cf. fiche n° 4 « L'excédent des services financiers progresse depuis le Brexit » du *Rapport annuel 2021 de la balance des paiements*.

4 Selon l'Office fédéral de la statistique suisse, on dénombre 208 600 travailleurs frontaliers français vers la Suisse en 2022 (198 300 en 2021). La Suisse est la destination privilégiée des travailleurs frontaliers français.

5 Le taux apparent est calculé comme le rapport entre les revenus de l'année N

et l'encours d'investissements de l'année N-1.

6 Cf. fiche n° 4 « En 2022, le déficit des revenus d'investissements de portefeuille s'accroît sous l'effet conjugué de la remontée des taux d'intérêt et de l'indexation sur l'inflation » de ce rapport.

7 4,7 milliards d'euros en 2022, après 3,3 milliards en 2021. Pour plus de détails sur le Fonds, cf. <https://www.srb.europa.eu/>

1.6 Le déficit des revenus secondaires augmente légèrement

Le déficit des revenus secondaires se creuse quelque peu pour atteindre 45,3 milliards d'euros en 2022, après 41,2 milliards l'année précédente⁸. Le déficit des opérations des administrations publiques reste relativement stable à 30,2 milliards, après 29,0 milliards. Plusieurs mouvements de sens contraire sont cependant observés. Les échanges relatifs à la coopération internationale affichent un déficit de 4,4 milliards d'euros, après un solde quasi équilibré en 2021. Cette évolution correspond principalement à l'enregistrement d'opérations liées au plan de relance européen. Les fonds attribués par l'UE dans le cas du plan de relance sont enregistrés en suivant les recommandations internationales dans la rubrique « Coopération internationale » ou dans la rubrique « Subventions du compte de capital ». En 2021, la France avait reçu près de 6 milliards d'euros au titre de la coopération et 7,6 milliards au titre des subventions. En 2022, la coopération internationale a diminué (2,5 milliards), alors que les subventions ont légèrement augmenté (8,7 milliards). Les paiements nets aux institutions européennes s'affichent en diminution à 24,9 milliards d'euros, après 26,8 milliards, principalement sous l'effet du recul de la contribution spéciale fondée sur le revenu national brut.

Le déficit des revenus secondaires des autres secteurs se dégrade pour atteindre 15,2 milliards d'euros, après 12,2 milliards. Les primes nettes d'assurance dommage se réduisent sous l'effet de la hausse des provisions techniques. Par ailleurs, l'excédent des prestations sociales se replie légèrement.

T8 Soldes des revenus secondaires (en milliards d'euros)

	2021	2022
Revenus secondaires des administrations publiques	- 29,0	- 30,2
Prestations sociales	- 6,9	- 7,0
Coopération internationale	- 0,5	- 4,4
Ressources propres des institutions de l'Union européenne	- 26,8	- 24,9
Autres transferts des administrations publiques	5,2	6,1
Revenus secondaires des autres secteurs	- 12,2	- 15,2
dont envois de fonds des travailleurs	- 12,5	- 12,8
Total	- 41,2	- 45,3

Source : Banque de France.

T9 Compte financier (en milliards d'euros)

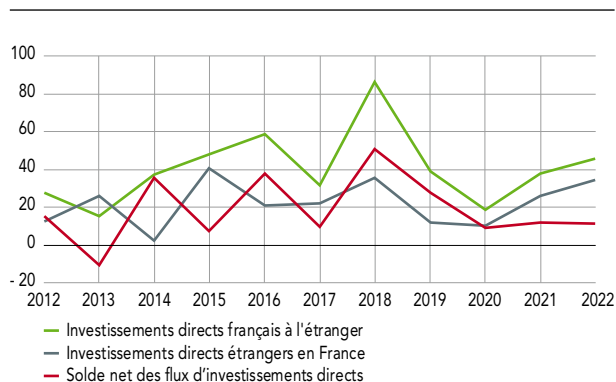
	2021	2022
Compte financier	4,6	- 57,7
Avoirs	442,5	520,1
Engagements	437,8	577,8
Investissements directs	11,7	11,0
Français à l'étranger	37,8	45,6
Étrangers en France	26,1	34,6
Investissements de portefeuille	12,6	- 119,3
Avoirs	115,1	28,4
Engagements	102,6	147,8
Instruments financiers dérivés	17,8	- 40,9
Avoirs	129,7	237,4
Engagements	112,0	278,2
Autres investissements	- 60,2	89,6
Avoirs	137,0	206,8
Engagements	197,2	117,2
Avoirs de réserve	22,8	1,9

Source : Banque de France.

1.7 L'excédent du compte de capital est en légère hausse

En 2022, l'excédent augmente légèrement à 10,7 milliards d'euros, après 9,6 milliards en 2021⁹. Des ventes de brevets dans le domaine de la santé permettent d'enregistrer un surplus de 0,9 milliard d'euros, après 0,1 milliard en 2021 sur les opérations sur actifs non produits. Par ailleurs, les subventions dégagent un excédent net en hausse de 1,1 milliard d'euros du fait de l'augmentation des fonds reçus dans le cadre du plan de relance européen (cf. supra).

G4 Flux d'investissements directs (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

2. Un besoin de financement du solde courant couvert par des investissements de portefeuille

Le compte financier se solde par des entrées nettes de capitaux de 57,7 milliards d'euros en phase avec la très forte hausse du besoin de financement de la France, après un quasi-équilibre en 2021. Le flux d'engagements progresse de 140 milliards par rapport à celui observé en 2021. Le flux des avoirs, quant à lui, croît plus faiblement d'une année sur l'autre (77,6 milliards d'euros).

2.1 Les investissements directs sont toujours dynamiques

En 2022, les flux d'investissements directs, tant à l'étranger qu'étrangers en France, ont dans l'ensemble progressé, malgré un contexte international peu porteur. Le solde des opérations se traduit par des sorties nettes de capitaux pour la neuvième année consécutive avec 11 milliards d'euros, soit presque le même niveau qu'en 2021.

Calculés selon le principe directionnel étendu¹⁰, les investissements sortants se montent à 45,6 milliards d'euros, un niveau légèrement supérieur à la moyenne des dix dernières années. L'évolution la plus notable concerne les investissements en capital qui représentent 33,8 milliards d'euros en 2022, après 5,3 milliards en 2021, ce qui témoigne d'une reprise des investissements directs français à l'étranger. Les flux de prêts-emprunts, exprimés en principe directionnel étendu, sont négatifs en 2022 en raison de nouveaux emprunts des maisons-mères vis-à-vis de leurs affiliées, ces mouvements relevant très souvent de la gestion de trésorerie¹¹. Les bénéfiques réinvestis, laissés en réserve dans les filiales étrangères, restent importants à 29,5 milliards d'euros en flux, après 33,3 milliards en 2021¹².

S'agissant des investissements étrangers en France, le constat global est, pour partie, similaire. Les flux d'investissements entrants s'établissent à 34,6 milliards d'euros, après 26,1 milliards en 2021, un niveau comparable à la période pré-Covid. Les flux entrants d'investissements sont largement liés à des transactions en capital comprenant plusieurs opérations d'envergure dont certaines confortent la position centrale de Paris dans le domaine de la finance en Europe continentale. Les flux de bénéfiques réinvestis quant à eux ne s'écartent pas de la moyenne passée (6 milliards d'euros par an).

Concernant la répartition géographique des investissements directs, en principe directionnel étendu, les placements français se dirigent pour près de la moitié vers les pays

de l'UE avec deux destinations principales : l'Irlande (9,5 milliards) et l'Allemagne (6,7 milliards). Hors UE, les États-Unis bénéficient d'une part prépondérante dans les investissements (14,8 milliards, après un désengagement de près de 5 milliards en 2021), suivis de Singapour (10,3 milliards) et des Bermudes (9 milliards). De leur côté, les investissements entrants sont essentiellement le fait de pays européens. Sur les trois dernières années cumulées, ils augmentent de 81 milliards d'euros alors que les investissements des autres pays se réduisent de 10 milliards sur la même période.

2.2 Les entrées nettes d'investissements de portefeuille couvrent le besoin de financement de la France

Les entrées nettes d'investissements de portefeuille atteignent 119,3 milliards d'euros en 2022. Elles représentent la principale contrepartie du besoin de financement de la France en 2022. Il faut remonter aux années 2009-2011 pour trouver des flux nets entrants aussi importants.

Les engagements en titres de portefeuille progressent rapidement avec 147,8 milliards d'euros en 2022. C'est la quatrième année consécutive d'investissements supérieurs à 100 milliards. Les investissements des non-résidents portent sur des titres de dette de long terme émis par les administrations publiques pour 129 milliards d'euros et par les institutions financières monétaires pour 59,2 milliards. La part des titres de dette publique détenue par les investisseurs étrangers augmente ainsi à 50 %¹³, tandis qu'un léger désengagement est observé sur les actions pour 14,5 milliards d'euros.

8 Les revenus secondaires correspondent aux opérations sur les impôts sur le revenu, les cotisations, les primes et indemnités d'assurance et la contribution au budget européen au titre de la quatrième ressource.

9 Le compte de capital décrit les opérations relatives aux actifs non financiers non produits et aux transferts en capital entre résidents et non-résidents.

10 On s'appuie ici sur les données après l'application du principe directionnel étendu qui consiste à consolider une partie des prêts entre entreprises. Cf. encadré 7 de la *Méthodologie de la balance des paiements et de la position extérieure* (banque-france.fr)

11 Cf. fiche n° 2 « Les sociétés non financières résidentes, prêteuses

nettes depuis 2020 vis-à-vis de leurs partenaires non résidents affiliés » de ce rapport.

12 Les bénéfiques réinvestis correspondent à la partie non distribuée des résultats. Ils sont enregistrés dans les revenus, mais font aussi l'objet d'un enregistrement de contrepartie dans les investissements directs, car ils contribuent à l'évolution du capital social des entreprises. Cf. encadré 4 de la *Méthodologie de la balance des paiements et de la position extérieure* (banque-france.fr)

13 La hausse des acquisitions nettes par les non-résidents de titres publics a compensé non seulement le ralentissement du *quantitative easing* de la banque centrale, mais aussi le désengagement des assurances résidentes.

Les placements à l'étranger croissent peu à 28,4 milliards d'euros, après trois années plus dynamiques. Les investissements en titres de dette de long terme sont toujours importants avec 66,8 milliards d'euros en 2022. Les assurances, les fonds de placement et les entreprises non financières contribuent au dynamisme des avoirs en titres de dette de long terme qui portent principalement sur des titres émis par des administrations publiques étrangères. À l'opposé, les avoirs en actions ainsi que les titres de dette de court terme se contractent de respectivement 31,7 milliards d'euros et 5 milliards, après deux années de hausse soutenue. La baisse des avoirs en actions correspond au désengagement des banques principalement en titres émis par les entreprises non financières.

L'analyse des avoirs des résidents par pays de contrepartie montre que la majorité des acquisitions nettes portant sur des titres ont été émis par des pays de l'UE à hauteur de 31,9 milliards d'euros, malgré un léger désengagement de 3,5 milliards sur les titres des autres pays¹⁴. Au sein de la zone euro, des flux d'investissements importants sont observés avec les Pays-Bas, l'Espagne et le Luxembourg (respectivement 16,9, 15,6 et 11,3 milliards). Au-delà de l'Union, la hausse des avoirs en titres japonais, près de 16 milliards d'euros, est plus que compensée par la baisse des avoirs en titres émis par le Royaume-Uni, près de 20 milliards.

Les placements sont réalisés pour près de 30 milliards en titres libellés en euros sur un total de 28,4 milliards d'investissements. En moyenne sur les dix dernières années, les investisseurs résidents ont privilégié l'euro pour leurs investissements à l'étranger. C'est le cas pour la quasi-totalité des titres émis par des résidents hors France de l'Union monétaire, contre près d'une fois sur deux pour les titres émis hors zone euro (respectivement 93 % et 55 %).

2.3 Les prêts et dépôts affichent des sorties nettes de capitaux partiellement compensées par les produits dérivés

Pour l'essentiel, les opérations sur produits dérivés entre la France et le reste du monde sont réalisées par un nombre réduit d'acteurs financiers. En 2022, les opérations ont été particulièrement stimulées par la plus forte volatilité sur les marchés des taux d'intérêt, des changes et des matières premières. Les flux de transaction ont atteint un niveau proche de 250 milliards d'euros en 2022 (237,4 milliards en avoirs et 278,2 milliards en engagements), soit près du double de l'année précédente (respectivement 130 et 112 milliards). Au total, le solde des transactions sur produits dérivés se traduit par une entrée nette de

capitaux de 40,9 milliards, après une sortie nette de près de 18 milliards en 2021.

Les flux les plus importants, tant en sortie qu'en entrée (respectivement 242 milliards d'euros et 216 milliards)¹⁵, ont été observés sur les opérations sur *swaps* de change, notamment entre l'euro et le dollar.

Les opérations sur prêts dégagent des sorties nettes de capitaux de 89,6 milliards d'euros, après des entrées nettes de 60,2 milliards en 2022. Le flux des avoirs se renforce pour atteindre 206,8 milliards d'euros. Les engagements, à 117,2 milliards d'euros, s'inscrivent en retrait par rapport aux flux soutenus observés de 2016 à 2021 (près de 210 milliards par an en moyenne).

Dans le secteur bancaire, les échanges apparaissent globalement équilibrés en solde. D'une part, les flux des banques *stricto sensu* progressent très fortement, notamment vis-à-vis des autres établissements de crédit affiliés non résidents. Les engagements augmentent de 211 milliards d'euros, contre 170 milliards pour les avoirs, ce qui conduit à des entrées nettes de capitaux de 41 milliards d'euros. D'autre part, les engagements des entreprises d'investissement, qui composent en partie les « Autres secteurs », reculent de 36 milliards du fait du remboursement d'une partie de leur dette vis-à-vis de leur maison-mère, tandis que leurs avoirs progressent de 11 milliards, représentant des sorties nettes de capitaux de 47 milliards.

Dans le même temps, les engagements de la banque centrale diminuent de 65,7 milliards d'euros. Les avoirs se contractent quant à eux de 54 milliards d'euros, alors qu'ils s'étaient déjà réduits quelque peu en 2021.

3. La position extérieure nette se redresse fortement

La position extérieure nette de la France atteint – 629,3 milliards d'euros et s'établit à – 23,8 % du PIB. Elle se redresse sur un an de 143,4 milliards, alors même que le compte des transactions courantes et le compte de capital affichent un besoin de financement historique à hauteur de 1,6 % du PIB : les effets de valorisation expliquent donc plus que la totalité de la réduction du déficit de la position extérieure nette.

En raison de la hausse des taux de marché, la valeur de marché des investissements de portefeuille, tant en avoirs qu'en engagements, a fortement baissé. Les engagements

étant nettement supérieurs aux avoirs, la position extérieure nette s'est améliorée de près de 110 milliards d'euros. La hausse des cours des instruments financiers dérivés a également contribué pour plus de 50 milliards à l'amélioration de la position extérieure nette de la France. Enfin, la baisse des cours boursiers de certains grands groupes français a réduit la valeur des investissements directs étrangers de plus de 20 milliards.

À l'inverse, les variations du taux de change de l'euro ont renforcé l'endettement net de la France pour 16,5 milliards, principalement sur les avoirs et engagements sur prêts et emprunts ¹⁶.

La hausse du PIB nominal contribue à alléger mécaniquement la dette nette exprimée en pourcentage du PIB pour 1,7 point de pourcentage.

En tenant compte des différentes sources de variation (flux nets des investissements, effet de valorisation, effet de taux de change), le redressement de la position extérieure nette concerne tous les supports d'investissement avec une amélioration néanmoins plus importante pour les investissements directs et les prêts et emprunts ¹⁷. Au total à fin 2022, la position nette est créditrice pour les investissements directs et représente 21 % du PIB, tandis que les investissements de portefeuille, les prêts et emprunts et les produits financiers dérivés affichent un endettement net de respectivement 39 %, 11 % et 4 % du PIB. Enfin, les avoirs de réserve, par définition positifs, représentent 9 % du PIB.

La décomposition de la position nette par secteur institutionnel indique toujours un endettement extérieur particulièrement important pour les administrations publiques, même s'il se réduit du fait des effets de valorisation. La position débitrice des banques s'accroît quant à elle légèrement pour atteindre 581 milliards d'euros à fin 2022. Les « Autres secteurs » qui regroupent par exemple les entreprises non financières et les assurances bénéficient d'une position nette créditrice de 900 milliards d'euros.

La dette extérieure nette atteint 1 150,8 milliards d'euros, en retrait de 128 milliards par rapport à 2021 ¹⁸. La décomposition par devise montre une baisse de l'endettement en dollars (100 milliards d'une année sur l'autre), et dans une moindre mesure, sur l'euro (47 milliards). La France reste toujours créancière nette en yens alors qu'elle affiche un endettement net sur les principales autres devises.

T10 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2021 et fin 2022 (en milliards d'euros et en % du PIB)

	Montant	En % du PIB
Position nette à fin 2021	- 772,8	- 30,9
Variation imputable aux transactions courantes et compte de capital	- 43,2	- 1,6
Variation de change	- 16,5	- 0,6
Variation de prix d'actifs	200,5	7,6
Autres variations	2,5	0,1
Variation imputable à l'évolution du PIB		1,7
Position nette à fin 2022	- 629,3	- 23,8

Source : Banque de France.

T11 Position extérieure de la France à fin 2022 (en milliards d'euros et en % du PIB)

Investissements directs (valeur mixte) ^{a)}	556,0
Français à l'étranger	1 396,8
Étrangers en France	840,8
Investissements de portefeuille	- 1 018,6
Avoirs (résidents sur titres étrangers)	2 577,8
Engagements (non résidents sur titres français)	3 596,5
Instruments financiers dérivés	- 98,1
Prêts et emprunts	- 296,8
Avoirs de réserve	228,1
Position extérieure nette	- 629,3
En % du PIB	- 23,8
Dette extérieure nette hors avoirs de réserve	- 1 150,8
En % du PIB	- 43,5

a) En valeur mixte, les actions cotées sont comptabilisées en valeur de marché tandis que les actions non cotées sont enregistrées en valeur comptable.

Source : Banque de France.

14 À l'opposé des avoirs, il n'est pas possible de mener une analyse des engagements aussi détaillée en raison du mode de construction des données qui conduit à déterminer les engagements comme la différence entre les titres émis par des résidents français et les titres détenus par ces mêmes résidents. Cf. *Méthodologie de la balance des paiements et de la position extérieure (banque-france.fr)*

15 Cf. fiche n° 3 « Instruments financiers dérivés et autres investissements : les répercussions de la volatilité des marchés de taux et de change » de ce rapport.

16 Au niveau global, l'effet de l'évolution des taux de change sur la position extérieure nette est très fluctuant ces dernières années. L'effet cumulé sur dix ans est néanmoins défavorable à

la France et contribue à l'aggravation de la position nette pour près de 60 milliards d'euros.

17 La baisse de la valeur de marché des titres de dette du portefeuille en 2022 est compensée par la hausse du flux net d'engagements de telle sorte que la position nette en titres de dette est quasiment stable par rapport à 2021.

18 Comparée à la position extérieure, la dette extérieure se limite aux instruments de dette et exclut notamment les positions en instruments financiers dérivés, les titres de participation, le capital social et les bénéfices réinvestis d'investissements directs. Cf. *Méthodologie de la balance des paiements et de la position extérieure (banque-france.fr)*

T12 Position extérieure nette en 2022 par secteur (en milliards d'euros)

Position extérieure nette	- 629,3
Banque de France	215
Administrations publiques	- 1 163
Banques	- 581
Autres secteurs	900

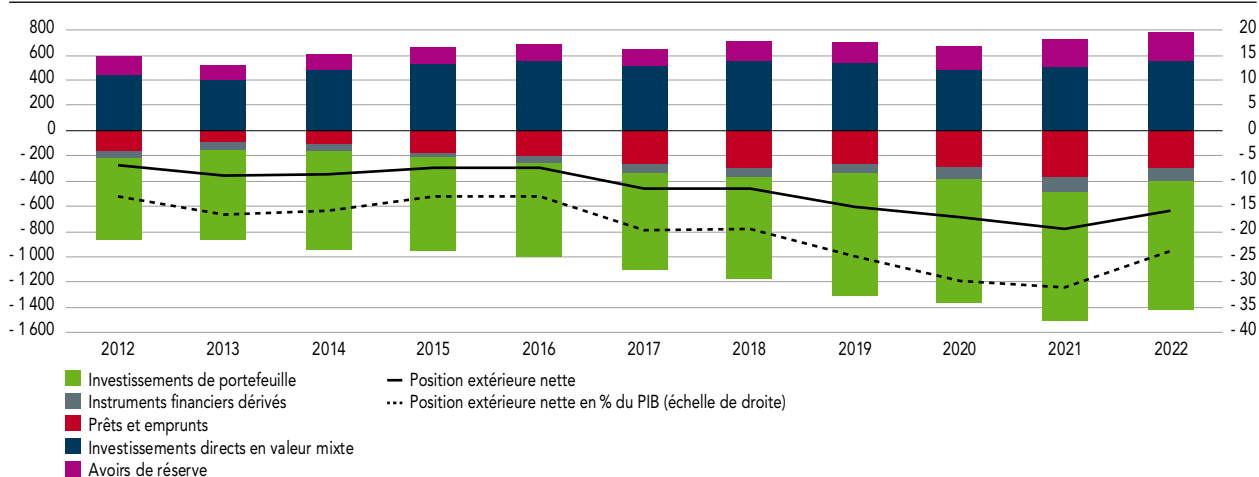
Source : Banque de France.

T13 Dette extérieure nette, ventilation par devise hors avoirs de réserve (en milliards d'euros)

	2021	2022
Dette extérieure nette hors avoirs de réserve	1 278,4	1 150,8
Euro	965,3	918,8
Dollar US	367,3	267,3
Yen	- 129,9	- 134,3
Livre sterling	86,5	82,0
Yuan	4,8	5,5
Autres monnaies	- 15,6	11,5

Source : Banque de France.

G5 Position extérieure nette de la France sur longue période (en milliards d'euros et en % du PIB)



Source : Banque de France.

FICHES THÉMATIQUES

1 Des marchandises aux frontières de la France aux échanges extérieurs de biens	18
2 Les sociétés non financières résidentes, prêteuses nettes depuis 2020 vis-à-vis de leurs partenaires non résidents affiliés	22
3 Instruments financiers dérivés et autres investissements : les répercussions de la volatilité des marchés de taux et de change en 2022	28
4 En 2022, le déficit des revenus d'investissements de portefeuille s'accroît sous l'effet conjugué de la remontée des taux d'intérêt et de l'indexation sur l'inflation	32

FICHE N° 1

DES MARCHANDISES AUX FRONTIÈRES DE LA FRANCE AUX ÉCHANGES EXTÉRIEURS DE BIENS

En 2022, le déficit des échanges extérieurs de biens a atteint environ 5 % du PIB au sens de la balance des paiements, contre près de 6 % d'après les données de la direction générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI), soit une différence de près de 1 point de PIB. Cet écart s'est creusé en 2022, si bien que la dégradation du solde des échanges de biens mesurée par la balance des paiements est moindre que celle enregistrée par les douanes. La hausse du prix de l'énergie, qui a accru les exportations nettes liées au négoce de ces produits, et le développement d'exportations à partir d'implantations situées à l'étranger, ont accentué l'impact de couvertures et de conventions d'enregistrement différentes.

1. La mesure des échanges extérieurs de biens : quelles différences entre les données des douanes et de la balance des paiements ?

Les échanges douaniers constituent une information administrative disponible rapidement dans de nombreux pays, et font par conséquent l'objet d'une attention particulière à chaque publication. Ces statistiques bénéficient également dans de nombreux pays d'une certaine antériorité puisqu'elles existent depuis longtemps et correspondent historiquement à un besoin de maîtrise des frontières territoriales, même si leur action aujourd'hui s'est élargie à d'autres aspects (contrôle sanitaire, fiscalité, etc.)¹. Elles reposent sur le principe du passage des marchandises aux

frontières, précisé dans le manuel *Statistiques du commerce international de marchandises* publié par les Nations unies².

La balance des paiements est un état statistique plus récent, développé après la Seconde Guerre mondiale sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI), dans le cadre du suivi des systèmes de change instauré par les accords de Bretton Woods³. Cette statistique est beaucoup plus complète puisqu'elle couvre l'ensemble des échanges économiques entre un pays et le reste du monde (biens, services, revenus, transferts), ainsi que le financement de ceux-ci.

Aussi, la balance des paiements retrace-t-elle de nombreux aspects de la globalisation des économies, au-delà des échanges physiques de biens. Pour cela, elle se fonde sur les changements de propriété entre résidents et non-résidents (cf. encadré méthodologique). En particulier, les dernières versions des manuels de référence des comptes nationaux (qui mesurent notamment le PIB) et de la balance des paiements – SCN 2013 et MBP6 – sont cohérentes.

L'élaboration de la balance des paiements s'appuie, dans la mesure du possible, sur une information préexistante, et dans le cas des échanges de biens, notamment sur les données douaniers. Néanmoins, des ajustements sont nécessaires pour répondre au mieux aux normes d'enregistrement en balance des paiements. Au total, l'ensemble des écarts figurent dans le tableau 3 de ce rapport⁴ (cf. vue d'ensemble, page 9).

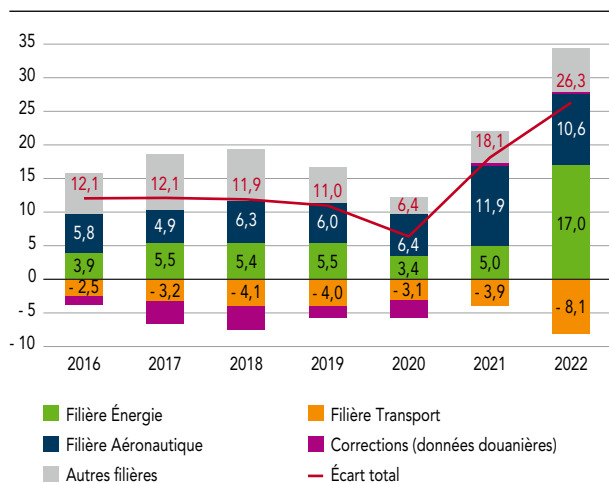
2. La contribution positive de l'activité à l'international des entreprises françaises au solde des biens de la balance des paiements a fortement progressé en 2022

L'écart entre le solde des biens dans les données douanières et dans la balance des paiements reflète principalement l'activité des entreprises françaises effectuée à l'étranger. Ainsi, certaines grandes filières industrielles françaises (notamment l'énergie, l'aéronautique, l'automobile, etc.) achètent, revendent et transforment leurs produits depuis leurs sites de fabrication situés à l'étranger – dont elles sont propriétaires –, sans que ceux-ci passent par la France. D'autres grandes entreprises françaises, notamment celles qui réalisent des services de transport (aérien, maritime, etc.), achètent le carburant pour leurs avions ou leurs bateaux dans des ports ou aéroports situés à l'étranger, ce que l'on appelle « l'avitaillement ».

Toutes ces opérations n'apparaissent donc pas dans le solde des douanes et constituent autant de recettes et de dépenses en balance des paiements.

Leur solde est positif sur la période étudiée et a régulièrement augmenté au cours des dernières années (cf. graphique). Il s'élève en moyenne à 13 milliards d'euros sur la période 2011-2019, puis à 18,1 milliards en 2021 et 26,3 milliards en 2022.

Écarts entre les soldes des biens des douanes et de la balance des paiements (en milliards d'euros)



Note : Les regroupements proposés tiennent compte de l'activité économique des entreprises et combinent des postes de balance des paiements pour faciliter l'analyse. La filière Énergie correspond principalement au négoce international ; la filière Transport recouvre principalement le soutage et l'avitaillement ; la filière Aérotransport englobe l'activité industrielle des implantations situées à l'étranger ; les autres filières reflètent notamment l'activité de négoce international des filières Automobile, Pharmacie, Télécoms, Agroalimentaire et Mode.

Source : Banque de France, balance des paiements.

La hausse importante sur 2022 provient principalement de la filière Énergie dont l'activité de négoce international a crû en lien avec la très forte augmentation du prix du gaz.

Dans une moindre mesure, le solde de la filière Aérotransport a progressé depuis deux ans en raison d'une hausse des recettes nettes d'exportations à partir d'implantations situées à l'étranger.

Enfin, la facture énergétique liée au soutage et à l'avitaillement de la filière Transport s'alourdit en 2022 et atteint 8,1 milliards d'euros en 2022, après 3,9 milliards en 2021, du fait de l'envolée du prix du pétrole.

3. D'autres ajustements des données douanières sont nécessaires, mais leur solde est faible

Les corrections sur les données douanières comprennent notamment des échanges qui doivent être retranchés, lorsque par exemple aucun paiement n'y est attaché, ou lorsqu'ils ne donnent pas lieu à un transfert de propriété (ils sont alors hors du champ de la balance des paiements). Elles s'élèvent en moyenne respectivement à 16 milliards d'euros et 14 milliards pour les importations et exportations pendant la période 2016-2022 et leur solde est négatif d'environ 2 milliards.

Ces corrections portent d'une part, sur le retour de biens et, d'autre part, sur certaines transactions qui sont à exclure compte tenu de leur nature, principalement celles liées au travail à façon réalisé en France, c'est-à-dire l'amélioration ou le perfectionnement d'un produit qui appartient à un non-résident. Elles représentent la part la plus importante des corrections totales avec un solde négatif d'environ 1,5 milliard d'euros, les corrections affectant davantage les exportations que les importations. Le solde de ces opérations varie néanmoins d'une manière importante chaque année, notamment en 2021 et 2022, où il est proche de zéro.

1 Cf. *Histoire de la douane française*, DGDDI.

2 <https://www.unstats.un.org>

3 Le Gallo (2021), « Établir la balance des paiements : une mission statistique à la Banque de France depuis 1945 », *Bulletin de la Banque de France*, n° 238/5, novembre-décembre.

4 L'ensemble des données douanières et de la balance des paiements sont évaluées à la frontière douanière de l'économie exportatrice initiale (« franco à bord » – FAB), que ce soit pour les importations ou les exportations (FAB-FAB).

Encadré méthodologique

Les statistiques de biens de la balance des paiements sont mesurées principalement à partir des données douanières, mais elles doivent également répondre aux exigences méthodologiques de la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* (MBP6) publié par le Fonds monétaire international (FMI)¹. Dans ce cadre, la notion de passage de frontière, caractéristique des données douanières, est remplacée par deux principes fondamentaux, propres au MBP6 : le changement de propriété économique et le lieu de résidence.

Les ajustements couramment réalisés sont présentés dans les paragraphes 10.55 et 10.56 du MBP6, et dans le cas de la France, portent sur les éléments suivants :

- Tout d'abord, les marchandises ne traversant pas les frontières, mais prises en compte dans la balance des paiements. Dans cette catégorie, figurent notamment :
 - Le soutage et l'avitaillement (par exemple, l'achat de carburants dans les ports et les aéroports)² ;
 - Le négoce international qui correspond à des transactions de marchandises effectuées à l'étranger (sans franchissement des frontières françaises ni transformation notable), c'est-à-dire achetées et revendues à des non-résidents avec une marge. Par exemple, l'achat par une entreprise française de matières premières achetées à un autre pays et revendues telles quelles à l'étranger. Seul son solde est présenté en balance des paiements³ ;

- Les biens qui font l'objet d'échanges à l'international, mais qui ne traversent pas la frontière et subissent des transformations physiques notables, ce qui les distingue du négoce international précité (par exemple, l'achat à l'étranger par une entreprise française d'un produit qui est transformé à l'étranger, tout en restant propriété de cette entreprise, puis revendu dans d'autres pays) ;

- Ensuite, les transactions sans paiement ou sans transfert de propriété. Cette rubrique regroupe les mouvements de marchandises en vue de transformation ou réparation⁴, les dons⁵ et le retour des biens (quand les parties ont ultérieurement convenu d'annuler le transfert de propriété d'un bien) ;
- Enfin, on comptabilise les marchandises traversant les frontières et avec changement de propriétés, mais enregistrées à travers des sources complémentaires. Il s'agit principalement des activités économiques illégales qui ne sont pas officiellement enregistrées (en particulier, le commerce de tabac de contrebande et de stupéfiants).

1 <https://www.imf.org>

2 Pour plus de détails sur ces concepts, cf. paragraphes 10.44, 10.66 et 10.17 du MBP6.

3 Cf. le paragraphe 10.41 du MBP6.

4 Cf. les paragraphes 10.65b et 10.66b du MBP6. La marge réalisée dans le cadre d'un travail à façon ou de réparation est enregistrée dans les échanges de services (paragraphes 10.62 à 10.71 du MBP6).

5 Cf. paragraphes 10.17 et 10.22i du MBP6. La contrepartie de ces dons est comptabilisée dans les revenus secondaires.

Enfin, les données douanières ne comptabilisent pas certains échanges illégaux tels que le tabac de contrebande ou les importations de stupéfiants. Un complément est donc apporté dans la ligne « Corrections sur données douanières » de la balance des paiements, à partir des estimations de l'Insee⁵, afin de prendre en compte ces flux à hauteur de 0,7 milliard d'euros d'importations annuelles nettes en moyenne pendant la période 2016-2022.

*
**

Au total, les statistiques des douanes demeurent une des principales sources de données pour retracer les échanges extérieurs de biens. Néanmoins, la balance des paiements

complète cette mesure, notamment avec les importations et les exportations de biens effectuées à l'étranger et présente ces échanges dans le cadre cohérent de la comptabilité nationale.

5 <https://www.insee.fr>

FICHE N° 2

LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES RÉSIDENTES, PRÊTEUSES NETTES DEPUIS 2020 VIS-À-VIS DE LEURS PARTENAIRES NON RÉSIDENTS AFFILIÉS

Les prêts ou emprunts des sociétés non financières résidentes sont comptabilisés dans le compte financier de la balance des paiements dès lors que leur contrepartie est non résidente. Si ces prêts-emprunts ont lieu entre des sociétés d'un même groupe international, ils enrichissent les lignes « d'Investissements directs ». S'ils sont contractés entre des sociétés non affiliées, ils s'ajoutent aux « Autres investissements », sous les lignes « Prêts » ou « Crédits commerciaux et avances ». La Banque de France comptabilise ces encours grâce à des enquêtes par sondage, auxquelles répondent plus de 6 000 entreprises chaque année.

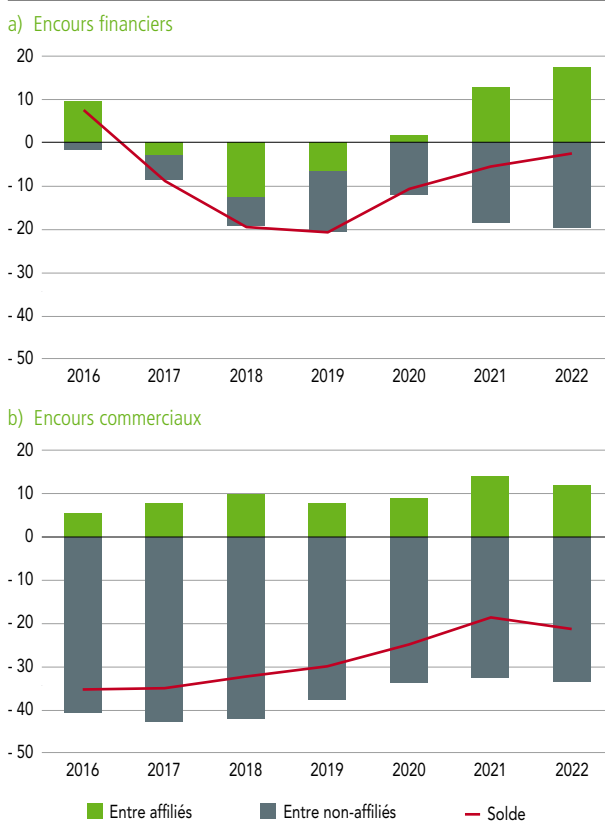
On distingue deux catégories de prêts ou d'emprunts : d'un côté, un prêt financier accordé par une entreprise résidente à une entreprise non résidente ou un dépôt dans une banque non résidente constitue une créance financière (a contrario un prêt contracté par une entreprise résidente est un engagement). De l'autre, des biens envoyés à l'étranger ou des prestations de service rendues, en attente de paiement, ou des avances versées dans l'attente d'une livraison ou de la réalisation d'une prestation, créent des créances commerciales¹.

L'ensemble de ces prêts interentreprises transfrontaliers progressent : entre 2019 et 2022, le total des encours (créances et engagements confondus) a augmenté de 14 % pour les crédits commerciaux et de 28 % pour les autres prêts ou emprunts financiers.

Cette fiche décrypte les évolutions des prêts-emprunts transfrontaliers des sociétés non financières résidentes. Celles-ci mettent en avant des disparités entre les sociétés d'un même groupe et les sociétés non affiliées, traduisant des logiques d'affaires distinctes.

1. Les sociétés françaises financent leurs affiliées à l'étranger, mais contractent des dettes vis-à-vis de non-affiliés

G1 Position nette des créances et engagements entre sociétés résidentes et non résidentes selon le degré d'affiliation (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

Depuis 2019, la position nette débitrice (différence entre avoirs et engagements) des encours financiers des sociétés résidentes s'est fortement réduite passant de – 20,7 milliards d'euros à – 2,4 milliards (évolution excédentaire de 18,3 milliards). Elle s'est également allégée pour les encours commerciaux (– 30,1 à – 21,5 milliards d'euros) (cf. graphique 1). Ces positions nettes négatives signifient que, dans l'ensemble, les sociétés résidentes sont emprunteuses nettes vis-à-vis de l'étranger.

Néanmoins, cette lecture change selon que les sociétés contractantes appartiennent ou non au même groupe. En effet, depuis 2020, le solde des créances et engagements est positif envers les entreprises affiliées, mais négatif entre les entreprises non affiliées, qu'il s'agisse d'encours financiers ou d'encours commerciaux (cf. graphique 1). En d'autres termes, les sociétés résidentes ont tendance à accorder des prêts ou des crédits commerciaux à leurs partenaires du même groupe à l'étranger, mais à être débitrices des sociétés ou banques auxquelles elles ne sont pas liées. Cela signifie que les entreprises résidentes empruntent aux sociétés ou aux banques non résidentes qui ne leur sont pas affiliées ou reçoivent des transferts d'argent de leur part et profitent des facilités de paiement qu'elles leur accordent².

2. Des engagements commerciaux portés par les grandes entreprises

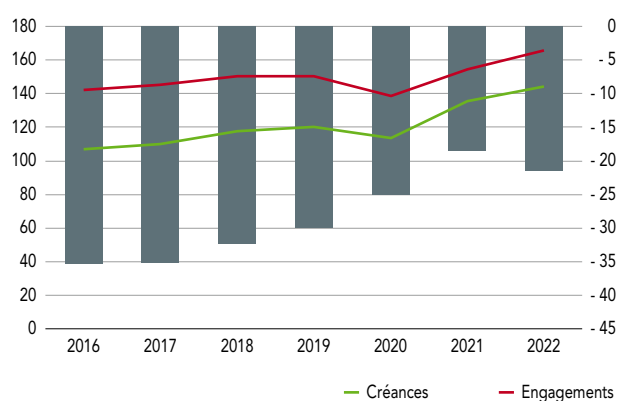
Les entreprises françaises ont une dette commerciale à l'étranger, notamment dans un contexte où la France est fortement importatrice de biens. Cet encours, qui atteint – 21,5 milliards d'euros en 2022 (– 18,6 milliards en 2021), est porté par les plus grandes entreprises (– 31,1 milliards en 2022 pour les déclarants directs généraux) (cf. graphique 2). Ces entreprises présentent également une position financière nette de – 7,0 milliards d'euros à fin 2022, qui explique la position agrégée globale de – 2,4 milliards (cf. graphique 3 infra). À l'inverse des encours commerciaux, cette position n'est pas constamment négative dans le temps pour les encours financiers et fait suite à une très forte baisse entre 2016 (+ 44,9 milliards d'euros) et 2019 (– 3,1 milliards).

1 Le détail des postes comptables pour les encours commerciaux et financiers est présenté dans la *Notice méthodologique ECO* et la *Notice méthodologique EFI* sur le site de la Banque de France.

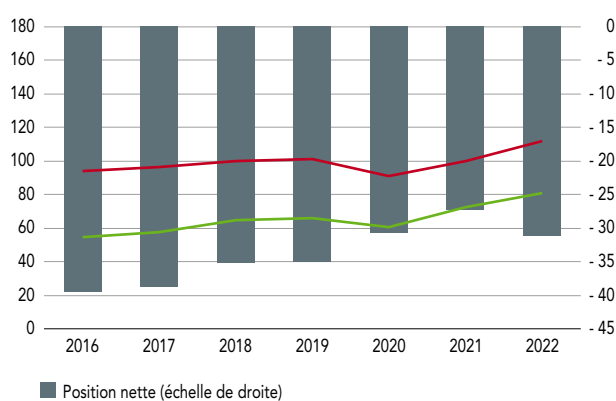
2 Le graphique 1, comme tous les graphiques de cette fiche, présente la situation des encours financiers à chaque fin d'année. Il est donc sensible aux opérations de *cash-pooling* des groupes d'entreprises internationaux (cf. encadré infra).

G2 Dettes en encours commerciaux (en milliards d'euros)

a) Dette globale



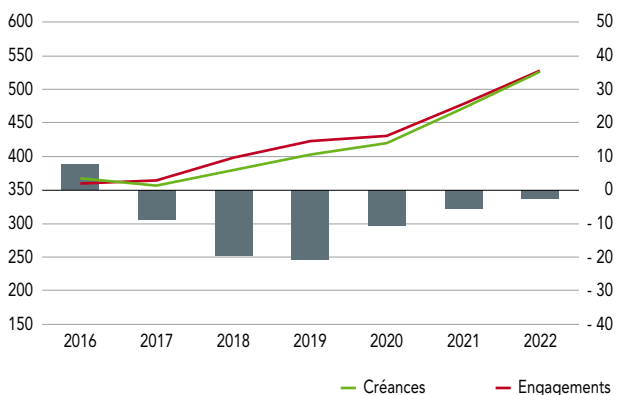
b) Déclarants directs généraux



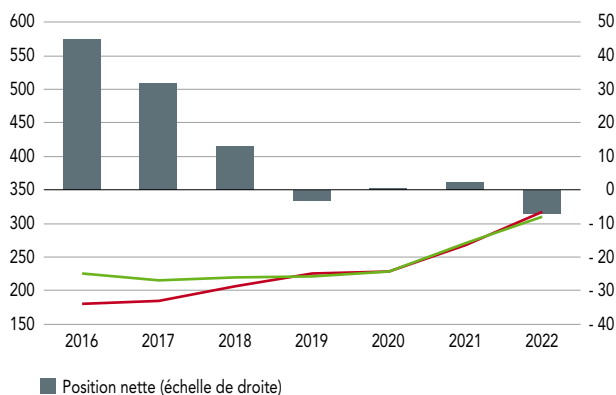
Source : Banque de France.

G3 Dettes en encours financiers (en milliards d'euros)

a) Dette globale



b) Déclarants directs généraux



Note : Les déclarants directs généraux sont les entreprises françaises industrielles et commerciales et les entreprises d'assurance et de réassurance régies par le Code des assurances qui atteignent le seuil de 30 millions d'euros de transactions avec l'étranger, au cours d'une année civile.

Source : Banque de France.

Présentation des prêts-emprunts financiers entre affiliés : créances-engagements et principe directionnel étendu

Dans cette fiche, les prêts financiers et les flux de trésorerie au sein d'un même groupe sont présentés selon le **principe créances-engagements**, c'est-à-dire qu'ils décrivent le sens du flux financier, depuis ou vers la France. Or, la multiplication des prêts financiers croisés intragroupe reflète essentiellement des structures de financement complexes à l'échelle européenne, voire mondiale, mises en place par de nombreux groupes internationaux.

Pour dénouer les allers-retours au sein d'un même groupe (dont font partie les opérations de *cash-pooling*), les statistiques d'investissements directs étrangers, qui comprennent notamment

les prêts et emprunts financiers intragroupe, sont publiées selon le **principe directionnel étendu** dans la balance des paiements. Ce principe vise à analyser les flux depuis et vers le centre de décision économique : les flux entre sociétés du même groupe sont classés selon son pays d'origine, lui-même déterminé à partir de la résidence de l'investisseur ultime. L'application de ce principe a pour effet de diminuer les flux croisés au point de les rendre anecdotiques au regard des encours totaux d'investissements directs étrangers (entre 2 et 4 %). Les investissements directs étrangers cherchent à décrire des liens de dépendance et de contrôle, plus en conformité avec le principe directionnel étendu.

3. Une stabilité géographique des expositions commerciales et financières

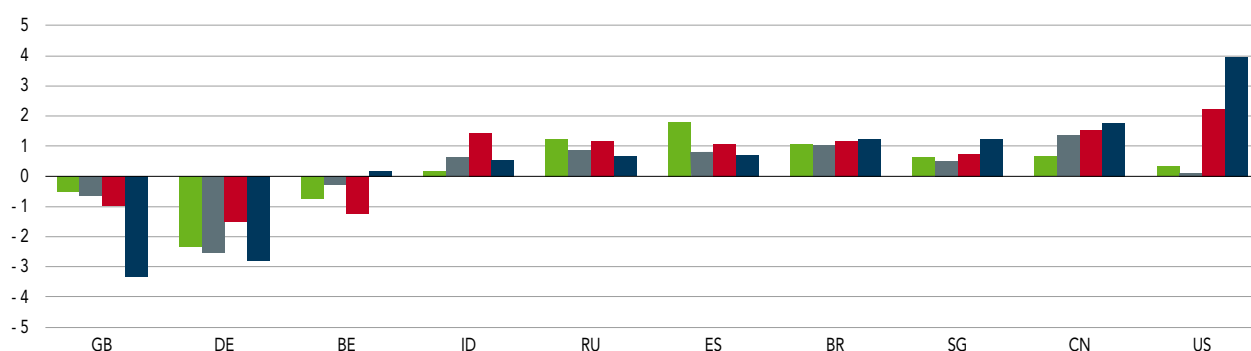
Les positions nettes des prêts-emprunts financiers et commerciaux montrent, depuis 2019, une certaine stabilité des pays de contrepartie les plus contributeurs. Sauf pour le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Belgique, les sociétés françaises ont plutôt tendance à accorder des crédits commerciaux à leurs partenaires du même groupe installés à l'étranger (cf. graphique 4a), comme l'illustre le solde positif des prêts-emprunts commerciaux vis-à-vis d'affiliés. En revanche, s'agissant des encours commerciaux vis-à-vis de non-affiliés, les sociétés françaises ont tendance à profiter de facilités de paiement : la Chine et les États-Unis concentrent une part importante de cette dette (14,5 milliards d'euros en 2022), de même que certains pays exportateurs de pétrole (Qatar,

Émirats arabes unis) et Singapour, plateforme régionale de réexportation (cf. graphique 4b).

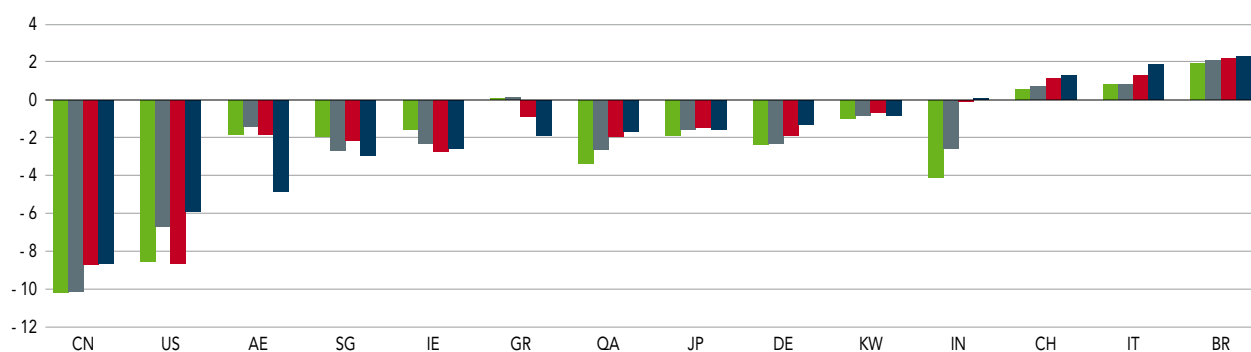
S'agissant des transactions financières interentreprises, les sociétés françaises ont eu tendance à financer leurs affiliés aux États-Unis, ou à leur transférer des liquidités en fin d'année, avec une position nette atteignant 27,4 milliards d'euros en 2022 (+ 13,9 milliards depuis 2020) (cf. graphique 5 infra). Cette hausse a eu lieu dans un contexte où le dollar, monnaie contribuant très largement à cette position, s'est apprécié de 13 % par rapport à l'euro sur deux ans et où la remontée des taux s'est amorcée plus vite aux États-Unis qu'en zone euro. À l'opposé du spectre, les entreprises françaises sont dans leur ensemble débitrices vis-à-vis de sociétés belges, suisses ou luxembourgeoises du même groupe, pays au sein desquels sont implantées des affiliés proches de grands groupes internationaux (centres de trésorerie, holdings, etc.) (cf. encadré).

G4 Position nette des prêts-emprunts commerciaux des entreprises résidentes en fonction des pays (en milliards d'euros)

a) Contreparties affiliées



b) Contreparties non affiliées



■ 2019 ■ 2020 ■ 2021 ■ 2022

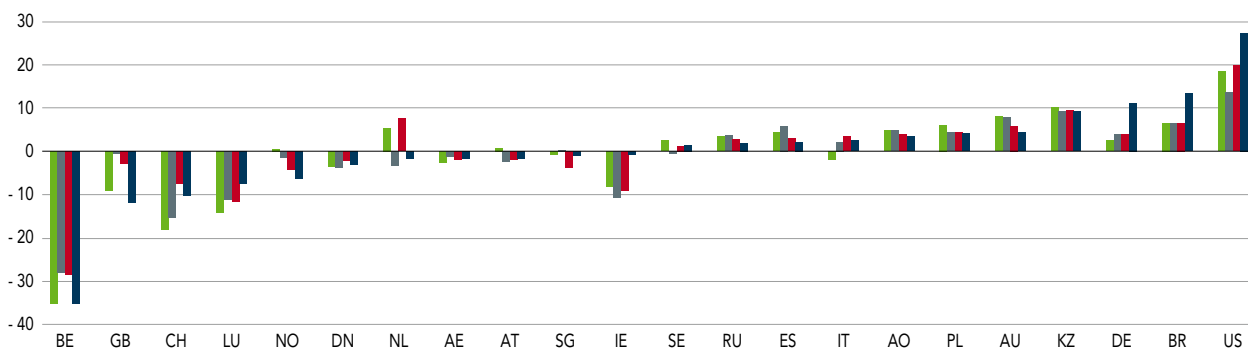
AE Émirats arabes unis	CN Chine	GR Grèce	IT Italie	RU Russie
BE Belgique	DE Allemagne	ID Indonésie	JP Japon	SG Singapour
BR Brésil	ES Espagne	IE Irlande	KW Koweït	US États-Unis
CH Suisse	GB Royaume-Uni	IN Inde	QA Qatar	

Note : Seuls les pays ayant au moins une position nette supérieure à 1 milliard d'euros en valeur absolue sur la période sont représentés.

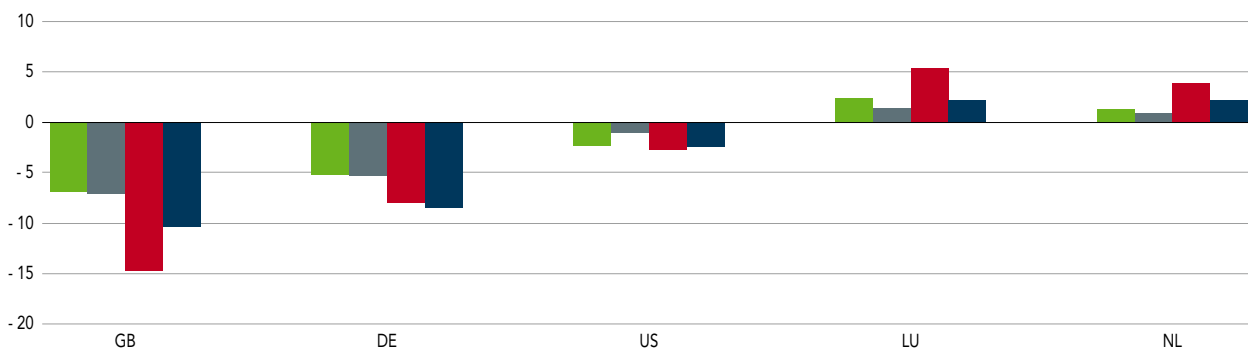
Source : Banque de France.

G5 Position nette des prêts-emprunts financiers des entreprises résidentes en fonction du pays (en milliards d'euros)

a) Contreparties affiliées



b) Contreparties non affiliées



■ 2019 ■ 2020 ■ 2021 ■ 2022

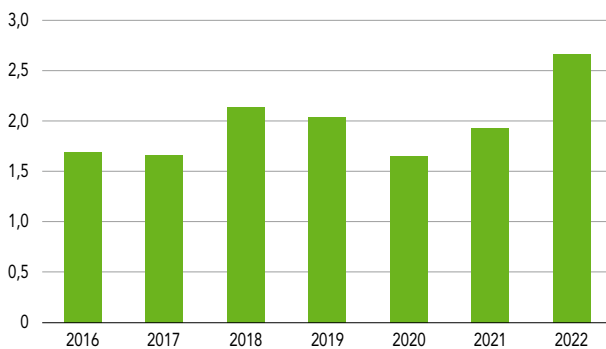
AE Émirats arabes unis	BR Brésil	ES Espagne	IN Inde	LU Luxembourg	RU Russie
AO Angola	CH Suisse	GB Royaume-Uni	IT Italie	NL Pays-Bas	SE Suède
AT Autriche	CN Chine	GR Grèce	JP Japon	NO Norvège	SG Singapour
AU Australie	DE Allemagne	ID Indonésie	KW Koweït	PL Pologne	US États-Unis
BE Belgique	DN Danemark	IE Irlande	KZ Kazakhstan	QA Qatar	

Note : Seuls les pays ayant au moins une position nette supérieure à 2 milliards d'euros en valeur absolue sur la période sont représentés.

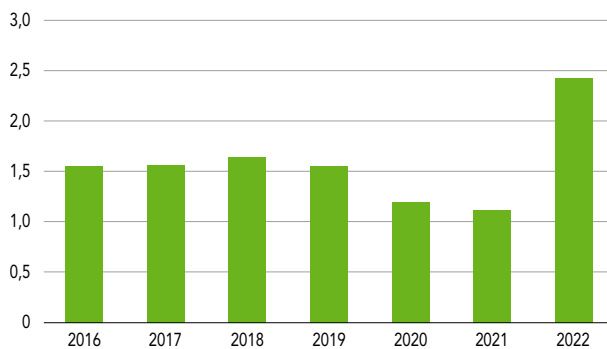
Source : Banque de France.

G6 Produits et charges d'intérêt vis-à-vis d'entreprises affiliées non résidentes (en milliards d'euros)

a) Produits d'intérêt



b) Charges d'intérêt



Source : Banque de France.

4. Une hausse des produits et charges d'intérêt appliqués entre entreprises affiliées sur l'année 2022

De juillet 2022 à la fin de l'année 2022, la Banque centrale européenne a rehaussé ses taux d'intérêt directeurs à quatre reprises, amenant le taux des opérations principales de refinancement à 2,50 %. Ces décisions de politique monétaire influencent les taux des prêts alloués par les intermédiaires financiers à travers le canal des taux d'intérêt³. Dans ce contexte, des augmentations de produits et charges d'intérêt (respectivement + 38 % et + 117 % en 2022, par rapport à 2021) des prêts et emprunts financiers entre affiliés, également sensibles à l'accroissement global de ces encours, sont observées⁴ (cf. graphique 6).

5. Prééminence de l'euro dans les libellés des prêts commerciaux interentreprises

À fin 2022, les encours commerciaux sont majoritairement libellés en euros : ils totalisent 88 % des créances (+ 5,7 % par rapport à 2021) et 70 % des engagements (+ 7,9 % en un an) des entreprises résidentes. Toutefois, le montant d'engagements libellés en dollars est largement supérieur à celui des créances, cette monnaie devenant la plus contributrice à la position nette, avec – 26,9 milliards d'euros à la fin 2022, suivie de l'euro avec + 885 millions d'euros. La dette commerciale vis-à-vis du dollar est concentrée sur les échanges avec les États-Unis et la Chine.

3 Cf. « La transmission de la politique monétaire », *L'éco en bref*, ABC de l'économie, Banque de France, juin 2020.

4 Contrairement aux prêts et emprunts financiers, les produits et charges d'intérêt sont enregistrés dans le compte des transactions courantes.

FICHE N° 3

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET AUTRES INVESTISSEMENTS : LES RÉPERCUSSIONS DE LA VOLATILITÉ DES MARCHÉS DE TAUX ET DE CHANGE EN 2022

L'activité de la place de Paris sur le marché des dérivés, en progression en 2022, et la plus forte volatilité sur les marchés des taux d'intérêt, des changes et des matières premières, ont eu des conséquences visibles sur les opérations internationales sur les instruments financiers dérivés (IFD), mais aussi sur les autres investissements (AI) : les flux de transactions sur IFD ont atteint des niveaux élevés proches de 250 milliards d'euros, avec au total un solde négatif de 40 milliards. L'encours global d'IFD a quant à lui dépassé les 1 000 milliards d'euros à la fin de l'année 2022 et celui des appels de marge, enregistré dans les autres investissements, a presque atteint 250 milliards au cours de l'année.

Les IFD peuvent servir à prendre des positions sur les marchés, mais aussi à couvrir des risques financiers spécifiques liés à d'autres instruments financiers, si bien que seules les options creusent le solde des transactions financières en balance des paiements et la position extérieure nette. Les encours et flux sur les autres instruments sont globalement équilibrés.

1. Des encours d'instruments financiers dérivés qui dépassent les 1 000 milliards d'euros fin 2022

Les encours de dérivés, constitués de stocks valorisés, sont enregistrés à l'actif ou au passif selon qu'ils sont gagnants pour l'entité résidente ou bien perdants. Avec plus

de 1 000 milliards d'encours à l'actif et au passif à la fin de l'année 2022, les passifs des IFD sont plus élevés que les actifs, à hauteur d'une centaine de milliards d'euros (1 089 milliards d'IFD inscrits à l'actif de la France, contre 1 187 milliards inscrits au passif).

Les contrats à terme (*forwards, futures*) et les *swaps* présentent un profil équilibré (cf. *tableau*) :

- Les *swaps* sont les instruments qui pèsent le plus lourd dans la position extérieure à plus de 780 milliards d'euros, dont 600 milliards pour les *swaps* de taux d'intérêt. Cet encours est enregistré en balance des paiements en valeurs brutes avant tout « netting » ou compensation, ce qui explique son poids massif. Les encours de *swaps* de change s'élèvent à 105 milliards d'euros et ceux sur actions à un peu moins de 30 milliards. Quant aux *swaps* sur crédit ou sur matières premières, ils s'élèvent à 10 milliards d'euros ;
- Les contrats à terme, compensés (*futures*) ou négociés de gré à gré (*forwards*), s'élèvent à 100 milliards d'euros, et sont composés à 82 % de contrats sur les changes, plus marginalement sur les matières premières, taux et actions.

Le stock valorisé d'options au passif (308 milliards d'euros) est quant à lui une fois et demie plus élevé que le stock d'options à l'actif (207 milliards). Ce déséquilibre structurel, mais en recul à 101 milliards d'euros fin 2022, s'explique par la spécialisation des entités au sein des grands groupes

Définition et méthodologie

Un contrat de dérivés financiers est un instrument financier lié à un autre instrument ou indicateur financier ou produit de base particulier et par le biais duquel des risques financiers spécifiques (de taux d'intérêt, de taux de change, de crédit, sur actions ou sur le prix de produits de base, etc.) peuvent être négociés en tant que tels sur les marchés financiers.

La sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* (MBP6) publié par le Fonds monétaire international reconnaît deux grandes catégories de dérivés financiers : les options d'une part et les contrats à terme et *swaps* d'autre part.

- Dans le contrat d'**option**, l'acheteur acquiert auprès de l'émetteur de l'option le droit d'acheter ou de vendre (selon qu'il s'agit d'une option d'achat ou de vente) un actif sous-jacent spécifié à un prix d'exercice convenu avant une date spécifiée ou à cette date. L'acheteur verse une prime à l'émetteur de l'option. En échange, il acquiert le droit, mais non l'obligation, d'acheter (option d'achat) ou de vendre (option de vente) un actif sous-jacent spécifié — physique ou financier — à un prix contractuel convenu (le prix d'exercice) avant une date spécifiée ou à cette date.
- Dans le cadre d'un **contrat à terme** (*forwards*, les *futures*¹) ou d'un *swap*, les deux parties conviennent d'échanger sans condition un actif sous-jacent — physique ou financier — en une quantité spécifiée, à un prix convenu (le prix d'exercice) et à une date

spécifiée. La création de tels contrats de dérivés donne lieu à un échange de risques de valeur égale, de sorte que la valeur du contrat est nulle au départ. À mesure que le prix du sous-jacent évolue, la valeur du contrat change, mais elle peut être ramenée à zéro par des règlements périodiques au cours de la durée du contrat.

Le MBP6 précise également que les échanges de droits et obligations à la création d'un contrat de dérivé financier constituent des transactions financières qui créent des positions d'actif et de passif financier, dont la valeur à l'origine est en principe nulle si l'instrument est un contrat à terme, ou égale à la prime totale exigible si l'instrument est une option. Les variations de valeur des dérivés dues à des variations de l'instrument sous-jacent sont enregistrées comme des réévaluations.

Dans certains cas, des opérations sur des contrats à terme dont la valeur n'est pas nulle à l'origine peuvent avoir lieu : le versement ou la réception de soulte doivent être enregistrés dans les flux de transactions sur instruments financiers dérivés (IFD) de la balance des paiements, de même que le service de la dette (versement d'intérêt dans le cas des *swaps* de taux par exemple) ou les appels de marge.

¹ Les *futures* (ou contrats à terme négociables) sont des dérivés de type contrat à terme négociés sur les marchés organisés. Le marché facilite la négociation en déterminant les conditions et modalités normalisées des contrats, en faisant office de contrepartie pour toutes les opérations et en exigeant le paiement d'une marge de dépôt pour atténuer les risques.

Encours et transactions d'instruments financiers dérivés des intermédiaires financiers à fin 2022

Réconciliation des flux et stocks
(en milliards d'euros)

	Stock décembre 2021			Transactions 2022			Valorisation 2022			Stock décembre 2022		
	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net
Contrats à terme	61	59	3	- 30	- 22	- 8	69	63	6	100	99	1
Options	218	326	- 108	25	84	- 59	- 36	- 102	66	207	308	- 101
Swaps	590	598	- 8	242	216	26	- 49	- 33	- 16	783	781	2
Total	869	982	- 113	237	278	- 41	- 17	- 73	56	1089	1187	- 98

Source : Banque de France.

bancaires français notamment en Europe ; l'équilibrage global des options dans la balance des paiements et la position extérieure repose sur d'autres instruments financiers tels que les titres.

À titre de comparaison, le stock d'IFD des intermédiaires financiers résidents vis-à-vis d'entités résidentes est moins élevé puisqu'il s'élève à 260 milliards d'euros à la fin de l'année 2022, reflétant ainsi la forte ouverture internationale

de la place de Paris, comme le montrent également les résultats de l'enquête triennale de la Banque des règlements internationaux (BRI)¹.

¹ « Paris se maintient sur les marchés des changes et des dérivés de taux », *Bloc-notes Éco*, billet n° 289, Banque de France, novembre 2022.

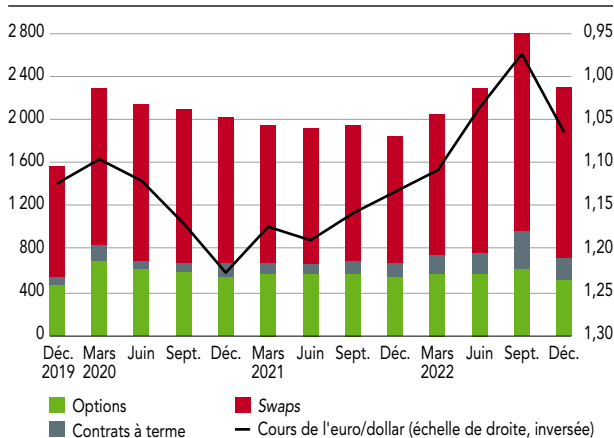
2. La volatilité des changes, des taux d'intérêt et du prix des matières premières explique ces évolutions

Les *swaps* de change sont à l'origine de la plus grande partie de la progression des encours d'IFD en 2022 (cf. graphique 1). Alors que le cours de l'euro contre le dollar a atteint son niveau le plus bas à 0,9748 dollar pour un euro fin septembre 2022, leur encours s'est établi à 318 milliards d'euros en septembre (contre seulement 136 milliards en fin d'année 2021), avant de redescendre à 210 milliards en fin d'année 2022 sous l'effet de l'appréciation de l'euro qui a alors atteint les 1,07 dollar pour un euro.

Dans une moindre mesure, les dérivés sur matières premières ont également participé à cette progression globale des IFD dans la position extérieure, leurs encours atteignant près de 60 milliards d'euros fin septembre 2022 (contre moins de 30 milliards fin 2021), avant de redescendre à 34 milliards fin 2022.

La variation des encours d'IFD en position extérieure s'explique donc en grande partie par des effets de valorisation au cours de l'année qui progressent avec la plus forte volatilité des cours, mais aussi par une activité particulièrement marquée des intermédiaires financiers sur ces marchés, telle que mesurée par la progression des encours notionnels². Les flux de transactions enregistrés en balance des paiements ont également été affectés par cette double tendance.

G1 Encours cumulés actifs et passifs des instruments financiers dérivés par type d'instrument (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

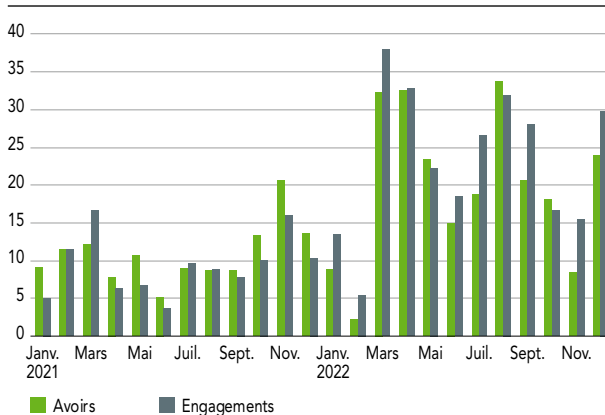
3. Un impact en balance des paiements sur la ligne des « Instruments financiers dérivés », mais aussi des « Autres investissements »

Les flux de transactions sur IFD ont affiché une moyenne de 10 milliards d'euros chaque mois de l'année 2021. Dès le mois de mars 2022, ils progressent très nettement et dépassent la trentaine de milliards (cf. graphique 2), dans le contexte de volatilité accrue des marchés au début de la guerre russe en Ukraine. Le reste de l'année a ensuite été marqué par la volatilité des prix des matières premières, la hausse du dollar jusqu'au troisième trimestre de l'année, et par la remontée rapide des taux d'intérêt. Ces éléments de marché constituent autant de facteurs à l'origine de besoins de couverture et d'appels de marge³ sur les marchés financiers et contribuent à alimenter les transactions sur IFD de la balance des paiements.

Contrairement aux appels de marge qui sont pratiqués au cours de la vie de l'IFD, les dépôts de marge initiaux sont des paiements au comptant qui couvrent des obligations effectives ou potentielles qu'engendrent les dérivés financiers — plus particulièrement des *futures* ou des options négociées sur un marché organisé. Ces dépôts de garantie initiaux sont classés parmi les dépôts des « Autres investissements ».

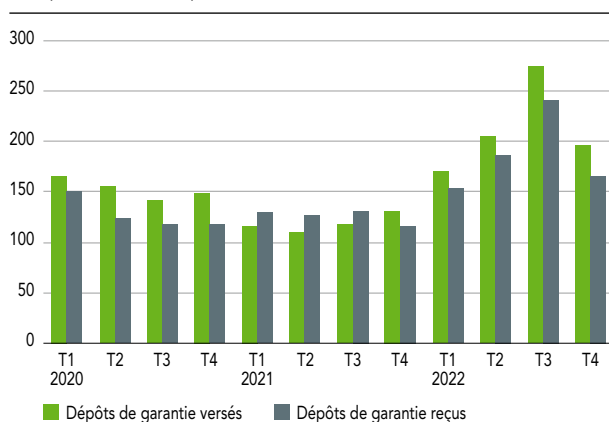
L'activité sur le marché des IFD a donc ainsi également participé aux mouvements enregistrés sur la ligne des

G2 Transactions mensuelles enregistrées sur les instruments financiers dérivés de la balance des paiements (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

G3 Encours des dépôts de garantie enregistrés à l'actif et au passif de la ligne « Autres Investissements » de la position extérieure (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

autres investissements de la balance des paiements et de la position extérieure pour les intermédiaires financiers : leurs encours de dépôts de garantie versés ont atteint 273 milliards d'euros fin septembre 2022 (contre seulement 130 milliards fin 2021) pour redescendre à 195 milliards en fin d'année (cf. graphique 3).

Ces dépôts de garantie versés se concentrent pour les deux tiers sur des contreparties résidentes au Royaume-Uni, en Allemagne et aux États-Unis. Ils sont libellés à 64 % en euros, 23 % en dollars américains et 5 % en livres sterling.

2 https://www.bis.org/publ/otc_hy2305.htm

3 Pour plus de détails sur les mouvements de fin d'année, cf. l'enquête SESFOD de décembre 2022 <https://www.ecb.europa.eu> et le rapport TRV Risk Monitor de l'ESMA de février 2023 (page 24) <https://esma.europa.eu>

FICHE N° 4

EN 2022, LE DÉFICIT DES REVENUS D'INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE S'ACCROÎT SOUS L'EFFET CONJUGUÉ DE LA REMONTÉE DES TAUX D'INTÉRÊT ET DE L'INDEXATION SUR L'INFLATION

Le déficit des revenus d'investissements de portefeuille se creuse fortement en 2022 : la hausse des revenus versés sur les titres indexés sur l'inflation et la remontée des taux d'intérêt ont détérioré le solde des revenus des titres de dette à long terme. Le déficit des revenus d'actions et de parts d'organismes de placement collectif (OPC) se stabilise par rapport à 2021.

1. Le déficit des revenus des investissements de portefeuille, en particulier celui des titres de dette à long terme, se dégrade fortement en 2022

En 2022, le déficit des revenus des investissements de portefeuille se creuse de plus de 11 milliards d'euros et

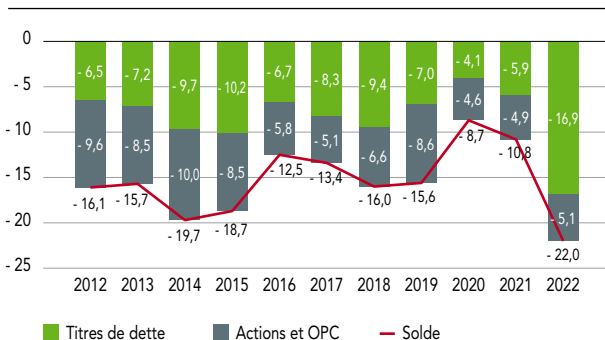
atteint – 22 milliards, le solde négatif le plus élevé observé depuis le dernier excédent en 2009.

Le déficit des revenus liés aux actions et parts d'OPC est stable à environ – 5 milliards d'euros en 2022 et 2021 : la hausse des dividendes perçus par les investisseurs internationaux (+ 2,6 milliards) en 2022 est comparable à celle des dividendes reçus par les résidents français (+ 2,9 milliards).

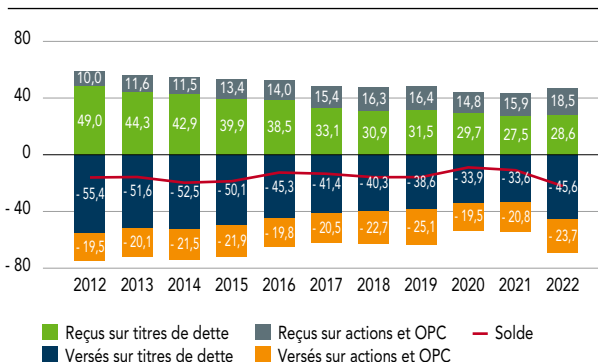
La dégradation du solde des revenus des investissements de portefeuille est imputable aux titres de dette (– 16,9 milliards d'euros en 2022, après – 5,9 milliards en 2021). L'alourdissement des revenus versés à l'étranger, quasi exclusivement sur les titres de dette à long terme

G1 Décomposition du solde des revenus des investissements de portefeuille de la France (en milliards d'euros)

a) Par instrument



b) Par revenus d'instrument



Note : OPC, organismes de placement collectif.

Source : Banque de France.

(– 45,6 milliards en 2022, après – 33,6 milliards en 2021) n'est que partiellement compensée par la progression des revenus perçus de l'étranger, de 27,5 milliards en 2021, à 28,6 milliards en 2022 (cf. graphique 1).

La position nette¹ en titres de dette à long terme, qui sert d'assiette au calcul de leurs revenus, est stable (– 802 milliards d'euros en 2022, après – 803 milliards en 2021). L'accroissement des engagements nets dû aux achats des non-résidents (+ 121 milliards) a en effet été compensé par les effets de valorisation fortement négatifs (– 164 milliards).

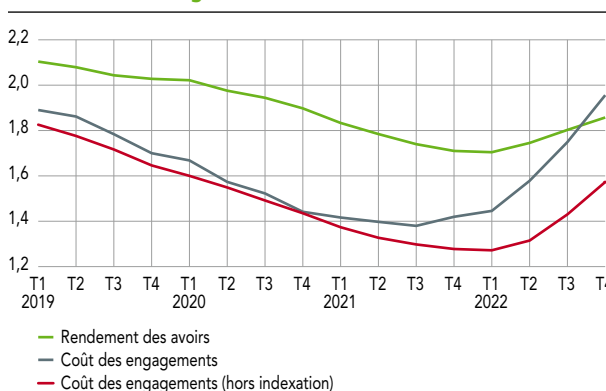
En revanche, l'écart entre le coût des engagements (taux payé aux non-résidents sur les titres de dette français) et le rendement des avoirs (taux reçu par les résidents détenant dans leur portefeuille des titres de dette à long terme étrangers) s'est élargi. En effet, le coût des engagements passe de 1,42 % au quatrième trimestre 2021 à 1,96 % au quatrième trimestre 2022, tandis que le rendement des avoirs progresse moins rapidement, de 1,71 % au quatrième trimestre 2021 à 1,86 % au quatrième trimestre 2022. L'écart de rendement entre les avoirs et les engagements, positif depuis plus de dix ans, est ainsi devenu négatif depuis le troisième trimestre 2022.

Cette augmentation des coûts nets s'inscrit dans le cycle actuel de resserrement de la politique monétaire qui se répercute sur les taux à long terme. Le relèvement des taux est un peu plus marqué sur les engagements que sur les avoirs. Il est amplifié par la recrudescence des tensions inflationnistes observées depuis le premier trimestre 2021, qui se traduit par une hausse mécanique de la rémunération des titres dont les taux sont indexés sur l'inflation (cf. graphiques 2 et 3). Ce dernier facteur explique le retournement de l'écart entre les rendements des avoirs et des engagements.

2. L'indexation sur l'inflation joue peu sur les recettes, mais pèse pour 20 % des intérêts versés sur les titres à long terme en 2022

En France, les titres indexés sont émis par les administrations publiques. Ils sont constitués essentiellement d'obligations assimilables du Trésor (OAT), indexées sur l'indice des prix à la consommation en France (OATi) et sur l'indice des prix de la zone euro (OAT€i). L'objectif de ces titres est de protéger le pouvoir d'achat de l'investisseur en ajustant leur valeur (et donc leur rendement nominal) en fonction de l'évolution des prix.

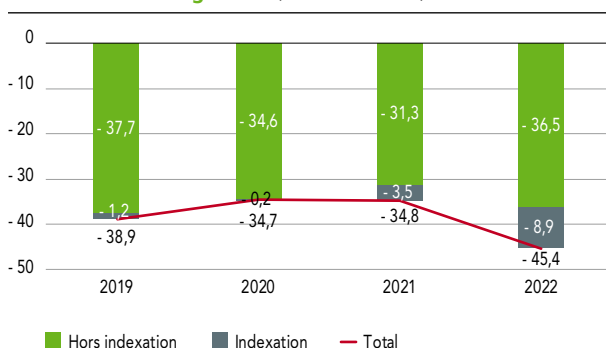
G2 Taux de rendement annualisé apparent des titres de dette à long terme (en %)



Note : Un taux est dit « apparent » lorsqu'il est obtenu en divisant le montant des intérêts cumulés (échus et non échus) par l'encours moyen correspondant. Les taux apparents cités sont ainsi calculés en rapportant la somme des revenus sur quatre trimestres à la position extérieure nette annuelle moyenne pour la catégorie d'instruments et d'investissements de portefeuille considérés. Pour des précisions sur l'indexation, cf. note du graphique 3.

Source : Banque de France.

G3 Décomposition des revenus versés pour les titres de dette à long terme (en milliards d'euros)



Note : Les revenus versés sur les titres indexés sur l'inflation correspondent au taux d'intérêt au sens strict et à l'indexation, c'est-à-dire à la variation de la valeur de remboursement à anticiper pour garantir le pouvoir d'achat de l'investisseur (en sus du montant initial en cas d'accélération de l'inflation, en moins sinon).

Source : Banque de France.

1 Différence entre les encours moyens annuels des avoirs et des engagements. Cette position moyenne, par application des taux de rendement, sert d'assiette au calcul des revenus. Les encours

mentionnés ci-après sont tous exprimés en moyenne annuelle. Ils diffèrent donc des encours mentionnés dans le reste du rapport annuel, où ils sont considérés au 31 décembre.

Origine de la variation des revenus versés pour les titres de dette à long terme en 2022

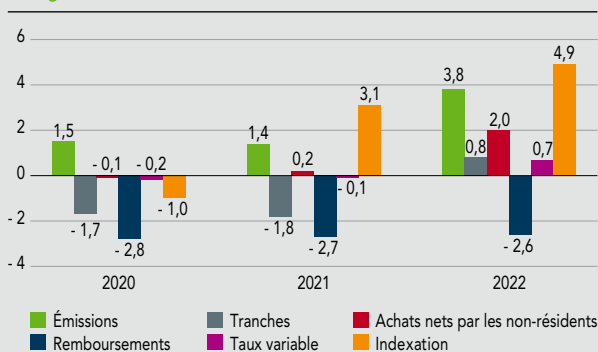
En comparaison avec 2021, les revenus versés à l'étranger sur les titres de dette à long terme hors indexation se sont accrus de 5,2 milliards d'euros (36,5 milliards en 2022, après 31,3 milliards en 2021). Cette augmentation s'explique à la fois par les acquisitions nettes de titres de dette par les non-résidents et par des taux d'intérêt plus élevés sur ces acquisitions ainsi que sur les encours à taux variable.

La souscription à des émissions nouvelles et à des tranches (abondement de titres existants) a accru les revenus versés de respectivement 3,8 et 0,8 milliard d'euros. Ces dépenses incorporent le relèvement des taux à l'émission constaté en 2022. Le renouvellement s'opère toutefois progressivement, car la durée résiduelle de la dette à long terme détenue par les non-résidents s'élève à 7,3 ans fin 2022. Enfin, les achats par les non-résidents de lignes existantes se sont traduits par un accroissement des revenus versés de 3 milliards d'euros (au lieu de 0,6 en 2021), toutes choses étant égales par ailleurs.

À l'inverse, les remboursements ont réduit les dépenses de -2,6 milliards d'euros en 2022, après -2,7 milliards en 2021, soit un niveau équivalent à celui des deux dernières années.

La hausse des taux a également induit une progression de la charge d'intérêt sur les titres à taux variable (+ 0,7 milliard d'euros), pour la première fois depuis 2019. En effet, 18 % des engagements sur les titres de dette à long terme sont à taux variable ou d'une durée résiduelle inférieure à trois mois.

Origine des variations des revenus versés sur les titres de dette à long terme (en milliards d'euros)



Notes : Les « tranches » correspondent aux abondements de souches déjà existantes. Pour plus de précisions sur l'indexation, cf. note sous le graphique 3.

Source : Banque de France.

Concernant les catégories d'émetteurs, les titres de dette à long terme français détenus par les non-résidents ont été émis en 2022 à 50 % par des administrations publiques, 30 % par des établissements de crédit, et 15 % par des sociétés non financières¹.

¹ Pour plus d'information, cf. « Les émissions et détentions de titres français », Stat Info, Banque de France, 14 avril 2023.

En 2022, 11,2 % de l'encours annuel moyen de la dette des administrations publiques est indexé sur l'inflation (soit 284,7 milliards d'euros). Les non-résidents en détiennent plus d'un tiers (98,1 milliards), dont 80 % sont indexés sur l'inflation en zone euro. Par ailleurs, les deux tiers des engagements indexés sont détenus par des investisseurs hors zone euro et un tiers en zone euro. Ils représentent 4,2 % des engagements en titres de dette à long terme (cf. tableau).

Dans un contexte d'accélération de l'inflation depuis 2021 en France et en zone euro (respectivement, + 3,8 points et + 5,8 points en 2022), le coût des obligations indexées a mécaniquement augmenté. Les dépenses résultant uniquement de l'évolution de l'inflation ont, ainsi, triplé en 2022 relativement à 2021 (passant de 2,9 milliards d'euros en 2021 à 8,9 milliards en 2022). Elles expliquent près de 20 % des revenus versés sur les titres de dette à long terme en 2022 et 10 % en 2021, contre 0,4 % en 2020.

Si les investisseurs étrangers sont acheteurs de titres français protégés contre l'inflation, les résidents français en achètent, en revanche, moins. Les recettes liées à l'indexation sont

Les encours et les revenus des titres de dette des investissements de portefeuille ainsi que la part des titres indexés sur l'inflation en 2022 (en milliards d'euros)

	Avoirs	Recettes	Engagements	Dépenses
Titres de dette	1 788	28,6	- 2 614	- 45,6
Titres de dette à long terme	1 518	28,2	- 2 320	- 45,4
<i>dont titres indexés</i>	<i>51</i>	<i>5,3</i>	<i>- 98</i>	<i>- 8,9</i>
En % des titres de dette à long terme	3,4	18,4	4,2	19,6

Source : Estimations Banque de France.

de l'ordre de 5,3 milliards d'euros en 2022, marquant ainsi une légère hausse de + 2,4 % par rapport à 2021. Les titres indexés étrangers ne représentent que 3,4 % des avoirs de titre de dette à long terme des résidents, pour un encours de 50,8 milliards en 2022 (contre 38 milliards en 2021). Il s'agit principalement pour 44 % de titres de la dette des États-Unis, 27 % de titres italiens et 13 % de titres espagnols².

² Dans la zone euro, en encours moyens sur 2022, l'Italie (39 % du total) et la France (36 %) sont les principaux

émetteurs de titres indexés sur l'inflation, devant l'Allemagne et l'Espagne (12 % du total pour chaque pays).

BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2021 ET 2022 PRÉSENTATION DÉTAILLÉE

BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2021 ET 2022 – PRÉSENTATION DÉTAILLÉE

Balance des paiements – année 2021 (en millions d'euros)

	Crédits	Débts	Solde
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	1 027 849	1 018 842	9 007
1.1. Biens	526 417	593 791	- 67 374
1.1.1. Marchandises générales	514 485	593 791	- 79 306
1.1.2. Négoce	11 932		11 932
1.2. Services	257 120	222 157	34 962
1.2.1. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	11 477	9 401	2 076
1.2.2. Services d'entretien et de réparation n.i.a	9 251	6 469	2 782
1.2.3. Transports	58 759	44 555	14 204
maritimes	34 917	13 049	21 868
aériens	5 991	7 485	- 1 494
autres	17 851	24 021	- 6 170
1.2.4. Voyages	34 498	30 473	4 025
1.2.5. Services de construction	1 292	1 938	- 646
1.2.6. Services d'assurance et de pension	10 285	13 125	- 2 841
1.2.7. Services financiers	15 439	6 590	8 849
Services explicitement facturés et autres services financiers	10 449	5 836	4 613
Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	4 990	754	4 236
1.2.8. Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	13 095	11 599	1 496
1.2.9. Services de télécommunication, d'informatique et d'information	20 471	25 559	- 5 088
1.2.10. Autres services aux entreprises	78 544	69 577	8 967
Services de recherche et développement	11 599	11 601	- 2
Services professionnels et services de conseil en gestion	28 299	25 207	3 092
Services techniques, services liés au commerce et autres services	38 646	32 769	5 877
1.2.11. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3 272	2 856	416
1.2.12. Services des administrations publiques n.i.a.	737	16	721
1.3. Revenus primaires	198 180	115 611	82 570
1.3.1. Rémunérations des salariés	27 526	1 381	26 144
1.3.2. Revenus des investissements	163 037	108 575	54 462
Investissements directs	102 865	42 835	60 030
Investissements de portefeuille	43 460	54 378	- 10 918
Autres investissements	15 788	11 362	4 426
Avoirs de réserve	925	0	925
1.3.3. Autres revenus primaires	7 617	5 654	1 963
1.4. Revenus secondaires	46 132	87 282	- 41 150
1.4.1. Secteur des administrations publiques	14 252	43 225	- 28 972
1.4.2. Autres secteurs	31 879	44 058	- 12 178
dont transferts courants divers	5 698	20 635	- 14 937
dont envois de fonds des travailleurs	222	12 719	- 12 497
2. COMPTE DE CAPITAL	10 007	416	9 590
2.1. Cessions d'actifs non financiers non produits	157	19	138
2.2. Transferts en capital	9 850	398	9 452

Balance des paiements – année 2021 (suite) (en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMPTE FINANCIER	442 458	437 820	4 638
3.1. Investissements directs	37 770	26 113	11 657
3.1.1. Capital social	5 329	30 046	- 24 716
3.1.2. Bénéfices réinvestis	33 304	10 235	23 069
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	- 863	- 14 168	13 304
3.2. Investissements de portefeuille	115 120	102 554	12 567
3.2.1. Actions et titres d'organismes de placement collectif (OPC)	47 471	51 278	- 3 807
Banque de France	192		192
Administrations publiques	- 2 196		- 2 196
Institutions financières monétaires	10 942	22 277	- 11 336
Autres secteurs	38 534	29 001	9 532
3.2.2. Titres de créance à long terme	46 185	69 862	- 23 678
Banque de France	31 679	0	31 679
Administrations publiques	1 052	41 820	- 40 768
Institutions financières monétaires	- 20 403	32 374	- 52 776
Autres secteurs	33 856	- 4 332	38 188
3.2.3. Titres de créance à court terme	21 465	- 18 587	40 052
Banque de France	- 2 377	0	- 2 377
Administrations publiques	- 133	- 11 356	11 223
Institutions financières monétaires	19 796	- 9 341	29 137
Autres secteurs	4 179	2 110	2 069
3.3. Instruments financiers dérivés	129 728	111 968	17 760
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
Institutions financières monétaires	141 287	95 399	45 888
Autres secteurs	- 11 560	16 569	- 28 128
3.4. Autres investissements	137 002	197 185	- 60 183
3.4.1. Autres participations	- 1 406	0	- 1 406
Banque de France	125	0	125
Administrations publiques	- 1 530	0	- 1 530
3.4.2. Numéraire et dépôts	- 16 478	118 220	- 134 698
Banque de France	- 17 661	20 877	- 38 538
Administrations publiques	- 137	- 2 889	2 752
Institutions financières monétaires	- 16 901	100 232	- 117 133
Autres secteurs	18 221	0	18 221
3.4.3. Prêts	71 014	33 864	37 150
Banque de France	3 076	0	3 076
Administrations publiques	4	9 682	- 9 677
Institutions financières monétaires	61 757	- 1 617	63 374
Autres secteurs	6 177	25 799	- 19 622
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	8 168	4 433	3 735
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	75 703	15 907	59 796
Administrations publiques	8 590	0	8 590
Institutions financières monétaires	- 3 482	- 2 152	- 1 331
Autres secteurs	70 595	18 059	52 537
3.4.6. Droits de tirage spéciaux		23 229	- 23 229
3.4.7. Réserves techniques d'assurance	0	1 532	- 1 532
3.5. Avoirs de réserve	22 838	0	22 838
Or	14	0	14
Avoirs en droits de tirage spéciaux	23 648	0	23 648
Position de réserve au FMI	39	0	39
Autres avoirs de réserve	- 862	0	- 862
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			- 13 959

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas apparaître exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

Balance des paiements – année 2022 (en millions d'euros)

	Crédits	Débts	Soldes
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	1235 973	1289 841	- 53 868
1.1. Biens	636 582	773 878	- 137 297
1.1.1. Marchandises générales	611 748	773 878	- 162 130
1.1.2. Négoce	24 834		24 834
1.2. Services	326 908	274 884	52 024
1.2.1. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	13 016	11 787	1 229
1.2.2. Services d'entretien et de réparation n.i.a	12 532	8 556	3 976
1.2.3. Transports	82 523	60 937	21 586
maritimes	45 898	16 479	29 418
aériens	11 612	13 571	- 1 959
autres	25 013	30 887	- 5 873
1.2.4. Voyages	56 670	39 221	17 449
1.2.5. Services de construction	1 246	2 484	- 1 238
1.2.6. Services d'assurance et de pension	9 437	12 589	- 3 153
1.2.7. Services financiers	18 804	8 429	10 375
Services explicitement facturés et autres services financiers	13 498	7 718	5 780
Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	5 306	711	4 595
1.2.8. Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	13 429	12 736	693
1.2.9. Services de télécommunication, d'informatique et d'information	24 293	30 437	- 6 144
1.2.10. Autres services aux entreprises	90 532	84 258	6 274
Services de recherche et développement	12 381	13 741	- 1 360
Services professionnels et services de conseil en gestion	32 874	29 857	3 018
Services techniques, services liés au commerce et autres services	45 277	40 661	4 616
1.2.11. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3 453	3 433	20
1.2.12. Services des administrations publiques n.i.a.	973	17	956
1.3. Revenus primaires	228 158	151 412	76 746
1.3.1. Rémunérations des salariés	31 977	1 499	30 478
1.3.2. Revenus des investissements	188 734	142 164	46 569
Investissements directs	106 789	43 263	63 527
Investissements de portefeuille	47 150	69 290	- 22 140
Autres investissements	33 002	29 612	3 390
Avoirs de réserve	1 792	0	1 792
1.3.3. Autres revenus primaires	7 448	7 749	- 301
1.4. Revenus secondaires	44 326	89 666	- 45 341
1.4.1. Secteur des administrations publiques	11 477	41 656	- 30 179
1.4.2. Autres secteurs	32 848	48 010	- 15 162
dont transferts courants divers	5 362	19 864	- 14 502
dont envois de fonds des travailleurs	231	12 996	- 12 765
2. COMPTE DE CAPITAL	11 839	1 126	10 714
2.1. Cessions d'actifs non financiers non produits	913	7	905
2.2. Transferts en capital	10 927	1 118	9 808

Balance des paiements – année 2022 (suite) (en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMPTE FINANCIER	520 096	577 773	- 57 678
3.1. Investissements directs	45 607	34 579	11 028
3.1.1. Capital social	33 812	43 730	- 9 918
3.1.2. Bénéfices réinvestis	29 500	6 600	22 900
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	- 17 705	- 15 750	- 1 955
3.2. Investissements de portefeuille	28 412	147 760	- 119 348
3.2.1. Actions et titres d'organismes de placement collectif (OPC)	- 33 398	- 15 427	- 17 971
Banque de France	338		338
Administrations publiques	609		609
Institutions financières monétaires	- 43 537	- 258	- 43 279
Autres secteurs	9 193	- 15 169	24 362
3.2.2. Titres de créance à long terme	66 782	190 355	- 123 573
Banque de France	12 894	0	12 894
Administrations publiques	- 2 819	128 775	- 131 594
Institutions financières monétaires	11 390	59 156	- 47 766
Autres secteurs	45 317	2 423	42 893
3.2.3. Titres de créance à court terme	- 4 971	- 27 167	22 196
Banque de France	- 7 922	0	- 7 922
Administrations publiques	260	- 27 636	27 896
Institutions financières monétaires	1 541	98	1 443
Autres secteurs	1 150	371	779
3.3. Instruments financiers dérivés	237 376	278 227	- 40 851
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
Institutions financières monétaires	254 942	247 521	7 421
Autres secteurs	- 17 567	30 705	- 48 272
3.4. Autres investissements	206 781	117 207	89 574
3.4.1. Autres participations	- 6	0	- 6
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	- 6	0	- 6
3.4.2. Numéraire et dépôts	105 827	137 727	- 31 900
Banque de France	- 50 401	- 65 719	15 318
Administrations publiques	9	- 1 720	1 729
Institutions financières monétaires	148 566	205 167	- 56 601
Autres secteurs	7 654	0	7 654
3.4.3. Prêts	16 813	- 1 186	17 999
Banque de France	- 3 649	0	- 3 649
Administrations publiques	- 1 343	- 1 021	- 323
Institutions financières monétaires	19 599	- 1 409	21 008
Autres secteurs	2 206	1 244	962
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	3 131	1 862	1 269
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	81 016	- 23 357	104 373
Administrations publiques	3 800	0	3 800
Institutions financières monétaires	1 886	7 150	- 5 264
Autres secteurs	75 330	- 30 507	105 837
3.4.6. Droits de tirage spéciaux		0	0
3.4.7. Réserves techniques d'assurance	0	2 161	- 2 161
3.5. Avoirs de réserve	1 920	0	1 920
Or	16	0	16
Avoirs en droits de tirage spéciaux	1 184	0	1 184
Position de réserve au FMI	673	0	673
Autres avoirs de réserve	47	0	47
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			- 14 524

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas apparaître exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

ANNEXES

A1

GLOSSAIRE

La terminologie et la méthodologie de la balance des paiements sont régies par des normes statistiques internationales édictées par le Fonds monétaire international – FMI (sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* ou MBP6). Elles sont communes à tous les pays.

A

■ ACTIFS NON FINANCIERS NON PRODUITS

Cette catégorie correspond aux ressources naturelles (terrains, droits d'exploitation du sous-sol, des eaux, des forêts, etc.), aux contrats, baux et licences, ainsi qu'aux actifs de commercialisation (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine, etc.) achetés ou vendus.

■ ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Le secteur des administrations publiques regroupe l'État, les organismes divers d'administration centrale (universités, agences régionales de santé, Météo-France, etc.), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

■ ARTICULATION FLUX-STOCKS

La variation de la position extérieure entre deux dates est due :

- aux flux qui sont enregistrés dans la balance des paiements;
- aux mouvements des taux de change, aux variations des prix des actions cotées;
- et aux autres variations (qui incluent en particulier les reclassements entre rubriques, les changements de méthodologie et les écarts statistiques entre deux dates d'arrêt).

■ AUTRES INVESTISSEMENTS (PRÊTS ET EMPRUNTS)

Les « Autres investissements » composent une rubrique du compte financier qui englobe toutes les opérations sur les actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne relèvent ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des instruments financiers dérivés, ni des avoirs de réserve. En pratique, cela recouvre, pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts, entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

■ AUTRES SECTEURS

La rubrique « Autres secteurs » enregistre les opérations effectuées par des agents économiques autres que la banque centrale, les administrations publiques et les institutions financières monétaires. Il s'agit des autres sociétés financières (sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, sociétés de financement, organismes de placement collectif (OPC) – sauf les OPC monétaires qui sont classés parmi les institutions financières monétaires), des entreprises industrielles et commerciales, des ménages et entrepreneurs individuels. Ce secteur résiduel comprend enfin les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comme les associations ou les fondations.

■ AVITAILLEMENT ET SOUTAGE

Cette rubrique recouvre les achats de biens, tels que carburants (on parle alors de soutage maritime lorsqu'un navire est concerné), provisions et fournitures, dans les ports et les aéroports, par les transporteurs résidents à l'étranger et par les transporteurs non résidents en France. En sont exclus les services apparentés (remorquage, emmagasinage, etc.) qui sont enregistrés parmi les services de transport.

■ AVOIRS DE RÉSERVE

Les avoirs de réserve sont les avoirs extérieurs qui sont à la disposition immédiate de la banque centrale. Ils sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) et de la position nette de réserve à l'égard du FMI.

B

■ BÉNÉFICES RÉINVESTIS

Les bénéfices réinvestis sont la partie non distribuée et mise en réserve des résultats opérationnels courants après impôts des filiales et participations revenant à l'investisseur direct.

■ BIENS

Les biens sont des actifs physiques produits sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété économique peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais de transactions.

■ BILLETS

Dans le cadre de l'Union économique et monétaire, les flux et les encours relatifs aux billets en euros font l'objet d'un traitement particulier, qui consiste en une double écriture. La première correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France (celle-ci est calculée en fonction de sa participation dans le capital de la Banque centrale européenne – BCE) et les billets en euros effectivement mis en circulation. La seconde correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France et la détention par les résidents de billets en euros. La position nette correspond donc à la différence entre la détention par les résidents de billets en euros et le stock de billets mis en circulation par la Banque de France.

C

■ COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital enregistre les transferts en capital, c'est-à-dire les opérations qui donnent lieu au transfert de propriété d'un actif fixe ou à la remise d'un engagement par le créancier sans que rien ne soit reçu en échange (remises de dettes, pertes sur créances, aides à l'investissement, etc.) ainsi que les acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits (voir la définition).

■ COURT TERME

Pour les statistiques de balance des paiements, le court terme correspond à une échéance inférieure ou égale à un an (échéance « à l'origine », c'est-à-dire au moment où l'opération financière est engagée, par différence avec la notion d'échéance « résiduelle »).

■ CRÉDITS COMMERCIAUX ET AVANCES

Les crédits commerciaux et avances recouvrent les financements accordés par les entreprises résidentes à des clients non résidents (avoirs) ou par les non-résidents à des entreprises résidentes (engagements), quelle que soit l'échéance de ces crédits, ainsi que les avances payées à la commande. Les crédits commerciaux entre sociétés ayant une relation d'investissement direct figurent à la rubrique « Investissements directs » ; les autres crédits commerciaux sont enregistrés sous la rubrique « Autres investissements ».

D

■ DETTE EXTÉRIEURE

La dette extérieure brute se compose des seuls passifs financiers vis-à-vis des non-résidents en instruments de dette (titres du marché monétaire, obligations, emprunts), ce qui exclut notamment les actions et les instruments financiers dérivés. C'est une dette brute au sens où les actifs financiers des résidents français ne sont pas soustraits des éléments de passif. En revanche, ces actifs sont soustraits pour

calculer la dette extérieure nette, qui se compose des positions nettes en instruments de dette.

E

■ ENTRÉES/SORTIES DE CAPITAUX

Dans le compte financier, les opérations d'augmentation des avoirs (achats d'actifs étrangers par des résidents) et de diminution des engagements correspondent à des sorties de capitaux. Inversement, les opérations de diminution des avoirs (cessions d'actifs étrangers par des résidents) ou d'augmentation des engagements (achats d'actifs résidents par des non-résidents) correspondent à des entrées de capitaux. Un solde positif des flux du compte financier (accroissement des avoirs nets de la France) représente des sorties nettes de capitaux, et un solde négatif des entrées nettes. Cf. Signe (convention de).

■ ENVOIS DE FONDS DES TRAVAILLEURS

Les envois de fonds des travailleurs reprennent les montants transférés à l'étranger par des travailleurs résidents et vice versa. Les envois de fonds des travailleurs figurent dans la rubrique « Revenus secondaires ».

■ ERREURS ET OMISSIONS

Le poste « Erreurs et omissions » est un poste d'ajustement dont l'existence tient à ce que, à la différence d'un système simple de comptabilisation en partie double, les enregistrements en débit et en crédit dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Les erreurs et omissions sont par construction égales à la différence entre le solde du compte financier d'une part, la somme des soldes du compte de capital et du compte de transactions courantes d'autre part.

F

■ FABISATION

La fabisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

■ FRANCE

En balance des paiements, la France comprend les départements de la France métropolitaine, les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion), les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que la principauté de Monaco. Tous les autres pays, territoires et institutions sont considérés comme étant des non-résidents, y compris la BCE.

I

■ INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM)

Le secteur des institutions financières monétaires hors banque centrale comprend les établissements de crédit résidents tels que définis par la législation communautaire et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (ou de proches substituts de dépôts) de la part d'entités autres que des IFM et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières. Cette catégorie comprend également les institutions monétaires électroniques, c'est-à-dire celles qui pratiquent l'intermédiation financière principalement par l'émission de monnaie électronique. La Caisse des dépôts et consignations, les OPC monétaires et la Caisse nationale d'Épargne sont aussi inclus dans le secteur des IFM. Les établissements de paiement n'en font en revanche pas partie.

■ INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Cette rubrique comprend les primes sur instruments conditionnels et les contrats à terme, achetés ou vendus par les banques résidentes et par les autres secteurs, ainsi que les appels de marge, les soultes et les intérêts sur *swaps*.

■ INTÉRÊTS

Les intérêts constituent une forme de revenu de la propriété que reçoivent les propriétaires de certains actifs financiers (dépôts, titres autres que les actions, crédits, autres comptes à recevoir). Ils s'enregistrent sur la base des « droits constatés ».

■ INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs résidant dans une économie afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise résidant dans une autre économie et de détenir ou de liquider une influence dans sa gestion.

L

■ LONG TERME

Pour les statistiques de balance des paiements, le long terme correspond à une échéance à l'origine supérieure à un an.

N

■ NÉGOCE INTERNATIONAL

Sont recensés au titre du négoce international, les transactions liées aux achats de marchandises étrangères non importées sur le territoire douanier français, puis revendues à des non-résidents, ainsi que les achats et ventes à des non-résidents de marchandises françaises ne quittant pas le territoire douanier français.

P

■ PORTEFEUILLE (INVESTISSEMENTS DE)

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations sur titres négociables entre résidents et non-résidents (achats à l'émission, négociations et remboursements), à l'exception des opérations comprises au sein des investissements directs, des avoirs de réserve et des instruments financiers dérivés.

■ PRÊTS INTRAGROUPE (INVESTISSEMENTS DIRECTS)

Les « Autres opérations » des investissements directs recouvrent l'ensemble des opérations de prêts, avances et dépôts, à court et long terme, entre sociétés ayant une relation d'investissement direct, à l'exception des crédits et dépôts entre les banques et autres institutions financières monétaires résidentes et d'autres banques et institutions financières monétaires du même groupe situées à l'étranger, classés dans la rubrique « Autres investissements ».

■ PRINCIPE DIRECTIONNEL ÉTENDU (INVESTISSEMENTS DIRECTS – AUTRES OPÉRATIONS – PRÊTS INTRAGROUPE)

Le principe directionnel étendu est une mesure complémentaire, en MBP6, des données d'investissement direct. Selon le principe directionnel étendu, les prêts entre sociétés appartenant à un même groupe international ne sont pas classés en fonction du sens du prêt, mais d'après la résidence de la tête de groupe.

R

■ RÉINVESTISSEMENT DES BÉNÉFICES

Cf. Bénéfices réinvestis.

■ RÉSERVES DE CHANGE

Cf. Avoirs de réserve.

■ RÉSIDENCE

Les résidents sont :

- les personnes physiques ayant leur centre d'intérêt économique prédominant en France, quelle que soit leur nationalité, à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France, qui restent des non-résidents ;
- les fonctionnaires et autres agents publics français en poste à l'étranger ou mis à la disposition d'organisations internationales ou d'autres employeurs non résidents ;
- les personnes morales françaises ou étrangères, pour leurs établissements en France, à l'exception des représentations des pays étrangers et des organismes internationaux installés en France, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée en France par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique (filiale, succursale, agence, bureau, etc.).

Les non-résidents sont :

- les personnes physiques étrangères ou françaises qui vivent habituellement à l'étranger, c'est-à-dire qui y ont leur installation effective, à l'exception des représentations françaises et des fonctionnaires français en poste à l'étranger ;
- les personnes morales étrangères ou françaises, pour leurs établissements à l'étranger, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée à l'étranger par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique.

■ REVENUS D'INVESTISSEMENTS

Les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs. Ils sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent : revenus d'investissements directs, revenus d'investissements de portefeuille, revenus des autres investissements et revenus des avoirs de réserve. Les revenus des investissements constituent une rubrique du compte de transactions courantes.

■ REVENUS PRIMAIRES

Les revenus primaires représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissement ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers »). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus dans les revenus primaires.

■ REVENUS SECONDAIRES

Les revenus secondaires retracent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Un transfert est une écriture qui correspond à la fourniture d'un bien, d'un service, d'un actif financier ou d'un autre actif non produit sans la contrepartie d'un élément de valeur économique. Les transferts courants sont tous les transferts qui ne constituent pas des transferts en capital (cf. Compte de capital).

S

■ SECTEURS ÉCONOMIQUES RÉSIDENTS

Dans de nombreux postes de la balance des paiements, les montants recensés font l'objet d'un classement en fonction du secteur institutionnel auquel appartient le résident qui participe à l'opération. On distingue (voir les définitions pour chacun d'entre eux) :

- la Banque de France ;
- les administrations publiques ;
- les institutions financières monétaires ;
- les « Autres secteurs ».

■ SERVICES

Les services constituent la deuxième grande composante des transactions courantes. Contrairement aux biens, pour lesquels les activités de production et de commercialisation sont nettement séparées, les échanges de services sont étroitement liés à leur production. Les échanges de services incluent les transports et les voyages.

■ SERVICES DE FABRICATION FOURNIS SUR DES INTRANTS PHYSIQUES DÉTENUS PAR DES TIERS

Cette rubrique, dorénavant classée dans les services (elle était incluse dans les biens dans la classification de la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements*), enregistre les transactions concernant les travaux de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires du bien en question.

■ SERVICES D'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE INDIRECTEMENT MESURÉS (SIFIM)

Les SIFIM représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.

■ SIGNE (CONVENTION DE)

Par convention, on affecte un signe positif à toute transaction courante avec quelques exceptions, dont les acquisitions effectuées pour le négoce, et les bénéfices réinvestis en cas de pertes opérationnelles, qui sont enregistrés en crédit ou en débit selon le cas, avec un signe négatif. Dans le compte de transactions courantes (et le compte de capital), un solde (crédit moins débit) positif indique un excédent des recettes sur les dépenses et donc une capacité de financement nette.

S'agissant des opérations en avoirs et en engagements du compte financier, un chiffre positif reflète une augmentation des avoirs ou des engagements, tandis qu'un chiffre négatif représente une diminution des avoirs ou des engagements. Un solde positif des flux du compte financier représente un accroissement des avoirs nets de la France, et un solde négatif une réduction de ces avoirs nets. Une augmentation simultanée, pour le même montant, des avoirs et des engagements, ne modifie pas le solde du compte financier.

T

■ TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, services, revenus primaires et revenus secondaires entre la France et le reste du monde. Son solde est égal à la différence entre les exportations et revenus à recevoir et les importations et revenus à payer par les résidents.

■ TRANSFERTS EN CAPITAL – REMISE DE DETTE

L'annulation d'une dette consentie par les administrations publiques françaises à un pays étranger correspond à un transfert en faveur d'un agent non résident. À ce titre, elle est inscrite au débit du compte de capital. En contrepartie, l'annulation de dette diminue les avoirs des administrations publiques ; elle est donc inscrite au crédit du compte financier, sous la rubrique « Autres investissements ».

■ TRANSFERTS EN CAPITAL – AUTRES TRANSFERTS

Les autres transferts en capital rassemblent les aides à l'investissement reçues de l'étranger ou versées à des pays étrangers dans le cadre de l'aide au développement. Les transferts dont bénéficient les administrations publiques françaises proviennent essentiellement des institutions européennes (FEDER ¹ et FEADER ²).

■ TRANSPORTS

Cette ligne enregistre les transactions déclarées au titre de l'acheminement des marchandises et des transports de passagers, les frais associés à l'exception de l'avitaillement (voir la définition) et une estimation de la part des frais d'expédition contenus dans les transactions de marchandises. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux (par exemple, la valeur du transport aérien correspondant au déplacement d'un touriste entre son pays d'origine et la France) ne sont pas enregistrées sous la ligne « Voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par les non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par les résidents sont inclus dans les voyages.

■ TRAVAIL À FAÇON

Cf. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers.

V

■ VALEUR COMPTABLE

La valeur comptable des encours d'investissements directs est celle indiquée par les entreprises dans leur comptabilité. Elle figure, pour les investissements directs français à l'étranger, dans les tableaux relatifs aux filiales et participations annexés aux comptes annuels, et pour les investissements directs étrangers en France, dans les bilans des sociétés résidentes affiliées à des investisseurs directs non résidents.

■ VALEUR DE MARCHÉ

Les encours d'investissements directs en valeur de marché, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, font l'objet d'une estimation, déterminée en commun avec les comptes financiers nationaux, appliquée aux seuls capitaux propres. Seuls les encours agrégés en valeur de marché sont diffusés. Aucune ventilation par entreprise, par pays ou par secteur économique n'est donc disponible.

■ VALEUR MIXTE

En valeur mixte, la partie cotée des encours d'investissements directs, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, est valorisée en valeur de marché tandis que la partie non cotée est valorisée en valeur comptable.

■ VOYAGES

La rubrique « Voyages » retrace les dépenses des personnes physiques lors de leurs déplacements à l'étranger. Au crédit, figurent l'ensemble des dépenses en France des personnes physiques non résidentes effectuées au titre de leurs frais de séjour de durée inférieure à un an ainsi que les frais engagés au titre des services personnels (de santé, de scolarité, etc.) acquis auprès des résidents. Au débit, figurent les dépenses de même nature effectuées à l'étranger par des résidents.

Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées dans la ligne « Voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par des non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par des résidents sont inclus dans les voyages.

¹ Fonds européen de développement régional.

² Fonds européen agricole pour le développement rural.

A2

DÉFINITION DES ZONES GÉOGRAPHIQUES

PAYS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE (AU 1^{ER} JANVIER 2022)

Allemagne *	France *	Pologne
Autriche *	Grèce *	Portugal *
Belgique *	Hongrie	République tchèque
Bulgarie	Irlande *	Roumanie
Chypre *	Italie *	Slovaquie *
Croatie	Lettonie *	Slovénie *
Danemark	Lituanie *	Suède
Espagne *	Luxembourg *	
Estonie *	Malte *	
Finlande *	Pays-Bas *	

L'Union européenne comprend les pays ci-dessus ainsi que les institutions de l'Union européenne (la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen de développement et d'autres institutions communautaires européennes).

Au 1^{er} janvier 2022, l'Union économique et monétaire comprend 19 pays membres (désignés par *), ainsi que la Banque centrale européenne et le Mécanisme européen de stabilité.

Les zones géographiques sont définies dans les listes conventionnelles établies par Eurostat.

CENTRES FINANCIERS EXTRATERRITORIAUX (LISTE CONVENTIONNELLE ÉTABLIE PAR EUROSTAT)

Andorre	Hong Kong	Nauru
Anguilla	Île de Man	Niue
Antigua-et-Barbuda	Îles Caïmans	Panama
Aruba	Îles Cook	Philippines
Bahamas	Îles Marshall	Saint-Kitts-et-Nevis
Bahreïn	Îles Turques-et-Caïques	Sainte-Lucie
Barbade	Îles Vierges américaines	Saint-Martin
Belize	Îles Vierges britanniques	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Bermudes	Jersey	Samoa
Curaçao	Liban	Seychelles
Dominique	Libéria	Singapour
Gibraltar	Liechtenstein	Vanuatu
Grenade	Maurice	
Guernesey	Montserrat	

A3

BALANCE DES PAIEMENTS – RÉVISIONS DES DONNÉES 2020 ET 2021

Dans le cadre de la publication du rapport annuel, les données font l'objet de révisions qui concernent principalement les deux années précédentes. Ces révisions proviennent de la prise en considération de déclarations tardives ou de corrections sur les déclarations, ainsi que de l'intégration des données de collecte qui n'étaient pas encore disponibles lors du rapport annuel précédent et qui étaient donc estimées¹. Parmi ces dernières figurent l'enquête complémentaire sur les échanges de services, qui est annuelle et dont les résultats sont connus avec un décalage d'un an, ainsi que des données sur les investissements directs et leurs revenus qui ne sont disponibles qu'à la suite d'une analyse détaillée des données comptables transmises par les entreprises.

En 2020, le déficit des transactions courantes est légèrement réduit en raison de la révision à la hausse de l'excédent des revenus

d'investissements partiellement compensé par un excédent des échanges de services plus faible. Le solde des transactions courantes de 2021 n'est pas sensiblement révisé.

Le compte financier enregistre des révisions modérées en 2020, mais plus importantes en 2021. Dans l'ensemble, les soldes des investissements directs et des investissements de portefeuille sont révisés à la hausse sur chaque année. À l'opposé, le solde des autres investissements est révisé à la baisse.

¹ Banque de France (2015), *Méthodologie de la balance des paiements et de la position extérieure*.

Révisions des données 2020 et 2021 de la balance des paiements
Soldes des principales rubriques de la balance des paiements (en milliards d'euros)

	2020			2021		
	Rapport annuel 2021	Rapport annuel 2022	Écarts	Rapport annuel 2021	Rapport annuel 2022	Écarts
Compte de transactions courantes	- 41,5	- 37,5	4,0	9,0	9,0	0,0
Biens	- 59,1	- 58,2	0,9	- 67,4	- 67,4	0,0
Services	18,7	16,1	- 2,6	36,4	35,0	- 1,4
<i>dont : transports</i>	- 0,7	- 1,2	- 0,5	16,5	14,2	- 2,3
<i>voyages</i>	4,2	3,4	- 0,8	5,1	4,0	- 1,1
Revenus primaires	42,1	48,2	6,1	81,7	82,6	0,9
Rémunérations des salariés	23,7	23,6	- 0,1	25,5	26,1	0,6
Revenus des investissements	15,9	21,5	5,6	54,5	54,5	0,0
Investissements directs	23,9	27,7	3,8	59,5	60,0	0,5
Investissements de portefeuille	- 10,6	- 8,9	1,7	- 11,8	- 10,9	0,9
Autres investissements	1,6	1,9	0,3	5,9	4,4	- 1,5
Avoirs de réserve	0,9	0,9	0,0	0,9	0,9	0,0
Autres revenus primaires	2,5	3,1	0,6	1,7	2,0	0,3
Revenus secondaires	- 43,2	- 43,6	- 0,4	- 41,7	- 41,2	0,5
Compte de capital	2,1	2,1	0,0	11,7	9,6	- 2,1
Compte financier	- 54,3	- 49,5	4,8	3,0	4,6	1,6
Investissements directs	5,5	9,0	3,5	- 9,7	11,7	21,4
Français à l'étranger	7,4	18,9	11,5	13,1	37,8	24,7
Capital social	10,9	11,8	0,9	- 3,6	5,3	8,9
Bénéfices réinvestis	- 13,3	- 8,8	4,5	24,2	33,3	9,1
Autres opérations (prêts intragroupe)	9,8	16,0	6,2	- 7,5	- 0,9	6,6
Étrangers en France	1,9	10,0	8,1	22,8	26,1	3,3
Capital social	11,1	11,3	0,2	32,9	30,1	- 2,8
Bénéfices réinvestis	- 1,8	- 2,7	- 0,9	6,5	10,2	3,7
Autres opérations (emprunts intragroupe)	- 7,3	1,4	8,7	- 16,6	- 14,2	2,4
Investissements de portefeuille	- 33,1	- 26,0	7,1	- 5,3	12,6	17,9
Avoirs (résidents sur titres émis par les non-résidents)	141,2	140,9	- 0,3	98,8	115,1	16,3
Actions et titres d'OPC ^{a)}	47,4	44,4	- 3,0	40,3	47,5	7,2
Titres de créance à long terme	59,7	62,1	2,4	37,6	46,2	8,6
Titres de créance à court terme	34,2	34,4	0,2	20,8	21,5	0,7
Engagements (non-résidents sur titres émis par les résidents)	174,3	166,9	- 7,4	104,1	102,6	- 1,5
Actions et titres d'OPC ^{a)}	5,5	2,9	- 2,6	49,2	51,3	2,1
Titres de créance à long terme	98,6	93,8	- 4,8	73,0	69,9	- 3,1
Titres de créance à court terme	70,3	70,2	- 0,1	- 18,2	- 18,6	- 0,4
Instruments financiers dérivés	- 23,9	- 23,9	0,0	17,8	17,8	0,0
Autres investissements	- 6,8	- 12,6	- 5,8	- 22,6	- 60,2	- 37,6
Avoirs	241,0	238,8	- 2,2	167,6	137,0	- 30,6
<i>dont institutions financières monétaires</i>	114,4	107,0	- 7,4	48,1	41,4	- 6,7
Engagements	247,9	251,4	3,5	190,1	197,2	7,1
<i>dont institutions financières monétaires</i>	163,8	155,5	- 8,3	105,6	96,5	- 9,1
Avoirs de réserve	4,0	4,0	0,0	22,8	22,8	0,0
Erreurs et omissions nettes	- 14,8	- 14,1	0,7	- 17,7	- 14,0	3,7

a) Organismes de placement collectif.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. La convention de signe utilisée est celle de la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* (MBP6).

Source : Banque de France.

A4

POSITION EXTÉRIEURE – RÉVISIONS DES DONNÉES 2020 ET 2021

Comme pour la balance des paiements, plusieurs postes de la position extérieure font l'objet de révisions à l'occasion de la publication de ce rapport annuel. Ces révisions de la position s'inscrivent dans le cadre du processus habituel d'actualisation des données.

Elles reflètent pour l'essentiel les ajustements réalisés sur les flux du compte financier de la balance des paiements. Ces révisions se traduisent par une position extérieure nette légèrement moins négative sur les deux années.

Révisions des données 2020 et 2021 de la position extérieure Principales rubriques de la position extérieure (en milliards d'euros)

	2020			2021		
	Rapport annuel 2021	Rapport annuel 2022	Écarts	Rapport annuel 2021	Rapport annuel 2022	Écarts
Investissements directs en valeur mixte	450,5	492,2	41,7	437,0	513,0	76,0
Français à l'étranger en valeur mixte ^{a)}	1230,0	1268,8	38,8	1282,9	1347,2	64,3
Étrangers en France en valeur mixte ^{a)}	779,5	776,6	-2,9	845,9	834,2	-11,7
Investissements de portefeuille	- 980,8	- 976,4	4,4	- 1 035,2	- 1 025,0	10,2
Titres étrangers	2 688,6	2 685,7	- 2,9	2 909,3	2 915,0	5,7
Actions et titres d'OPC	852,9	851,2	-1,7	1038,5	1044,2	5,7
Titres de créance à long terme	1600,7	1597,5	-3,2	1616,9	1613,7	-3,2
Titres de créance à court terme	235,1	237,0	1,9	253,9	257,2	3,3
Titres français	3 669,5	3 662,1	- 7,4	3 944,4	3 940,1	- 4,3
Actions et titres d'OPC	912,5	907,3	-5,2	1172,1	1170,4	-1,7
Titres de créance à long terme	2444,3	2442,2	-2,1	2470,8	2467,8	-3,0
Titres de créance à court terme	312,6	312,6	0,0	301,5	301,9	0,4
Instruments financiers dérivés	- 98,7	- 98,7	0,0	- 113,1	- 113,1	0,0
Prêts et emprunts (hors avoirs de réserve)	- 263,4	- 282,7	- 19,3	- 306,5	- 363,6	- 57,1
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 26,7	- 26,6	0,1	- 19,6	- 25,3	- 5,7
Autres investissements de la Banque de France	- 117,8	- 117,8	0,0	- 166,5	- 160,7	5,8
Autres investissements des administrations publiques	33,9	33,8	-0,1	47,8	35,7	-12,1
Prêts et emprunts des institutions financières monétaires	- 214,2	- 231,3	- 17,1	- 282,7	- 297,7	- 15,0
Prêts et emprunts des autres secteurs ^{b)}	73,3	71,1	-2,2	150,7	120,9	-29,8
Droits de tirage spéciaux	- 11,9	- 11,9	0,0	- 36,4	- 36,4	0,0
Avoirs de réserve	183,0	183,0	0,0	215,9	215,9	0,0
Solde avec les investissements directs en valeur mixte	- 709,4	- 682,5	26,9	- 801,9	- 772,8	29,1

a) Selon le principe directionnel étendu.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, organismes de placement collectif (OPC) non monétaires et ménages.

Source : Banque de France.

Reproduction autorisée avec indication de la source

Directeur de la publication

Olivier Garnier

Directeur général des Statistiques, des Études
et de l'International de la Banque de France

Réalisation

Service de l'Édition et des Langages

Studio Création

Direction de la Communication

Imprimerie

Banque de France – SG - DISG

Dépôt légal

Juillet 2023

ISSN 0292-6733

Cet ouvrage est accessible gratuitement sur le site Internet
de la Banque de France :

<https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements-et-statistiques-bancaires-internationales/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure/balance-des-paiements-et-la-position-exterieure-de-la-france-donnees>

Vous y trouverez également des tableaux statistiques complémentaires.

0. SYNTHÈSES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTÉRIÈRE DE LA FRANCE

0.1 Balance des paiements (en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Compte de transactions courantes	- 20,2	- 10,8	- 20,6	- 8,1	- 10,9	- 17,6	- 19,6	12,5	- 37,5	9,0	- 53,9
Total biens et services	- 23,2	- 12,9	- 17,2	- 8,8	- 12,0	- 21,7	- 26,6	- 21,4	- 42,1	- 32,4	- 85,3
Biens	- 54,5	- 43,0	- 42,7	- 28,9	- 32,3	- 46,1	- 51,0	- 47,0	- 58,2	- 67,4	- 137,3
Recettes	436,4	438,5	437,2	470,6	471,1	495,2	519,7	532,7	442,4	526,4	636,6
Dépenses	490,9	481,5	479,9	499,4	503,4	541,4	570,7	579,7	500,6	593,8	773,9
Services	31,3	30,1	25,5	20,1	20,2	24,4	24,3	25,6	16,1	35,0	52,0
Recettes	190,0	201,9	215,9	230,5	234,1	242,9	256,3	264,2	215,1	257,1	326,9
Dépenses	158,7	171,8	190,4	210,4	213,9	218,5	232,0	238,6	199,0	222,2	274,9
Voyages	20,8	21,3	17,3	17,0	13,4	13,1	13,5	11,6	3,4	4,0	17,4
Recettes	51,9	53,1	54,0	52,6	49,8	52,1	55,5	56,7	28,5	34,5	56,7
Dépenses	31,1	31,8	36,7	35,6	36,5	38,9	42,0	45,1	25,2	30,5	39,2
Transports	- 2,2	- 3,5	- 3,0	- 2,8	- 4,9	- 2,9	- 6,1	- 4,7	- 1,2	14,2	21,6
Recettes	33,3	34,6	36,1	37,7	36,4	40,7	39,6	41,4	37,0	58,8	82,5
Dépenses	35,5	38,1	39,1	40,6	41,3	43,6	45,7	46,1	38,2	44,6	60,9
Autres services	12,7	12,3	11,1	6,0	11,7	14,2	16,9	18,8	14,0	16,7	13,0
Recettes	104,8	114,3	125,8	140,1	147,9	150,1	161,2	166,1	149,6	163,9	187,7
Dépenses	92,1	101,9	114,6	134,2	136,2	135,9	144,3	147,3	135,6	147,1	174,7
Revenus primaires	45,1	47,1	45,0	45,7	48,5	47,5	54,3	77,3	48,2	82,6	76,7
Rémunérations des salariés	16,1	16,8	17,5	19,7	19,9	20,1	20,4	25,0	23,6	26,1	30,5
Revenus d'investissements	22,3	23,9	21,3	19,7	23,9	23,1	30,3	48,7	21,5	54,5	46,6
Revenus d'investissements directs	37,6	39,0	40,5	39,1	36,1	36,2	45,9	66,7	27,7	60,0	63,5
Revenus d'investissements de portefeuille	- 16,0	- 15,7	- 19,7	- 18,7	- 12,5	- 13,4	- 15,9	- 15,7	- 8,9	- 10,9	- 22,1
Revenus des autres investissements	0,3	0,2	0,1	- 1,3	- 0,2	- 0,3	- 0,7	- 3,5	1,9	4,4	3,4
Revenus d'avoirs de réserve	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	1,0	1,2	0,9	0,9	1,8
Autres revenus primaires	6,8	6,4	6,2	6,3	4,7	4,2	3,5	3,6	3,1	2,0	- 0,3
Revenus secondaires	- 42,1	- 45,0	- 48,4	- 45,0	- 47,3	- 43,4	- 47,3	- 43,4	- 43,6	- 41,2	- 45,3
Recettes	15,4	14,7	23,0	26,7	25,5	27,3	29,7	30,2	35,2	46,1	44,3
Dépenses	57,6	59,7	71,4	71,7	72,7	70,7	77,0	73,6	78,9	87,3	89,7
Compte de capital	- 3,4	0,1	- 1,2	- 1,0	1,1	0,2	2,1	2,0	2,1	9,6	10,7
Recettes	1,1	1,3	1,1	2,2	2,4	1,3	2,5	2,7	2,3	10,0	11,8
Dépenses	4,5	1,2	2,3	3,2	1,3	1,1	0,4	0,7	0,3	0,4	1,1
Compte financier	- 37,3	- 14,5	- 7,8	- 0,7	- 16,8	- 32,0	- 24,1	- 0,1	- 49,5	4,6	- 57,7
Avoirs	- 144,4	- 162,2	204,4	176,0	250,6	235,8	332,0	460,5	539,6	442,5	520,1
Engagements	- 107,1	- 147,8	212,2	176,7	267,4	267,8	356,0	460,6	589,1	437,8	577,8
Investissements directs	15,1	- 10,5	35,5	7,1	37,7	9,9	51,0	27,4	9,0	11,7	11,0
Français à l'étranger	27,6	15,3	37,5	48,0	58,6	31,9	86,4	39,1	18,9	37,8	45,6
Étrangers en France	12,5	25,8	2,0	40,9	20,8	22,0	35,4	11,7	9,9	26,1	34,6
Investissements de portefeuille	- 39,4	- 59,7	- 17,9	38,9	0,2	26,8	16,4	- 62,9	- 26,0	12,6	- 119,3
Avoirs	- 18,3	43,6	69,7	43,5	36,4	55,4	30,8	68,2	140,9	115,1	28,4
Engagements	21,0	103,2	87,7	4,6	36,3	28,6	14,5	131,1	166,9	102,6	147,8
Instruments financiers dérivés	- 14,3	- 16,8	- 23,9	13,0	- 15,9	- 1,2	- 25,9	3,7	- 23,8	17,8	- 40,9
Avoirs	- 108,8	- 216,1	12,0	131,5	- 18,3	6,5	73,6	137,6	137,0	129,7	237,4
Engagements	- 94,5	- 199,3	35,9	118,4	- 2,4	7,8	99,5	133,9	160,8	112,0	278,2
Autres investissements	- 2,8	73,9	- 2,2	- 66,9	- 41,1	- 64,4	- 76,0	28,8	- 12,6	- 60,2	89,6
Avoirs	- 48,9	- 3,6	84,5	- 54,1	171,6	145,0	130,7	212,7	238,8	137,0	206,8
Engagements	- 46,2	- 77,5	86,6	12,8	212,7	209,4	206,6	183,9	251,4	197,2	117,2
Avoirs de réserve	4,0	- 1,5	0,7	7,2	2,2	- 3,0	10,4	2,8	4,0	22,8	1,9
Erreurs et omissions nettes	- 13,8	- 3,7	14,0	8,4	- 7,1	- 14,6	- 6,5	- 14,6	- 14,1	- 14,0	- 14,5

0.2 Position extérieure

0.2a Séries chronologiques de la position extérieure de 2012 à 2022 en valeur mixte (en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Investissements directs en valeur mixte	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	564,4	539,4	492,2	513,0	556,0
Français à l'étranger	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 218,9	1 201,0	1 271,5	1 279,3	1 268,8	1 347,2	1 396,8
Étrangers en France	515,7	552,1	576,6	631,4	659,2	683,2	707,2	739,9	776,6	834,2	840,8
Investissements de portefeuille	- 648,3	- 717,3	- 785,3	- 743,7	- 736,5	- 763,9	- 796,6	- 967,6	- 976,4	- 1 025,0	- 1 018,6
Titres étrangers	1 990,9	2 083,2	2 267,4	2 341,8	2 392,8	2 410,4	2 330,0	2 547,8	2 685,7	2 915,0	2 577,8
Actions et titres d'OPC ^{a)}	494,7	589,0	634,8	687,1	715,1	795,7	686,8	812,2	851,2	1 044,2	868,7
Titres de créance à long terme	1 271,8	1 306,4	1 435,4	1 472,4	1 496,0	1 419,2	1 435,6	1 532,4	1 597,5	1 613,7	1 461,8
Titres de créance à court terme	224,5	187,8	197,2	182,3	181,7	195,5	207,6	203,1	237,0	257,2	247,4
Titres français	2 639,3	2 800,5	3 052,7	3 085,5	3 129,3	3 174,3	3 126,6	3 515,4	3 662,1	3 940,1	3 596,5
Actions et titres d'OPC	614,7	731,8	743,1	783,9	823,3	914,1	804,1	953,9	907,3	1 170,4	1 048,1
Titres de créance à long terme	1 821,6	1 836,2	2 067,4	2 082,8	2 087,5	2 037,4	2 073,8	2 315,4	2 442,2	2 467,8	2 272,3
Titres de créance à court terme	203,0	232,6	242,2	218,7	218,5	222,7	248,7	246,1	312,6	301,9	276,0
<i>Pour mémoire : valeurs du Trésor</i>	<i>978,3</i>	<i>1 017,3</i>	<i>1 138,7</i>	<i>1 133,0</i>	<i>1 115,8</i>	<i>1 070,1</i>	<i>1 059,6</i>	<i>1 152,8</i>	<i>1 207,0</i>	<i>1 178,9</i>	<i>1 070,4</i>
Instruments financiers dérivés	- 45,2	- 62,1	- 59,6	- 35,2	- 46,5	- 69,2	- 72,5	- 72,8	- 98,7	- 113,1	- 98,1
Créances	1 080,2	809,7	1 043,7	802,8	794,7	608,2	612,8	742,9	962,1	869,2	1 089,4
Engagements	1 125,4	871,8	1 103,3	838,0	841,1	677,4	685,4	815,6	1 060,7	982,3	1 187,4
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 162,8	- 85,2	- 98,3	- 165,7	- 206,6	- 267,3	- 296,2	- 267,2	- 282,7	- 363,5	- 296,8
Créances	1 610,1	1 575,5	1 712,1	1 741,6	1 824,5	1 896,5	2 214,4	2 451,4	2 674,9	2 867,1	3 100,6
Engagements	1 773,0	1 660,7	1 810,4	1 907,2	2 031,1	2 163,8	2 510,6	2 718,6	2 957,5	3 230,6	3 397,4
Banque de France	- 206,2	- 163,1	- 171,5	- 163,5	- 161,3	- 168,2	- 185,6	- 141,2	- 129,7	- 197,1	- 191,7
Autres participations	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,8	1,8
Numéraire et dépôts	- 75,2	- 74,4	- 80,1	- 68,9	- 79,7	- 79,0	- 96,4	- 49,7	- 129,8	- 176,2	- 166,3
Prêts	- 120,8	- 78,9	- 80,9	- 83,3	- 70,1	- 78,7	- 78,4	- 80,7	10,3	13,7	9,7
Droits de tirage spéciaux	- 11,8	- 11,3	- 12,1	- 12,9	- 12,9	- 12,0	- 12,3	- 12,5	- 11,9	- 36,4	- 36,9
Administrations publiques	29,7	42,3	44,7	49,3	50,1	46,4	42,5	40,5	40,9	43,2	49,5
Autres participations	24,9	32,9	38,2	41,6	42,4	44,4	44,4	46,3	46,8	47,0	48,2
Numéraire et dépôts	- 14,8	- 11,5	- 12,3	- 11,5	- 9,3	- 12,5	- 14,0	- 18,1	- 16,9	- 14,2	- 12,4
Prêts	13,9	15,7	13,6	10,8	9,5	7,1	4,9	5,0	3,9	- 5,8	- 6,1
Crédits commerciaux et avances à la commande	5,7	5,2	5,2	8,3	7,5	7,4	7,2	7,3	7,1	7,5	7,4
Autres comptes à payer/à recevoir										8,6	12,4
Institutions financières monétaires	37,1	66,1	44,2	- 56,8	- 82,8	- 98,6	- 122,7	- 170,5	- 231,3	- 297,7	- 353,9
Numéraire et dépôts	- 332,8	- 294,5	- 353,6	- 471,1	- 552,7	- 592,2	- 898,8	- 997,0	- 1 098,6	- 1 248,1	- 1 326,4
Prêts	370,0	359,2	401,1	414,1	457,7	481,6	723,4	769,9	847,1	931,2	958,2
Autres comptes à payer/à recevoir	- 0,1	1,5	- 3,4	0,3	12,3	12,0	52,8	56,6	20,1	19,2	14,3
Autres secteurs ^{b)}	- 23,4	- 30,4	- 15,6	5,3	- 12,7	- 46,9	- 30,4	4,0	37,4	88,1	199,3
Numéraire et dépôts	261,2	227,0	250,6	324,6	337,2	352,6	135,3	176,1	181,1	202,3	212,1
Prêts	- 266,0	- 238,5	- 238,8	- 284,3	- 306,9	- 347,7	- 117,2	- 123,1	- 126,6	- 148,9	- 151,4
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 18,6	- 18,8	- 26,1	- 32,8	- 40,8	- 42,8	- 42,1	- 37,6	- 33,7	- 32,8	- 33,4
Autres comptes à payer/à recevoir	0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,1	0,3	2,8	0,5	37,1	89,5	195,2
Réserves techniques d'assurance	0,0	0,0	- 1,1	- 2,1	- 2,1	- 9,3	- 9,2	- 11,9	- 20,6	- 22,0	- 23,2
Avoirs de réserve	139,9	105,1	118,2	126,9	139,2	130,4	145,6	168,2	183,0	215,9	228,1
Total créances	5 785,6	5 534,6	6 207,4	6 177,9	6 370,2	6 246,5	6 574,4	7 189,5	7 774,5	8 214,3	8 392,7
Total engagements	6 053,4	5 885,1	6 543,1	6 462,1	6 660,7	6 698,6	7 029,7	7 789,5	8 457,0	8 987,1	9 022,1
Position extérieure	- 267,8	- 350,5	- 335,7	- 284,2	- 290,6	- 452,1	- 455,4	- 600,1	- 682,5	- 772,8	- 629,3

a) Organismes de placement collectif.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, chambres de compensation.

Note : Les investissements directs sont présentés selon la règle du principe directionnel étendu.

0.2b Créances et dettes extérieures par monnaie hors avoirs de réserve (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Créances	Dettes	Net	Créances	Dettes	Net	Créances	Dettes	Net
Total	4 912	6 148	- 1 236	5 207	6 486	- 1 278	5 335	6 486	- 1 151
Euro	3 495	4 456	- 961	3 665	4 630	- 965	3 751	4 670	- 919
Dollar US	828	1 224	- 395	973	1 340	- 367	1 007	1 275	- 267
Yen	236	83	154	220	90	130	229	95	134
Livre sterling	143	218	- 75	131	217	- 87	142	224	- 82
Yuan	7	9	- 2	8	13	- 5	7	13	- 5
Autres monnaies	202	159	43	210	195	16	198	210	- 11
Institutions financières monétaires et autorités monétaires	2 929	3 381	- 452	3 030	3 623	- 593	3 120	3 805	- 685
Euro	1 854	2 123	- 269	1 893	2 259	- 365	1 973	2 455	- 481
Dollar US	585	919	- 334	681	987	- 305	688	950	- 262
Yen	235	74	161	212	81	131	216	85	131
Livre sterling	116	144	- 28	103	148	- 45	115	158	- 43
Yuan	4	5	- 1	5	5	0	4	7	- 3
Autres monnaies	135	116	19	136	144	- 8	125	152	- 27
Administrations publiques	85	1 496	- 1 410	95	1 488	- 1 393	92	1 335	- 1 243
Euro	81	1 411	- 1 331	90	1 395	- 1 304	89	1 268	- 1 179
Dollar US	5	59	- 54	4	75	- 70	3	54	- 51
Yen	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Livre sterling	0	19	- 19	0	11	- 11	0	8	- 8
Yuan	0	0	0	0	3	- 3	0	1	- 1
Autres monnaies	0	6	- 6	0	4	- 4	0	4	- 4
Autres secteurs	1 446	835	611	1 564	889	675	1 547	805	742
Euro	1 279	608	671	1 374	639	735	1 337	585	752
Dollar US	116	161	- 45	128	183	- 56	141	162	- 20
Yen	- 1	6	- 7	6	7	- 1	12	9	4
Livre sterling	14	40	- 26	14	40	- 26	12	26	- 14
Yuan	0	1	- 1	1	1	0	1	1	0
Autres monnaies	38	19	19	42	20	22	44	23	21
Prêts inter-entreprises ^{a)}	451	436	16	518	485	33	576	540	35
Euro	282	314	- 32	308	338	- 31	351	362	- 10
Dollar US	123	84	39	159	96	64	175	109	66
Yen	2	2	0	2	2	0	2	2	0
Livre sterling	12	15	- 3	14	19	- 4	15	33	- 17
Yuan	2	3	0	3	4	- 1	3	5	- 2
Autres monnaies	30	18	12	32	27	5	29	31	- 2

a) Les prêts inter-entreprises correspondent à l'ensemble des prêts et emprunts entre sociétés d'un groupe international. Un prêt d'une société française vers une filiale ou la maison mère du groupe établie à l'étranger correspond à une créance et inversement un prêt d'une société non résidente vers une filiale ou la maison mère du groupe établie en France correspond à un engagement.

Notes : Ce tableau correspond aux données prescrites par la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* du FMI (MBP6) pour la composition par monnaie des actifs et passifs sous forme d'instruments de dette (tableaux A9-I-1a et A9-I-2a du MBP6). Il permet notamment d'identifier la part de la dette extérieure potentiellement soumise aux effets des variations de change, toutes choses égales par ailleurs, en particulier avant effet des couvertures de change.

Une position nette débitrice signifie que la France est emprunteuse dans la devise indiquée au 31 décembre de l'année considérée (par exemple en dollar et en livre sterling en 2021) et inversement une position créditrice, qu'elle est prêteuse (par exemple en yen en 2021).

0.2c Instruments financiers dérivés en valeur de marché (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Avoirs	Engagements	Net	Avoirs	Engagements	Net	Avoirs	Engagements	Net
Total	962	1 061	- 99	869	982	- 113	1 089	1 187	- 98
Euro	597	640	- 43	554	613	- 59	704	744	- 40
Dollar US	228	255	- 26	207	232	- 26	246	280	- 35
Yen	28	38	- 10	20	29	- 9	30	39	- 9
Livre sterling	38	49	- 11	29	38	- 9	31	34	- 4
Autres monnaies	70	79	- 9	60	69	- 9	80	90	- 10

Note : Une position nette débitrice reflète un apport net de liquidité associé aux transactions et variations de la valeur de marché sur instruments financiers dérivés et inversement, une position créditrice reflète un financement net. Les transactions sur instruments financiers intervenant fréquemment pour couvrir des gains et pertes potentiels sur d'autres instruments, les seules positions sur instruments financiers dérivés ne sont pas représentatives de gains et pertes potentiels nets.

0.2d Les flux d'investissements directs de la France

(données annuelles – présentation selon la méthode créances-engagements et selon la méthode du principe directionnel étendu, en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Créances : acquisition nette d'actifs financiers (A = B + C + D)	40,3	13,3	39,8	45,9	67,5	42,4	117,1	75,0	24,7	92,2	111,7
Capital social (B)	40,5	3,3	21,0	18,0	34,6	13,7	74,7	18,8	11,8	5,3	33,8
Bénéfices réinvestis (C)	10,8	8,5	7,6	4,9	13,4	19,3	25,3	27,5	- 8,8	33,3	29,5
Prêts intragroupe (D)	- 10,9	1,5	11,2	23,0	19,5	9,5	17,2	28,8	21,8	53,6	48,4
Engagements : accroissement net des passifs financiers (E = F + G + H)	25,3	23,8	4,3	38,8	29,8	32,5	66,1	47,6	15,7	80,6	100,7
Capital social (F)	10,7	20,0	9,4	27,8	18,9	22,0	28,8	21,6	11,2	30,0	43,7
Bénéfices réinvestis (G)	6,2	6,6	5,1	7,1	7,6	6,7	9,2	0,4	- 2,7	10,2	6,6
Emprunts intragroupe (H)	8,3	- 2,8	- 10,1	3,9	3,3	3,8	28,1	25,6	7,2	40,3	50,4
Créances / engagements : investissements directs nets (I = A - E)	15,1	- 10,5	35,5	7,1	37,7	9,9	51,0	27,4	9,0	11,7	11,0
Principe directionnel : investissements directs français à l'étranger (J)	27,6	15,3	37,5	48,0	58,6	31,9	86,4	39,1	18,9	37,8	45,6
Principe directionnel : investissements directs étrangers en France (K)	12,5	25,8	2,0	40,9	20,8	22,0	35,4	11,7	9,9	26,1	34,6
Principe directionnel : investissements directs nets (L = I = J - K)	15,1	- 10,5	35,5	7,1	37,7	9,9	51,0	27,4	9,0	11,7	11,0

0.2e La position de la France en investissements directs

(données annuelles – présentation selon la méthode créances-engagements et selon la méthode du principe directionnel étendu, en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Actifs : investissements directs français à l'étranger (A = B + C)	1 295,3	1 284,2	1 393,4	1 499,2	1 557,7	1 537,1	1 619,5	1 673,6	1 658,7	1 795,9	1 917,0
Capitaux propres (B)	948,5	940,2	1 012,7	1 079,8	1 111,9	1 097,2	1 208,8	1 230,5	1 207,6	1 277,7	1 341,4
Prêts intragroupe (C)	346,8	343,9	380,6	419,4	445,7	439,9	410,6	443,1	451,1	518,2	575,6
Passifs : investissements directs étrangers en France (D = E + F)	846,5	875,2	904,0	965,7	998,0	1 019,2	1 055,1	1 134,3	1 166,5	1 282,9	1 361,1
Capitaux propres (E)	470,4	501,9	528,8	576,1	604,0	625,3	646,1	697,1	730,9	797,4	820,6
Emprunts intragroupe (F)	376,1	373,2	375,2	389,5	393,9	393,9	409,0	437,2	435,5	485,5	540,5
Actifs / passifs : position nette en investissements directs (G = A - D)	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	564,4	539,4	492,2	513,0	556,0
Principe directionnel : investissements directs français à l'étranger (H)	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 218,9	1 201,0	1 271,5	1 279,3	1 268,8	1 347,2	1 396,8
Principe directionnel : investissements directs étrangers en France (I)	515,7	552,1	576,6	631,4	659,2	683,2	707,2	739,9	776,6	834,2	840,8
Principe directionnel : position nette en investissements directs (J = G = H - I)	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	564,4	539,4	492,2	513,0	556,0

1. TRANSACTIONS COURANTES

1.1 Biens (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Biens	442,4	500,6	- 58,2	526,4	593,8	- 67,4	636,6	773,9	- 137,3
Marchandises	435,1	500,6	- 65,6	514,5	593,8	- 79,3	611,7	773,9	- 162,1
Données douanières	428,5	493,1	- 64,6	501,8	587,3	- 85,5	594,5	758,1	- 163,6
Corrections et ajustements	5,9	4,3	1,6	12,0	2,5	9,4	15,2	7,6	7,6
Soutage et avitaillement	0,6	3,2	- 2,6	0,8	4,0	- 3,2	2,0	8,2	- 6,2
Négoce international	7,4		7,4	11,9		11,9	24,8		24,8
Négoce (Biens acquis – exportations négatives)	- 48,1		- 48,1	- 60,5		- 60,5	- 91,5		- 91,5
Négoce (Biens revendus – exportations)	55,5		55,5	72,4		72,4	116,3		116,3

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.2 Ventilation géographique des échanges de marchandises (en milliards d'euros)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2022	Variation 2022/2021 (en %)	Montant en 2022	Variation 2022/2021 (en %)	Montant en 2022	Variation 2022/2021 (en milliards)
Zone euro	283,0	22,3	339,3	21,1	- 56,3	- 7,5
<i>dont : Allemagne</i>	<i>80,3</i>	<i>14,4</i>	<i>92,5</i>	<i>13,5</i>	<i>- 12,2</i>	<i>- 0,9</i>
<i>Italie</i>	<i>54,2</i>	<i>38,4</i>	<i>52,8</i>	<i>14,2</i>	<i>1,4</i>	<i>8,5</i>
<i>Espagne</i>	<i>44,4</i>	<i>19,5</i>	<i>53,0</i>	<i>25,7</i>	<i>- 8,6</i>	<i>- 3,6</i>
Nouveaux États membres ^{a)}	38,5	16,2	46,9	14,4	- 8,4	- 0,6
Royaume-Uni	34,4	18,1	28,9	33,0	5,5	- 1,9
Amérique	65,9	28,4	78,5	64,0	- 12,5	- 16,1
<i>dont : États-Unis</i>	<i>48,0</i>	<i>32,6</i>	<i>61,5</i>	<i>80,6</i>	<i>- 13,5</i>	<i>- 15,6</i>
Asie	71,9	7,3	142,5	24,3	- 70,6	- 23,0
<i>dont : Japon</i>	<i>6,6</i>	<i>- 1,2</i>	<i>10,0</i>	<i>6,8</i>	<i>- 3,5</i>	<i>- 0,7</i>
<i>Chine et Hong Kong</i>	<i>29,5</i>	<i>- 1,1</i>	<i>78,3</i>	<i>20,6</i>	<i>- 48,8</i>	<i>- 13,7</i>
<i>Proche et Moyen-Orient</i>	<i>14,7</i>	<i>25,5</i>	<i>18,1</i>	<i>114,3</i>	<i>- 3,3</i>	<i>- 6,6</i>

a) Pays entrés dans l'Union européenne depuis 2004.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Sources : Direction générale des Douanes et des Droits indirects – DGDDI (données brutes), calculs Banque de France.

1.3 Ventilation géographique des échanges de services (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 27)	99,7	107,2	- 7,5	117,5	124,3	- 6,8	148,3	151,3	- 3,0
Union économique et monétaire (à 19)	89,9	95,8	- 5,9	105,6	111,1	- 5,5	133,9	136,0	- 2,0
dont : Allemagne	21,3	28,1	- 6,8	26,3	30,7	- 4,3	32,6	36,0	- 3,4
Autriche	1,0	1,1	0,0	1,6	1,3	0,3	1,9	1,6	0,3
Belgique	14,6	10,9	3,8	15,5	11,8	3,7	20,4	15,0	5,4
Espagne	9,7	11,1	- 1,4	12,1	13,7	- 1,7	15,4	17,5	- 2,1
Finlande	0,9	0,7	0,2	1,0	0,6	0,4	1,1	0,6	0,5
Grèce	0,4	1,0	- 0,7	0,5	1,4	- 0,9	0,8	1,8	- 1,0
Irlande	8,9	12,3	- 3,5	10,6	14,5	- 3,9	12,5	17,1	- 4,7
Italie	9,4	9,4	0,0	11,0	11,6	- 0,6	14,0	14,4	- 0,4
Luxembourg	8,7	6,6	2,1	9,3	7,1	2,2	13,5	9,1	4,4
Pays-Bas	12,5	9,2	3,3	15,2	12,1	3,1	18,7	15,4	3,3
Portugal	1,3	3,3	- 2,0	1,3	3,9	- 2,6	1,6	4,8	- 3,2
Autres pays de l'Union européenne	9,8	11,4	- 1,5	11,9	13,2	- 1,3	14,4	15,3	- 0,9
dont : Danemark	1,4	1,0	0,3	2,0	1,5	0,5	2,5	1,9	0,6
Hongrie	0,6	0,7	- 0,1	0,7	0,9	- 0,2	0,9	1,1	- 0,2
Pologne	2,0	3,3	- 1,3	2,2	4,0	- 1,8	2,6	4,6	- 2,1
République tchèque	1,2	1,1	0,1	1,5	1,3	0,2	1,5	1,5	0,0
Roumanie	1,0	1,6	- 0,7	1,2	1,9	- 0,7	1,4	2,2	- 0,9
Suède	2,9	2,8	0,1	3,2	2,8	0,4	3,9	3,0	0,9
Reste du monde	115,4	91,8	23,6	139,6	97,8	41,8	178,6	123,6	55,0
dont : Afrique du Sud	0,6	0,3	0,2	0,6	0,3	0,3	1,0	0,4	0,6
Algérie	0,8	0,5	0,3	0,8	0,5	0,3	1,1	0,7	0,5
Angola	0,6	0,2	0,5	0,9	0,2	0,7	1,1	0,2	0,9
Arabie saoudite	0,8	0,3	0,4	1,0	0,4	0,6	1,4	0,6	0,9
Australie	1,4	0,6	0,8	1,5	0,8	0,7	2,5	0,9	1,6
Bahreïn	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
Brésil	1,8	0,9	0,8	2,3	1,0	1,3	3,2	1,1	2,1
Canada	2,0	2,8	- 0,8	2,6	2,7	0,0	4,3	3,3	1,0
Chine	7,4	4,7	2,6	10,9	5,7	5,2	12,1	7,0	5,2
Corée du Sud	1,7	0,7	0,9	2,3	0,7	1,6	2,9	0,9	2,0
Égypte	0,9	0,8	0,2	1,1	0,9	0,2	1,0	1,2	- 0,2
Émirats arabes unis	1,7	1,5	0,2	2,2	1,4	0,8	2,9	1,8	1,1
États-Unis	24,5	20,1	4,3	30,5	21,3	9,2	42,5	26,8	15,7
Hong Kong	1,3	1,5	- 0,1	2,2	1,3	0,9	2,3	1,5	0,8
Inde	1,9	2,3	- 0,4	3,9	2,3	1,6	3,7	2,9	0,8
Japon	3,0	1,6	1,4	3,0	1,2	1,8	3,7	1,3	2,4
Maroc	1,5	2,1	- 0,5	1,4	2,4	- 0,9	2,0	3,0	- 1,0
Mexique	1,0	0,7	0,3	1,6	0,7	0,9	2,1	1,0	1,1
Nigéria	0,3	0,1	0,2	0,5	0,1	0,4	0,6	0,2	0,4
Norvège	0,8	0,7	0,2	1,0	0,8	0,2	1,4	1,1	0,3
Qatar	0,9	0,3	0,6	0,9	0,3	0,5	1,0	0,5	0,6
Royaume-Uni	22,2	21,3	0,8	25,7	21,4	4,3	32,5	27,8	4,7
Russie	3,6	0,9	2,7	3,4	0,8	2,7	3,7	0,6	3,1
Singapour	3,1	3,1	0,0	3,7	3,4	0,3	4,3	4,6	- 0,3
Suisse	12,3	9,3	3,0	13,2	10,0	3,2	16,7	12,7	4,0
Tunisie	0,7	1,2	- 0,5	0,7	1,5	- 0,8	0,8	1,8	- 1,0
Turquie	1,5	0,9	0,6	1,7	1,1	0,6	2,1	1,4	0,6
Total	215,1	199,0	16,1	257,1	222,2	35,0	326,9	274,9	52,0

Note : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

1.4 Transports (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Maritimes	16,0	10,7	5,3	34,9	13,0	21,9	45,9	16,5	29,4
Fret	15,3	4,4	11,0	34,0	5,7	28,3	44,7	8,4	36,4
<i>dont fabrisation^{a)}</i>	<i>0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>- 0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>1,4</i>	<i>- 1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>2,3</i>	<i>- 1,5</i>
Passagers	0,2	0,1	0,1	0,3	0,0	0,3	0,5	0,0	0,5
Autres frais^{b)}	0,5	6,3	- 5,8	0,6	7,3	- 6,7	0,6	8,1	- 7,5
Aériens	5,1	6,5	- 1,5	6,0	7,5	- 1,5	11,6	13,6	- 2,0
Fret	0,6	2,3	- 1,8	1,1	3,2	- 2,1	1,3	3,9	- 2,6
<i>dont fabrisation^{a)}</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>- 0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>- 0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>- 0,5</i>
Passagers	2,4	2,2	0,2	2,8	2,4	0,4	6,9	6,1	0,8
Autres frais^{b)}	2,1	2,0	0,1	2,1	2,0	0,1	3,4	3,6	- 0,2
Autres transports	15,9	21,0	- 5,1	17,9	24,0	- 6,2	25,0	30,9	- 5,9
Spatiaux	0,4	0,3	0,1	0,6	0,0	0,6	0,6	0,0	0,6
Ferroviaires	1,3	1,5	- 0,3	1,0	1,7	- 0,6	1,1	2,2	- 1,0
Fret	0,8	1,4	- 0,6	0,7	1,6	- 0,9	0,7	1,8	- 1,1
<i>dont fabrisation^{a)}</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Passagers	0,2	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2	0,4	0,3	0,1
Autres frais ^{b)}	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Routiers	7,5	13,9	- 6,4	8,9	15,5	- 6,6	10,5	18,3	- 7,8
Fret	5,6	12,6	- 7,0	6,6	14,2	- 7,6	7,7	16,7	- 9,0
<i>dont fabrisation^{a)}</i>	<i>0,2</i>	<i>3,9</i>	<i>- 3,7</i>	<i>0,2</i>	<i>4,7</i>	<i>- 4,5</i>	<i>0,3</i>	<i>5,4</i>	<i>- 5,2</i>
Passagers	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	- 0,1	0,0	0,2	- 0,2
Autres frais ^{b)}	1,9	1,2	0,6	2,3	1,2	1,1	2,8	1,4	1,4
Autres	6,7	5,2	1,5	7,3	6,8	0,5	12,9	10,4	2,4
<i>dont fabrisation^{a),c)}</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>
Total	37,0	38,2	- 1,2	58,8	44,6	14,2	82,5	60,9	21,6

a) La fabrisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

b) Dont règlements relatifs aux affrètements, frais d'escale, redevances sur trafics. Cette rubrique ne comporte pas les frais de soutage et d'avitaillement qui sont inclus dans les biens.

c) Fabrisation des transports fluviaux, oléoducs, gazoducs, etc.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.5 Ventilation géographique des échanges de voyages (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 27)	15,3	13,9	1,3	19,3	18,4	0,9	28,0	23,2	4,8
Union économique et monétaire (à 19)	14,2	13,1	1,1	18,0	17,2	0,8	26,1	21,8	4,3
dont : Allemagne	3,5	2,7	0,8	4,7	2,7	2,1	6,4	3,5	2,9
Autriche	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,0
Belgique	4,1	1,8	2,4	4,9	2,2	2,7	7,2	2,6	4,6
Espagne	2,4	2,9	-0,5	3,1	4,5	-1,5	4,4	5,8	-1,4
Grèce	0,0	0,6	-0,5	0,1	1,1	-1,0	0,1	1,2	-1,1
Irlande	0,2	0,2	0,0	0,3	0,1	0,2	0,5	0,2	0,2
Italie	1,5	1,8	-0,3	2,0	2,8	-0,8	3,5	3,7	-0,2
Luxembourg	0,6	1,2	-0,6	0,5	1,2	-0,7	0,6	1,4	-0,8
Pays-Bas	1,1	0,4	0,7	1,6	0,5	1,1	2,4	0,8	1,6
Portugal	0,4	1,1	-0,7	0,4	1,5	-1,0	0,5	1,8	-1,3
Autres pays de l'Union européenne	1,0	0,8	0,2	1,3	1,2	0,1	1,9	1,4	0,5
dont : Croatie	0,0	0,2	-0,2	0,0	0,3	-0,3	0,0	0,4	-0,4
Danemark	0,2	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,4	0,2	0,2
Roumanie	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
Suède	0,2	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2	0,6	0,2	0,5
Reste du monde	13,3	11,2	2,1	15,2	12,1	3,1	28,7	16,0	12,7
dont : Algérie	0,3	0,2	0,1	0,4	0,1	0,2	0,6	0,2	0,4
Australie	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,6	0,1	0,4
Brésil	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,7	0,1	0,6
Canada	0,3	0,3	0,0	0,4	0,4	0,0	1,1	0,6	0,5
Chine	0,9	0,1	0,8	0,7	0,0	0,7	0,9	0,1	0,9
Égypte	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,2	-0,1	0,1	0,2	-0,2
États-Unis	1,2	0,8	0,4	2,1	0,9	1,2	5,5	1,3	4,2
Inde	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1
Japon	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2
Maroc	0,4	0,4	0,0	0,4	0,4	-0,1	0,6	0,6	0,0
Mexique	0,1	0,2	-0,1	0,2	0,2	0,0	0,4	0,2	0,2
Norvège	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,2	0,2	0,0
République dominicaine	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,2	-0,2	0,0	0,3	-0,3
Royaume-Uni	3,3	1,4	1,9	3,5	0,7	2,8	6,1	1,0	5,1
Russie	0,3	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2	0,1	0,0	0,1
Suisse	3,5	2,1	1,4	4,1	2,4	1,7	6,0	3,1	2,9
Thaïlande	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	-0,1
Tunisie	0,2	0,3	-0,2	0,2	0,4	-0,2	0,2	0,6	-0,3
Turquie	0,1	0,1	-0,1	0,1	0,2	-0,1	0,2	0,3	-0,1
Vietnam	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1
Total	28,5	25,2	3,4	34,5	30,5	4,0	56,7	39,2	17,4

Notes : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.6 Ventilation géographique des échanges de services hors transports et hors voyages (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 27)	68,2	71,3	- 3,2	76,9	80,5	- 3,6	88,5	94,0	- 5,5
Union économique et monétaire (à 19)	60,4	64,7	- 4,3	68,0	73,2	- 5,2	78,3	85,6	- 7,3
dont : Allemagne	14,3	21,3	- 7,0	16,9	23,2	- 6,3	18,9	26,6	- 7,6
Autriche	0,8	0,6	0,1	1,1	0,9	0,3	1,3	1,0	0,3
Belgique	8,4	6,7	1,7	7,9	6,9	1,0	9,4	8,0	1,4
Espagne	5,8	5,1	0,7	7,2	5,8	1,4	8,7	7,4	1,2
Finlande	0,8	0,5	0,3	0,9	0,4	0,5	0,9	0,4	0,5
Grèce	0,3	0,2	0,1	0,3	0,2	0,1	0,5	0,2	0,2
Irlande	8,2	11,8	- 3,7	10,1	13,9	- 3,8	11,7	15,7	- 4,0
Italie	6,4	6,0	0,5	7,1	6,6	0,6	8,2	8,2	0,0
Luxembourg	5,7	4,2	1,5	5,3	4,2	1,1	6,3	4,7	1,6
Pays-Bas	8,3	6,1	2,3	9,8	8,7	1,1	10,8	10,6	0,2
Portugal	0,8	1,5	- 0,7	0,7	1,8	- 1,1	0,9	2,2	- 1,3
Autres pays de l'Union européenne	7,8	6,6	1,1	8,9	7,3	1,6	10,2	8,4	1,8
dont : Danemark	1,0	0,5	0,5	1,4	0,7	0,6	1,4	0,9	0,5
Hongrie	0,5	0,3	0,1	0,5	0,4	0,1	0,7	0,5	0,1
Pologne	1,5	1,3	0,2	1,5	1,8	- 0,3	1,7	2,1	- 0,4
République tchèque	0,9	0,6	0,4	1,2	0,7	0,4	1,3	0,9	0,4
Roumanie	0,7	1,0	- 0,3	0,8	1,1	- 0,3	0,9	1,2	- 0,4
Suède	2,3	2,4	- 0,1	2,5	2,4	0,1	2,8	2,4	0,3
Reste du monde	81,4	64,3	17,1	86,9	66,6	20,3	99,2	80,7	18,5
dont : Afrique du Sud	0,4	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2	0,6	0,1	0,4
Algérie	0,3	0,2	0,1	0,3	0,2	0,1	0,3	0,2	0,1
Angola	0,6	0,0	0,6	0,8	0,1	0,8	1,0	0,1	1,0
Arabie saoudite	0,5	0,2	0,3	0,7	0,3	0,4	0,8	0,3	0,4
Australie	1,0	0,4	0,6	1,1	0,6	0,5	1,4	0,7	0,7
Bahreïn	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Brésil	1,1	0,7	0,5	1,4	0,7	0,7	1,5	0,7	0,7
Canada	1,3	1,6	- 0,2	1,5	1,4	0,2	1,8	1,5	0,3
Chine	3,6	2,9	0,7	2,1	3,4	- 1,3	2,6	4,2	- 1,6
Corée du Sud	1,2	0,5	0,7	1,5	0,5	1,0	1,5	0,5	1,0
Égypte	0,8	0,3	0,6	0,9	0,3	0,6	0,7	0,4	0,4
Émirats arabes unis	1,3	1,1	0,2	1,4	0,8	0,6	1,7	1,0	0,7
États-Unis	18,0	16,8	1,2	18,9	16,9	2,0	23,2	21,0	2,2
Hong Kong	0,9	1,1	- 0,2	1,4	1,0	0,3	1,4	1,3	0,2
Inde	1,4	2,0	- 0,6	2,6	1,9	0,7	1,8	2,4	- 0,5
Japon	2,4	1,3	1,1	2,3	0,9	1,4	2,6	1,0	1,6
Maroc	0,9	1,4	- 0,5	0,8	1,6	- 0,8	1,1	2,0	- 0,9
Mexique	0,7	0,3	0,4	0,8	0,3	0,5	0,9	0,5	0,4
Nigéria	0,3	0,0	0,2	0,4	0,0	0,4	0,5	0,1	0,4
Norvège	0,6	0,5	0,2	0,7	0,5	0,2	0,8	0,5	0,3
Qatar	0,8	0,1	0,7	0,7	0,1	0,6	0,8	0,1	0,7
Royaume-Uni	16,6	18,2	- 1,6	18,9	18,5	0,4	21,4	23,4	- 2,0
Russie	3,1	0,4	2,8	2,9	0,5	2,4	3,4	0,4	3,0
Singapour	2,8	1,7	1,1	3,2	1,6	1,6	3,2	2,0	1,2
Suisse	7,6	6,6	1,0	8,1	6,9	1,1	9,4	8,6	0,9
Tunisie	0,2	0,6	- 0,4	0,2	0,9	- 0,6	0,3	1,0	- 0,7
Turquie	0,9	0,4	0,5	0,9	0,3	0,5	1,0	0,4	0,5
Total	149,6	135,6	14,0	163,9	147,1	16,7	187,7	174,7	13,0

Notes : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.7 Autres services (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	10,0	8,0	2,0	11,5	9,4	2,1	13,0	11,8	1,2
Services d'entretien et de réparation n.i.a	9,3	6,7	2,7	9,3	6,5	2,8	12,5	8,6	4,0
Construction	2,2	1,8	0,4	1,3	1,9	- 0,6	1,2	2,5	- 1,2
Services d'assurance et de pension	8,9	9,4	- 0,5	10,3	13,1	- 2,8	9,4	12,6	- 3,2
Services financiers	13,0	6,8	6,2	15,4	6,6	8,8	18,8	8,4	10,4
Services explicitement facturés et autres services financiers	9,2	5,8	3,4	10,4	5,8	4,6	13,5	7,7	5,8
Services d'intermédiation financière indirectement mesurée	3,8	1,0	2,8	5,0	0,8	4,2	5,3	0,7	4,6
Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	12,4	11,3	1,1	13,1	11,6	1,5	13,4	12,7	0,7
Services de télécommunication, d'informatique et d'information	18,2	23,9	- 5,7	20,5	25,6	- 5,1	24,3	30,4	- 6,1
Autres services aux entreprises	72,3	65,1	7,2	78,5	69,6	9,0	90,5	84,3	6,3
Services de recherche et développement	9,7	11,5	- 1,8	11,6	11,6	0,0	12,4	13,7	- 1,4
Services professionnels et services de conseil en gestion	26,5	21,8	4,7	28,3	25,2	3,1	32,9	29,9	3,0
Services techniques, services liés au commerce et autres services fournis aux entreprises	36,1	31,8	4,3	38,6	32,8	5,9	45,3	40,7	4,6
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2,7	2,5	0,2	3,3	2,9	0,4	3,5	3,4	0,0
Biens et services des APU n.i.a.	0,4	0,0	0,4	0,7	0,0	0,7	1,0	0,0	1,0

n.i.a. : non inclus par ailleurs; APU : administrations publiques.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.8 Revenus primaires (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Rémunérations des salariés	24,9	1,3	23,6	27,5	1,4	26,1	32,0	1,5	30,5
Revenus des investissements	116,5	94,9	21,5	163,0	108,6	54,5	188,7	142,2	46,6
Revenus d'investissements directs	52,3	24,6	27,7	102,9	42,8	60,0	106,8	43,3	63,5
Dividendes	56,9	25,4	31,5	65,9	30,9	34,9	74,0	35,5	38,5
Bénéfices réinvestis	- 8,8	- 2,7	- 6,1	33,3	10,2	23,1	29,5	6,6	22,9
Intérêts sur prêts et emprunts entre affiliés	4,2	1,8	2,4	3,7	1,7	2,0	3,3	1,2	2,1
Revenus d'investissements de portefeuille	44,5	53,4	- 8,9	43,5	54,4	- 10,9	47,2	69,3	- 22,1
<i>dont revenus des actions et des OPC ^{a)}</i>	<i>14,8</i>	<i>19,5</i>	<i>- 4,7</i>	<i>15,9</i>	<i>20,8</i>	<i>- 4,9</i>	<i>18,5</i>	<i>23,7</i>	<i>- 5,2</i>
Revenus des autres investissements	18,9	17,0	1,9	15,8	11,4	4,4	33,0	29,6	3,4
Revenus de titres de participation et de parts de fonds de placement	0,4	0,0	0,4	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Intérêts	18,2	16,5	1,7	15,3	10,2	5,1	32,6	28,4	4,2
Revenus attribués aux assurés	0,2	0,5	- 0,3	0,4	1,2	- 0,8	0,4	1,2	- 0,8
Revenus des avoirs de réserve	0,9	0,0	0,9	0,9	0,0	0,9	1,8	0,0	1,8
Autres revenus primaires	8,3	5,2	3,1	7,6	5,7	2,0	7,4	7,7	- 0,3
Total	149,7	101,5	48,2	198,2	115,6	82,6	228,2	151,4	76,7

a) Organismes de placement collectif.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.9 Ventilation géographique des revenus d'investissements directs français à l'étranger (recettes) et étrangers en France (dépenses), selon le premier pays de contrepartie (en milliards d'euros)

	Recettes					Dépenses				
	2019	2020	2021	2022 ^{a)}	2022 (en %)	2019	2020	2021	2022 ^{a)}	2022 (en %)
Union européenne (à 27)	51,2	27,4	46,2	55,8	52,2	20,9	17,8	31,9	28,3	65,4
Union économique et monétaire (à 19)	47,1	24,3	42,3	52,4	49,1	20,0	17,3	30,8	27,6	63,9
dont : Allemagne	4,5	2,5	5,3	3,8	3,6	3,9	2,9	4,3	5,6	13,0
Belgique	14,1	4,7	8,9	13,2	12,4	2,7	1,0	2,3	2,2	5,2
Espagne	3,9	1,7	4,3	4,1	3,8	1,4	0,0	2,2	1,6	3,6
Irlande	2,9	2,0	1,8	2,7	2,5	0,1	0,1	0,3	0,3	0,6
Italie	4,4	4,2	5,8	6,2	5,8	1,1	0,7	0,5	0,9	2,1
Luxembourg	3,7	1,8	3,1	4,2	3,9	4,7	5,8	9,4	10,2	23,7
Pays-Bas	11,7	6,3	11,4	17,0	15,9	5,8	6,6	11,3	6,4	14,8
Portugal	0,8	0,4	0,8	0,5	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Autres pays de l'Union européenne	4,1	3,1	3,9	3,3	3,1	0,9	0,6	1,1	0,6	1,5
dont : Pologne	1,2	0,8	1,2	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
République tchèque	0,7	0,5	0,7	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Roumanie	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suède	0,5	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	0,6
Reste du monde	43,8	24,9	56,7	51,0	47,8	7,4	6,8	10,9	15,0	34,6
dont : Brésil	1,8	0,9	1,9	1,8	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	0,2	-0,3	1,1	0,4	0,3	0,0	-0,4	0,1	0,5	1,2
Chine	1,5	2,7	3,9	2,6	2,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
États-Unis	11,8	6,8	9,1	16,4	15,3	1,3	0,9	1,4	3,0	6,8
Hong Kong	1,3	2,1	3,6	0,8	0,7	0,1	0,1	0,0	0,2	0,5
Inde	0,2	0,0	0,4	1,3	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indonésie	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0
Japon	-1,3	-0,1	2,1	1,7	1,6	0,9	0,3	0,8	0,6	1,5
Maroc	0,4	0,2	0,4	0,5	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Norvège	0,8	0,3	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2
Royaume-Uni	7,2	2,8	7,6	10,3	9,7	1,8	1,9	4,4	4,3	9,9
Russie	3,1	-0,1	3,0	1,9	1,7	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Singapour	1,4	1,5	2,2	1,1	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Suisse	5,1	4,1	4,6	2,9	2,7	2,7	2,6	3,5	5,5	12,7
Turquie	0,3	0,4	0,5	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	95,0	52,3	102,9	106,8	100,0	28,3	24,6	42,8	43,3	100,0

a) Pour l'année 2022, les intérêts sont issus de données collectées auprès des entreprises, tandis que les dividendes et bénéfices réinvestis sont estimés.

Notes : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

Les revenus d'investissements directs comprennent aussi les intérêts sur prêts et emprunts intragroupe, calculés selon la règle du principe directionnel étendu.

1.10 Revenus secondaires (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Revenus secondaires des administrations publiques	8,1	39,9	- 31,8	14,3	43,2	- 29,0	11,5	41,7	- 30,2
Prestations sociales		7,3	- 7,3		6,9	- 6,9		7,0	- 7,0
Coopération internationale	2,4	8,5	- 6,1	8,6	9,1	- 0,5	4,9	9,3	- 4,4
<i>dont frais de fonctionnement des organisations internationales</i>		<i>0,9</i>	<i>- 0,9</i>		<i>1,0</i>	<i>- 1,0</i>		<i>1,0</i>	<i>- 1,0</i>
Ressources propres des institutions de l'Union européenne		23,7	- 23,7		26,8	- 26,8		24,9	- 24,9
Autres transferts des APU ^{a)}	5,7	0,4	5,3	5,6	0,4	5,2	6,6	0,4	6,1
Revenus secondaires des autres secteurs	27,1	39,0	- 11,8	31,9	44,1	- 12,2	32,8	48,0	- 15,2
<i>dont transferts courants divers</i>	<i>5,0</i>	<i>21,0</i>	<i>- 16,0</i>	<i>5,7</i>	<i>20,6</i>	<i>- 14,9</i>	<i>5,4</i>	<i>19,9</i>	<i>- 14,5</i>
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>0,3</i>	<i>11,7</i>	<i>- 11,4</i>	<i>0,2</i>	<i>12,7</i>	<i>- 12,5</i>	<i>0,2</i>	<i>13,0</i>	<i>- 12,8</i>
Total	35,2	78,9	- 43,6	46,1	87,3	- 41,2	44,3	89,7	- 45,3

a) Administrations publiques.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

2. FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

2.1 Flux d'investissements directs français à l'étranger présentés selon la règle du principe directionnel étendu ^{a)}

Ventilation par type d'opérations (en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs français à l'étranger (IDFE)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (prêts intragroupe) ^{b)}
2012	15,1	27,6	40,5	10,8	- 23,7
2013	- 10,5	15,3	3,3	8,5	3,5
2014	35,5	37,5	21,0	7,6	8,9
2015	7,1	48,0	18,0	4,9	25,1
2016	37,7	58,6	34,6	13,4	10,6
2017	9,9	31,9	13,7	19,3	- 1,1
2018	51,0	86,4	74,7	25,3	- 13,6
2019	27,4	39,1	18,8	27,5	- 7,1
2020	9,0	18,9	11,8	- 8,8	16,0
2021	11,7	37,8	5,3	33,3	- 0,9
2022	11,0	45,6	33,8	29,5	- 17,7

a) Les chiffres sont affectés d'un signe correspondant à la méthodologie de la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* du FMI (MBP6) : les augmentations d'actifs et de passifs sont signées positivement, tandis que les réductions d'actifs comme de passifs sont signées négativement. En d'autres termes, un investissement français à l'étranger est affecté d'un signe positif car il conduit à une augmentation des avoirs français ; un désinvestissement français à l'étranger est affecté d'un signe négatif car il conduit à une diminution des avoirs français. Les soldes sont présentés en termes de variation de la position extérieure nette : une augmentation de la position extérieure nette est signée positivement.

b) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total de ses composantes.

2.2 Flux d'investissements directs étrangers en France présentés selon la règle du principe directionnel étendu ^{a)}

Ventilation par type d'opérations (en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs étrangers en France (IDEF)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (emprunts intragroupe) ^{b)}
2012	15,1	12,5	10,7	6,2	- 4,5
2013	- 10,5	25,8	20,0	6,6	- 0,8
2014	35,5	2,0	9,4	5,1	- 12,4
2015	7,1	40,9	27,8	7,1	6,0
2016	37,7	20,8	18,9	7,6	- 5,6
2017	9,9	22,0	22,0	6,7	- 6,8
2018	51,0	35,4	28,8	9,2	- 2,6
2019	27,4	11,7	21,6	0,4	- 10,3
2020	9,0	9,9	11,2	- 2,7	1,4
2021	11,7	26,1	30,0	10,2	- 14,2
2022	11,0	34,6	43,7	6,6	- 15,8

a) Les chiffres sont affectés d'un signe correspondant à la méthodologie de la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* du FMI (MBP6) : les augmentations d'actifs et de passifs sont signées positivement, tandis que les réductions d'actifs comme de passifs sont signées négativement. En d'autres termes, un investissement étranger en France est affecté d'un signe positif car il conduit à une augmentation des engagements étrangers ; un désinvestissement étranger en France est affecté d'un signe négatif car il conduit à une diminution des engagements étrangers. Les soldes sont présentés en termes de variation de la position extérieure nette : une augmentation de la position extérieure nette est signée positivement.

b) Après reclassement des emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total de ses composantes.

2.3 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie des flux d'investissements directs français à l'étranger ^{a)} (en milliards d'euros)

	2019	2020	2021	2022
Union européenne (à 27)	41,3	11,2	16,3	20,4
Union économique et monétaire (à 19)	47,2	12,7	13,7	20,5
dont :				
Allemagne	- 1,6	2,9	7,0	6,7
Belgique	8,7	6,5	1,4	- 0,1
Espagne	- 2,4	- 5,8	8,0	0,5
Irlande	- 8,1	1,7	- 0,1	9,5
Italie	2,1	4,6	4,8	2,8
Luxembourg	8,4	3,2	1,4	4,3
Pays-Bas	38,4	- 1,7	- 9,1	- 3,7
Autres pays de l'Union européenne	- 6,0	- 1,5	2,6	- 0,1
dont :				
Danemark	- 4,7	0,0	1,1	- 0,8
Hongrie	0,2	0,5	- 0,6	0,9
Pologne	- 1,0	- 1,1	0,3	0,0
République tchèque	0,2	0,2	0,3	- 0,4
Roumanie	0,2	0,6	0,7	0,1
Suède	- 0,5	- 1,9	0,8	- 0,3
Reste du monde	- 2,1	7,7	21,4	25,2
dont :				
Angola	- 0,5	0,1	- 1,4	- 0,5
Australie	- 1,7	- 0,2	- 2,3	- 1,1
Bermudes	3,0	- 0,6	1,4	9,0
Brésil	3,8	0,0	0,8	7,0
Canada	0,2	- 0,6	1,4	1,1
Chine	- 2,6	1,8	1,2	1,4
Égypte	0,2	0,0	0,8	0,2
Émirats arabes unis	0,1	1,5	0,7	- 0,3
États-Unis	- 16,5	0,5	- 4,7	14,8
Hong Kong	- 1,2	- 0,4	1,5	- 7,0
Îles Vierges britanniques	0,1	- 0,2	0,2	0,0
Inde	0,7	2,0	0,1	0,1
Indonésie	0,6	0,0	0,2	- 0,1
Japon	- 2,6	- 0,8	0,8	0,5
Kazakhstan	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,7
Maroc	- 0,7	0,0	0,2	- 0,7
Maurice	3,9	0,6	5,2	0,2
Mexique	0,5	0,1	0,0	0,2
Nigéria	0,3	- 0,5	1,4	- 0,2
Norvège	0,4	- 2,2	- 2,9	- 1,9
Qatar	0,0	- 0,2	- 0,2	0,0
Royaume-Uni	2,4	3,7	7,1	- 0,3
Russie	3,7	1,4	1,2	- 0,7
Singapour	2,8	2,9	- 5,7	10,3
Suisse	- 0,2	- 2,6	10,7	- 7,6
Turquie	0,4	0,3	0,3	0,2
Total	39,1	18,9	37,8	45,6

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.
Note : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

2.4 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie des flux d'investissements directs étrangers en France ^{a)} (en milliards d'euros)

	2019	2020	2021	2022
Union européenne (à 27)	- 4,6	19,0	29,6	32,4
Union économique et monétaire (à 19)	- 5,5	16,4	31,2	31,5
dont :				
Allemagne	- 1,1	3,3	4,9	11,9
Belgique	- 0,5	- 0,7	0,2	2,6
Espagne	4,7	- 2,0	5,0	1,7
Finlande	0,7	- 0,7	0,1	- 0,3
Irlande	2,9	0,8	0,4	0,4
Italie	1,6	- 1,3	- 2,5	1,1
Luxembourg	- 4,9	4,2	8,5	10,9
Pays-Bas	- 9,1	9,8	16,5	3,6
Autres pays de l'Union européenne	0,9	2,6	- 1,6	0,9
dont :				
Danemark	0,4	0,0	- 0,6	0,1
Pologne	0,8	1,8	0,1	- 0,1
République tchèque	0,1	- 0,2	0,1	- 0,2
Roumanie	0,2	0,0	0,0	0,0
Suède	- 0,3	0,7	- 1,0	1,1
Reste du monde	16,3	- 9,0	- 3,5	2,2
dont :				
Australie	0,2	- 0,2	- 0,3	0,2
Bermudes	0,0	1,0	0,5	0,0
Brésil	- 0,3	- 0,1	0,2	0,5
Canada	- 0,5	- 0,4	3,1	1,0
Chine	0,2	0,2	0,1	- 0,3
Émirats arabes unis	- 0,1	0,1	0,6	- 0,7
États-Unis	6,6	- 5,5	3,5	1,0
Hong Kong	0,7	0,3	- 1,0	0,2
Îles Vierges britanniques	0,0	- 2,2	0,0	0,0
Indonésie	0,1	- 0,5	- 0,9	1,1
Japon	0,3	0,5	- 0,3	0,6
Jersey	0,1	0,0	0,0	0,1
Liban	- 0,2	1,2	0,0	0,0
Mexique	- 0,2	- 0,1	0,6	0,2
Norvège	0,3	0,6	0,3	0,1
Qatar	0,9	0,1	0,0	- 1,1
Royaume-Uni	- 0,6	- 4,3	- 3,4	5,2
Russie	0,0	0,2	- 0,2	0,1
Singapour	0,8	- 0,6	0,0	0,3
Suisse	7,0	0,9	- 7,2	- 5,4
Turquie	0,0	0,1	0,0	- 0,1
Total	11,7	9,9	26,1	34,6

a) Après reclassement des emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

2.5 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs français à l'étranger ^{a)} (en milliards d'euros)

	2019	2020	2021	2022
Agriculture, sylviculture et pêche	- 0,1	0,0	0,3	- 0,3
Industries extractives	5,7	0,6	- 0,8	- 3,7
dont : Extraction de pétrole et de gaz	3,1	0,3	- 1,0	- 3,8
Industries manufacturières	1,0	- 6,3	33,3	- 2,1
dont : Industries agricoles et alimentaires	1,5	- 4,9	0,2	1,4
Industrie du textile et habillement	0,2	17,6	- 1,7	- 5,9
Industrie du bois, édition et imprimerie	0,5	- 0,1	- 0,2	0,2
Cokéfaction et raffinage	- 1,5	- 1,3	0,2	0,8
Industrie chimique	- 0,8	- 1,6	- 0,3	0,2
Industrie pharmaceutique	0,7	- 14,5	2,1	0,9
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	0,0	0,7	0,3	1,1
Industries métallurgiques	1,8	- 0,9	0,4	1,0
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	4,5	0,5	- 0,8	0,9
Fabrication de machines et équipements	- 0,1	- 0,3	0,5	- 0,3
Industrie automobile	- 1,4	- 1,4	3,1	1,6
Fabrication d'autres matériels de transport	- 0,5	- 1,6	1,6	- 1,0
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	3,5	6,6	4,7	4,3
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,8	2,9	1,1	- 2,1
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	- 0,8	3,1	0,8	- 2,3
Construction	5,7	- 1,6	4,7	0,7
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	- 7,0	- 4,8	4,7	1,5
dont : Commerce de gros	- 1,9	- 2,0	4,2	1,4
Commerce de détail	- 6,3	- 2,5	1,7	0,3
Transports et entreposage	2,2	6,4	1,7	1,7
dont : Transports terrestres et transports par conduites	0,5	- 0,3	0,2	0,8
Transports par eau	1,4	5,1	0,5	- 1,1
Transports aériens	0,3	- 1,6	0,0	0,0
Entreposage et services auxiliaires des transports	0,1	1,9	0,3	1,6
Hébergement et restauration	2,1	- 3,4	- 1,1	- 0,3
Information et communication	8,0	1,8	- 31,1	4,4
dont : Cinéma, vidéo et télévision	- 0,4	- 0,2	- 30,2	3,0
Télécommunications	- 0,7	0,5	- 2,1	1,4
Activités financières et d'assurance	14,2	13,0	8,0	10,9
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	1,5	9,7	- 1,9	- 8,5
Activités des sociétés holding	7,4	3,0	2,1	4,9
Assurance	1,4	- 0,1	4,3	9,1
Activités immobilières ^{b)}	0,5	2,0	3,8	0,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1,8	1,6	3,3	- 0,4
dont : Activités juridiques et comptables	- 0,2	0,0	0,1	0,0
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	2,9	2,0	1,8	0,2
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	- 0,5	- 1,5	1,3	0,4
Recherche-développement scientifique	0,3	- 0,6	- 0,2	- 0,2
Publicité et études de marché	0,2	- 0,6	0,3	- 0,8
Activités de services administratifs et de soutien	0,6	- 1,0	1,3	2,1
Enseignement	0,0	0,0	0,0	- 0,4
Santé humaine et action sociale	0,1	1,3	3,8	0,3
Arts, spectacles et activités récréatives	0,1	- 0,1	0,0	0,0
Autres activités de services	0,0	- 0,2	0,0	0,0
Montants non ventilés	- 0,1	0,5	0,0	28,9
Total	39,1	18,9	37,8	45,6

a) La ventilation sectorielle des flux d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ».

Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements à l'étranger d'entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les achats nets de biens immobiliers *stricto sensu* situés à l'étranger.

Note : Les sièges sociaux et les holdings sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe.

2.6 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs étrangers en France ^{a)} (en milliards d'euros)

	2019	2020	2021	2022
Agriculture, sylviculture et pêche	- 0,2	0,1	0,0	0,1
Industries extractives	1,0	- 1,4	0,1	0,0
dont : Extraction de pétrole et de gaz	0,0	- 0,1	- 0,3	- 0,1
Industries manufacturières	- 8,5	- 1,5	2,0	- 4,6
dont : Industries agricoles et alimentaires	- 5,6	- 2,6	- 3,8	1,8
Industrie du textile et habillement	0,8	0,7	1,3	- 0,5
Industrie du bois, édition et imprimerie	1,6	0,5	- 0,4	0,8
Cokéfaction et raffinage	- 0,2	0,6	- 0,1	0,4
Industrie chimique	2,6	0,6	- 9,3	- 0,9
Industrie pharmaceutique	- 2,2	- 7,7	- 1,1	- 0,5
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	0,0	0,6	- 0,4	- 0,8
Industries métallurgiques	- 0,1	- 1,8	2,8	0,5
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	- 0,2	0,2	0,5	0,5
Fabrication de machines et équipements	- 0,5	- 0,3	0,6	- 0,2
Industrie automobile	0,5	3,0	11,8	- 1,1
Fabrication d'autres matériels de transport	- 7,1	6,3	- 0,6	- 4,7
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	- 0,8	- 0,6	- 0,1	- 1,1
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	- 0,1	- 0,1	- 0,1	0,0
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	
Construction	- 0,7	- 0,5	3,5	- 1,1
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	0,4	1,1	- 0,6	1,1
dont : Commerce de gros	1,9	2,5	0,3	0,1
Commerce de détail	- 0,9	- 1,2	0,6	0,0
Transports et entreposage	0,1	1,2	- 1,0	7,1
dont : Transports terrestres et transports par conduites	- 0,3	- 0,4	- 0,3	0,1
Transports par eau	- 0,1	1,7	- 1,3	1,0
Transports aériens	0,7	- 0,2	0,1	0,3
Entreposage et services auxiliaires des transports	- 0,2	0,1	0,5	5,7
Hébergement et restauration	0,5	0,2	0,4	0,0
Information et communication	4,3	1,9	7,8	6,0
dont : Cinéma, vidéo et télévision	0,2	0,6	0,3	2,8
Télécommunications	3,1	0,5	2,4	2,5
Activités financières et d'assurance	8,9	7,3	7,0	15,7
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	1,0	- 0,1	3,3	14,2
Activités des sociétés holding	4,2	5,1	5,7	5,4
Assurance	0,4	- 0,4	- 2,7	0,5
Activités immobilières ^{b)}	1,1	1,2	1,8	0,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4,6	2,4	5,0	2,4
dont : Activités juridiques et comptables	0,0	0,0	0,6	0,0
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	4,7	1,8	2,9	1,6
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	0,3	- 0,3	0,3	0,2
Recherche-développement scientifique	0,3	0,6	0,6	0,0
Publicité et études de marché	- 0,7	0,3	0,6	0,3
Activités de services administratifs et de soutien	0,8	0,5	1,4	1,4
Enseignement	- 0,2	- 0,1	0,9	0,2
Santé humaine et action sociale	1,0	- 0,7	- 2,8	- 0,7
Arts, spectacles et activités récréatives	- 0,2	0,1	0,8	0,3
Autres activités de services	- 0,1	0,0	- 0,3	0,0
Montants non ventilés	- 0,1	- 1,1	0,3	7,4
Total	11,7	9,9	26,1	34,6

a) La ventilation sectorielle des flux d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ».
Les emprunts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements étrangers dans le secteur immobilier et les achats nets de biens immobiliers *stricto sensu* par des investisseurs non résidents.
Note : Les sièges sociaux et les holdings sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe.

2.7 Investissements directs français à l'étranger

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2022, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur résident	Entreprise investie	Pays de la cible	Commentaires
Ardian	Biofarma Group	Italie	Acquisition du groupe pharmaceutique italien Biofarma Group en vue d'un renforcement sur le marché des compléments alimentaires
Axa Im Alts/ Crédit Agricole Assurances	Hornsea	Royaume-Uni	Acquisition par le consortium de 50 % du capital de Hornsea Two Holdings Ltd, propriétaire du parc éolien Hornsea, auprès du danois Ørsted A/S
Ceva Logistics	Ingram Micro CLS	Royaume-Uni	Acquisition par Ceva Logistics (filiale de CMA CGM) de l'activité Commerce & Lifecycle Services (CLS) d'Ingram Micro
Clarins	Ilia	États-Unis	Rachat par Famille C, holding de Clarins, de Ilia, marque américaine de clean beauty, spécialisée dans le maquillage
CMA Terminals	Fenix Marine services	États-Unis	Rachat au fonds suédois EQT de 90 % du terminal Fenix Marine Services sur le port de Los Angeles Long Beach
Covea	Partner RE	Bermudes	Rachat du réassureur mondial Partner RE
EDF	Norlys	Danemark	Prise de participation minoritaire d'EDF Invest dans Norlys Fiber, la filiale fibre du groupe d'énergie et de télécommunications danois Norlys
Engie et Crédit Agricole Assurances	Eolia	Espagne	Acquisition de 97,3 % des parts d'Eolia Renovables, un des plus gros producteurs d'énergie renouvelable en Europe, auprès du fonds canadien Alberta Investment Management Corporation
Faurecia	Hella	Allemagne	OPA de Faurecia sur Hella, acteur majeur de l'éclairage et de l'électronique automobile basé en Allemagne
Financière Lov	FL entertainment	Pays-Bas	Acquisition de 47 % de FL entertainment
Saint-Gobain	GCP Applied Technologies	États-Unis	Acquisition du groupe américain de chimie et de construction GCP Applied Technologies
Suez	Suez R&R UK	Royaume-Uni	Rachat auprès de Veolia de son ancienne filiale de traitement des déchets au Royaume-Uni
Vivendi	FL entertainment	Pays-Bas	Prise de participation de 19,3 % de FL entertainment
Worldline	ANZ	Australie	Achat d'une participation de contrôle dans l'activité de services aux marchands d'ANZ, entraînant la création d'une coentreprise 51 %-49 % avec l'une des plus grandes banques d'Asie-Pacifique
2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur résident	Entreprise désinvestie	Pays de la cible	Commentaires
Accor	Ennismore	Royaume-Uni	Cession de 10,8 % du capital d'Ennismore à un consortium d'investisseurs qataris
Ardian	SCHWIND eye-tech-solutions	Allemagne	Cession de SCHWIND eye-tech-solutions, un des leaders mondiaux des systèmes de laser oculaires à Adagia Partners
Covea	Bipiemme Vita	Italie	Cession des parts dans Bipiemme Vita et Bipiemme Assicurazioni à Banco BPM
Crédit Agricole	Crédit Agricole Srbija	Serbie	Cession des activités en Serbie à la banque Raiffeisen Bank
Crédit Agricole	Crédit du Maroc	Maroc	Cession de la filiale marocaine au groupe industriel Holmarcom
EDF	Thyssengas	Allemagne	Cession de l'intégralité de la participation dans Thyssengas (réseau de gaz en Allemagne) à Macquarie Asset Management
Financière DSBG	Desmet	Belgique	Cession de Desmet à Alfa Laval, groupe suédois spécialisé dans l'échange thermique, la séparation et le transfert de fluides
Infravia	Aurora	Finlande	Cession de l'activité de réseaux de distribution électrique finlandaise Aurora Infrastructure au fonds d'investissement britannique Equitix

2.8 Investissements directs étrangers en France

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2022, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur étranger	Entreprise résidente investie	Pays de l'investisseur	Commentaires
CDPQ	Akiem	Canada	Acquisition de 50 % d'Akiem (location de matériel ferroviaire roulant et maintenance des locomotives) par la Caisse de dépôt et placement du Québec (contrepartie ci-dessous)
Embracer Group	Asmodee	Suède	Rachat de l'éditeur français de jeux de société Asmodee par le suédois Embracer auprès du fonds français PAI Partners
Mediterranean Shipping Company	Bolloré Africa Logistics	Suisse	Rachat par le groupe MSC de Bolloré Africa Logistics, regroupant l'ensemble des activités de transport et logistique en Afrique du groupe Bolloré
Nippon Paints	Cromology	Japon	Acquisition de la totalité du capital de Cromology, société spécialisée dans les peintures décoratives et produits de décoration par l'australien DuluxGroup, filiale de Nippon Paints
Parts Holding Europe	D'Ieteren Group	Belgique	Rachat de Parts Holding Europe, leader de la distribution indépendante de pièces détachées pour véhicules légers et poids lourds par le groupe belge D'Ieteren
Cinven	Euro Techno Com	Royaume-Uni	Rachat par le fonds Cinven auprès de Carlyle d'une participation majoritaire dans ETC, distributeur de matériel pour la maintenance et la gestion des infrastructures telecoms (désinvestissement américain en France en contrepartie)
Volkswagen AG	Europcar Mobility Group	Allemagne	Rachat de Europcar Mobility Group par le consortium Green Mobility Holdings mené par Volkswagen
Gorillas	Frichti	Allemagne	Acquisition de Frichti, acteur de la livraison de courses rapide à domicile, par l'Allemand Gorillas
BC Partners	Havea Groupe	Royaume-Uni	Acquisition par la société de capital-investissement britannique BC Partners du groupe français de soins de santé naturels Havea auprès de 3i Group
Perrigo Company	HRA Pharma	États-Unis	Acquisition auprès des sociétés d'investissement Astorg et Goldman Sachs Asset Management de HRA Pharma par Perrigo Company Plc pour élargir l'offre de soins de santé grand public
Bain Capital	Inetum	États-Unis	Rachat d'Inetum, fournisseur de services numériques, par le fonds d'investissement américain Bain Capital Investors LLC (contrepartie ci-dessous)
Eagle Football	Olympique lyonnais	États-Unis	Acquisition de 78 % du capital de l'Olympique lyonnais par Eagle Football
Macquarie Group	Reden Solar	Australie	Acquisition de Reden Solar (développement, financement, construction et exploitation de centrales solaires photovoltaïques en Europe et en Amérique Latine) par un consortium mené par Macquarie
2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur étranger	Entreprise résidente désinvestie	Pays du désinvestisseur	Commentaires
DWS	Akiem	Allemagne	Cession de 50 % d'Akiem par SNCF/DWS (contrepartie ci-dessus)
Qatar Investment & Projects Development Holding Company	Inetum	Qatar	Cession d'Inetum par le fonds Qatar Investment & Projects Development Holding Company (contrepartie ci-dessus)
Silver Point Capital and Black Rock	Novasep	États-Unis	Cession de Novasep dans le cadre de la fusion avec l'allemand PharmaZell et l'italien Farmabios, désormais réunies sous le nom Axplora, nouvel acteur dans la chimie fine
TA Associates	Odealim	États-Unis	Cession de 53 % du courtier en assurances et en financements immobiliers Odealim (entrée au capital d'Ardian aux côtés du fonds américain TA Associates)

3. FLUX D'INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

3.1 Ventilation géographique et par nature de titres des flux d'investissements de portefeuille en fonction du pays de résidence de l'émetteur (en milliards d'euros)

	2021				2022			
	Actions et titres d'OPC ^{a)}	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total
Union européenne (à 27)	30,1	35,6	11,2	76,9	- 10,9	44,0	- 1,2	31,9
Union économique et monétaire (à 19)	28,7	12,5	5,0	46,2	- 8,7	22,2	2,4	15,9
dont :								
Allemagne	- 6,0	- 6,4	5,7	- 6,7	- 5,3	4,9	- 3,3	- 3,7
Autriche	- 0,2	- 4,8	0,2	- 4,7	2,1	- 2,7	- 0,3	- 0,9
Belgique	2,9	4,1	- 1,6	5,5	- 2,8	- 10,5	5,1	- 8,2
Espagne	0,3	6,2	- 1,7	4,8	1,8	16,3	- 2,4	15,6
Finlande	0,0	0,0	4,4	4,4	0,1	- 2,8	- 1,5	- 4,2
Grèce	- 0,1	- 0,2	0,0	- 0,2	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,2
Irlande	1,3	2,7	0,1	4,2	- 6,3	4,4	- 0,9	- 2,9
Italie	- 3,1	- 9,4	- 4,5	- 17,0	- 1,1	- 6,5	0,0	- 7,6
Luxembourg	22,8	5,0	2,6	30,5	8,0	2,5	0,8	11,3
Pays-Bas	10,1	11,7	- 0,3	21,4	- 5,0	15,1	6,7	16,9
Portugal	0,5	2,3	- 0,5	2,2	- 0,2	1,3	- 0,2	0,9
Autres pays de l'Union européenne	1,4	23,1	6,2	30,7	- 2,3	21,8	- 3,6	16,0
dont :								
Suède	1,3	- 2,2	- 0,5	- 1,4	- 2,4	1,8	0,9	0,4
Reste du monde	17,4	10,6	10,3	38,3	- 22,5	22,8	- 3,8	- 3,5
dont :								
Bermudes	0,2	0,1	0,0	0,3	- 0,3	0,2	0,0	- 0,2
Brésil	- 0,9	0,4	0,0	- 0,5	0,3	0,3	0,0	0,6
Chine	2,4	1,3	0,0	3,7	0,8	- 1,4	- 0,3	- 0,9
Corée du Sud	- 0,7	0,3	0,0	- 0,4	- 0,6	1,7	0,2	1,4
États-Unis	8,3	3,8	- 0,1	12,0	- 7,8	0,7	2,1	- 4,9
Îles Caïmans	1,5	0,0	- 0,1	1,4	- 0,5	- 0,7	- 0,2	- 1,4
Inde	- 1,4	0,0	0,0	- 1,4	- 1,9	0,2	0,0	- 1,8
Japon	3,3	14,1	- 1,7	15,7	1,5	13,1	1,5	16,1
Jersey	- 0,2	0,1	0,0	- 0,1	1,0	0,1	0,2	1,2
Royaume-Uni	0,8	- 8,7	11,4	3,5	- 5,2	1,8	- 17,1	- 20,6
Russie	2,0	0,4	0,0	2,4	- 2,3	- 0,4	0,0	- 2,7
Suisse	2,5	2,8	1,6	6,9	- 2,1	0,1	- 2,3	- 4,4
Turquie	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1	0,3	- 0,3	0,0	- 0,1
Total	47,5	46,2	21,5	115,1	- 33,4	66,8	- 5,0	28,4

a) Organismes de placement collectif.

Note : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

3.2 Opérations des résidents sur titres étrangers par instrument et par monnaie (euros/devises)

(en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	47,7	- 5,1	42,5	47,4	- 1,3	46,2	10,8	5,1	15,9
Actions et titres d'OPC	5,4	- 2,3	3,0	26,7	1,9	28,7	- 5,5	- 3,1	- 8,7
Actions	- 2,1	- 0,2	- 2,2	4,5	0,1	4,6	- 10,0	0,6	- 9,4
Titres d'OPC	7,4	- 2,2	5,3	22,3	1,8	24,1	4,5	- 3,7	0,7
Titres de créance à long terme	39,1	- 3,7	35,5	11,8	0,7	12,5	17,7	4,5	22,2
Titres de créance à court terme	3,2	0,9	4,1	8,9	- 3,9	5,0	- 1,3	3,7	2,4
Bons du Trésor à moins d'un an	15,0	- 0,1	14,9	- 5,1	0,0	- 5,1	- 13,4	0,0	- 13,4
Autres titres de créance à court terme	- 11,8	0,9	- 10,9	14,0	- 3,9	10,1	12,1	3,7	15,8
Émetteurs hors zone euro	23,0	75,4	98,4	51,5	17,5	68,9	19,5	- 7,0	12,5
Actions et titres d'OPC	- 1,4	42,7	41,3	1,2	17,6	18,8	5,4	- 30,1	- 24,7
Actions	- 1,3	41,6	40,3	1,2	15,3	16,6	0,1	- 22,3	- 22,3
Titres d'OPC	- 0,1	1,1	1,1	0,0	2,3	2,2	5,3	- 7,8	- 2,5
Titres de créance à long terme	5,6	21,1	26,7	32,1	1,5	33,7	27,0	17,5	44,6
Titres de créance à court terme	18,8	11,6	30,4	18,1	- 1,6	16,5	- 12,9	5,6	- 7,4
Bons du Trésor à moins d'un an	- 0,1	13,4	13,3	6,0	- 2,0	4,0	- 4,6	3,2	- 1,4
Autres titres de créance à court terme	18,9	- 1,8	17,1	12,1	0,4	12,5	- 8,3	2,4	- 5,9
Tous émetteurs	70,7	70,2	140,9	98,9	16,2	115,1	30,3	- 1,9	28,4
Actions et titres d'OPC	4,0	40,4	44,4	27,9	19,5	47,5	- 0,2	- 33,2	- 33,4
Actions	- 3,4	41,4	38,0	5,7	15,5	21,2	- 9,9	- 21,7	- 31,7
Titres d'OPC	7,3	- 1,0	6,3	22,2	4,1	26,3	9,8	- 11,5	- 1,7
Titres de créance à long terme	44,7	17,4	62,1	44,0	2,2	46,2	44,7	22,1	66,8
Titres de créance à court terme	22,0	12,4	34,4	27,0	- 5,5	21,5	- 14,2	9,3	- 5,0
Bons du Trésor à moins d'un an	14,9	13,3	28,2	0,9	- 2,1	- 1,1	- 18,1	3,2	- 14,9
Autres titres de créance à court terme	7,1	- 0,9	6,2	26,1	- 3,5	22,6	3,8	6,1	9,9

3.3 Opérations des non-résidents sur titres français par secteur émetteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Engagements	28,6	14,5	131,1	166,9	102,6	147,8
Administrations publiques	- 16,0	- 12,7	57,1	84,7	30,5	101,1
OAT ^{a)}	13,6	27,3	66,1	- 1,5	11,0	112,0
BTAN ^{b)}	- 29,0	0,0	0,0			
Autres titres de créance à long terme	0,7	- 7,8	- 2,8	20,7	30,8	16,7
BTF ^{c)}	- 4,1	- 13,4	- 10,6	16,5	3,6	2,2
Autres titres de créance à court terme	2,9	- 18,9	4,5	49,0	- 15,0	- 29,9
Institutions financières monétaires	26,8	48,3	57,3	48,8	45,3	59,0
Actions	2,1	- 1,8	0,8	- 1,6	1,4	- 4,1
Titres d'OPC monétaires	4,8	12,9	4,9	10,2	20,8	3,9
Titres de créance à long terme	13,3	41,5	50,5	33,5	32,4	59,2
Titres de créance à court terme	6,5	- 4,3	1,1	6,6	- 9,3	0,1
Autres secteurs	17,8	- 21,1	16,7	33,5	26,8	- 12,4
Actions	1,0	- 14,1	- 1,9	- 0,1	23,0	- 10,4
Titres d'OPC non monétaires	16,7	- 23,2	- 12,3	- 5,6	6,0	- 4,8
Titres de créance à long terme	- 0,8	16,2	31,8	41,0	- 4,3	2,4
Titres de créance à court terme	0,9	0,0	- 1,0	- 1,8	2,1	0,4

a) Obligations assimilables du Trésor.

b) Bons du Trésor à intérêt annuel.

c) Bons du Trésor à taux fixe et à intérêt précompté.

4. FLUX DE PRÊTS ET EMPRUNTS

4.1 Autres investissements

Flux de prêts et emprunts des institutions financières monétaires (IFM) résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Avoirs des IFM	107,0	41,4	170,1	111,8	- 17,3	- 3,9
Long terme	0,9	17,1	24,8	11,8	8,8	19,4
Euros	- 9,8	13,3	20,3	- 0,9	7,2	13,6
Devises	10,7	3,8	4,5	12,6	1,7	5,8
Court terme	106,2	24,3	145,2	100,0	- 26,1	- 23,3
Euros	38,0	15,5	147,7	32,7	- 34,8	- 18,9
Devises	68,2	8,8	- 2,4	67,3	8,7	- 4,5
Engagements des IFM	155,5	96,5	210,9	121,2	48,0	59,7
Long terme	3,1	- 12,6	- 12,8	- 20,5	- 8,8	9,4
Euros	8,8	- 4,0	- 20,8	- 9,5	- 6,6	3,3
Devises	- 5,7	- 8,6	8,1	- 11,0	- 2,2	6,1
Court terme	152,4	109,1	223,7	141,7	56,9	50,3
Euros	66,9	104,8	241,7	67,0	51,7	84,3
Devises	85,6	4,3	- 18,0	74,8	5,2	- 33,9
Flux nets	- 48,5	- 55,1	- 40,9	- 9,4	- 65,3	- 63,6
Euros	- 47,5	- 72,0	- 52,8	- 25,6	- 72,7	- 92,8
Devises	- 1,0	16,9	12,0	16,2	7,4	29,1
Long terme	- 2,3	29,7	37,6	32,3	17,7	10,0
Court terme	- 46,3	- 84,8	- 78,5	- 41,7	- 83,0	- 73,7

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

5. POSITION EXTÉRIÈRE

5.1 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2021 et fin 2022 (avec estimation des investissements directs en valeur mixte) (en milliards d'euros)

	Encours à fin 2021	Flux de balance des paiements 2022 ^{a)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{a)}				Total des variations entre les deux encours ^{a)}	Encours à fin 2022
			Total	Variation de change	Variation boursière	Autres ajustements		
	1	2	3				4 = (2 + 3)	5 = (1 + 4)
Investissements directs en valeur mixte ^{a)}	513,0	11,0	31,9	6,3	25,1	0,6	43,0	556,0
Français à l'étranger	1347,2	45,6	4,0	5,6	- 1,5	- 0,1	49,6	1396,8
Capitaux propres	1 277,7	63,3	0,4	1,9	- 1,5	0,0	63,7	1 341,4
Autres opérations (prêts intragroupe)	69,4	- 17,7	3,6	3,7	0,0	- 0,1	- 14,1	55,4
Étrangers en France	834,2	34,6	- 27,9	- 0,7	- 26,5	- 0,7	6,7	840,8
Capitaux propres	797,4	50,3	- 27,1	0,0	- 26,5	- 0,6	23,2	820,6
Autres opérations (emprunts intragroupe)	36,7	- 15,8	- 0,8	- 0,7	0,0	- 0,1	- 16,5	20,2
Investissements de portefeuille	- 1 025,0	- 119,3	125,7	- 2,1	112,3	15,6	6,4	- 1 018,6
Titres étrangers	2915,0	28,4	- 365,6	13,8	- 392,5	13,1	- 337,2	2577,8
Actions et titres d'OPC ^{b)}	1 044,2	- 33,4	- 142,1	11,5	- 158,7	5,1	- 175,5	868,7
Obligations et assimilés	1 613,7	66,8	- 218,7	7,7	- 233,2	6,8	- 151,9	1 461,8
Titres de créance à court terme	257,2	- 5,0	- 4,8	- 5,4	- 0,7	1,2	- 9,8	247,4
Titres français	3940,1	147,8	- 491,4	15,9	- 504,8	- 2,5	- 343,6	3596,5
Actions et titres d'OPC	1 170,4	- 15,4	- 106,8	- 0,1	- 106,6	- 0,1	- 122,2	1 048,1
Obligations et assimilés	2 467,8	190,4	- 385,8	13,7	- 397,2	- 2,4	- 195,5	2 272,3
Titres de créance à court terme	301,9	- 27,2	1,3	2,3	- 1,0	0,0	- 25,9	276,0
<i>Pour mémoire : valeurs du Trésor</i>	<i>1 178,9</i>	<i>114,3</i>	<i>- 222,8</i>	<i>0,0</i>	<i>- 222,8</i>	<i>0,0</i>	<i>- 108,5</i>	<i>1 070,4</i>
Instruments financiers dérivés ^{c)}	- 113,1	- 40,9	55,9	0,3	55,6	0,0	15,0	- 98,1
Créances	869,2	237,4	- 17,2	2,4	- 19,6	0,0	220,2	1 089,4
Engagements	982,3	278,2	- 73,0	2,2	- 75,2	0,0	205,2	1 187,4
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 363,5	89,6	- 22,8	- 23,7	0,0	0,9	66,8	- 296,8
Autres participations	48,8	0,0	1,2	1,2	0,0	0,0	1,2	50,0
Banque de France	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8
Administrations publiques	47,0	0,0	1,2	1,2	0,0	0,0	1,2	48,2
Numéraire et dépôts	- 1 236,1	- 31,9	- 25,0	- 24,9	0,0	- 0,1	- 56,9	- 1 293,0
Banque de France	- 176,2	15,3	- 5,4	- 5,3	0,0	- 0,1	9,9	- 166,3
Administrations publiques	- 14,2	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	- 12,4
Institutions financières monétaires	- 1 248,1	- 56,6	- 21,7	- 21,7	0,0	0,0	- 78,3	- 1 326,4
Autres secteurs	202,3	7,7	2,1	2,1	0,0	0,0	9,8	212,1
Prêts	790,2	18,0	2,2	2,2	0,0	0,0	20,2	810,4
Banque de France	13,7	- 3,6	- 0,3	- 0,3	0,0	0,0	- 4,0	9,7
Administrations publiques	- 5,8	- 0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	- 6,1
Institutions financières monétaires	931,2	21,0	6,0	6,0	0,0	0,0	27,0	958,2
Autres secteurs	- 148,9	1,0	- 3,5	- 3,5	0,0	0,0	- 2,5	- 151,4
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 25,3	1,3	- 1,9	- 1,9	0,0	0,0	- 0,7	- 26,0
Autres comptes à payer/à recevoir	117,3	104,4	0,2	0,2	0,0	0,0	104,6	221,9
Administrations publiques	8,6	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	12,4
Institutions financières monétaires	19,2	- 5,3	0,3	0,3	0,0	0,0	- 5,0	14,3
Autres secteurs	89,5	105,8	- 0,1	- 0,1	0,0	0,0	105,7	195,2
Droits de tirage spéciaux	- 36,4	0,0	- 0,5	- 0,5	0,0	0,0	- 0,5	- 36,9
Réserves techniques d'assurance	- 22,0	- 2,2	1,0	0,0	0,0	1,0	- 1,2	- 23,2
Avoirs de réserve	215,9	1,9	10,3	2,8	7,6	0,0	12,3	228,1
Solde	- 772,8	- 57,7	201,1	- 16,5	200,5	17,1	143,4	- 629,3
(en % du PIB)	- 30,9							- 23,8

a) Avec les investissements directs en principe directionnel étendu.

b) Organismes de placement collectif.

c) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, OPC non monétaires, chambres de compensation.

5.2 Les stocks d'investissements directs en valeur mixte ^{a)} (encours en fin d'année, en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 ^{b)}	2021 ^{b)}	2022
Investissements directs français à l'étranger	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 218,9	1 201,0	1 271,5	1 279,3	1 268,8	1 347,2	1 396,8
Capitaux propres	948,5	940,2	1 012,7	1 079,8	1 111,9	1 097,2	1 208,8	1 230,5	1 207,6	1 277,7	1 341,4
Entreprises cotées	55,9	60,0	62,3	76,4	76,0	76,9	106,9	78,1	66,4	93,8	93,9
Entreprises non cotées et immobilier	892,6	880,2	950,4	1 003,4	1 036,0	1 020,3	1 102,0	1 152,5	1 141,2	1 183,9	1 247,5
Autres opérations (prêts)	16,0	20,8	53,2	85,1	107,0	103,9	62,7	48,8	61,2	69,4	55,4
Investissements directs étrangers en France	515,7	552,1	576,6	631,4	659,2	683,2	707,2	739,9	776,6	834,2	840,8
Capitaux propres	470,4	501,9	528,8	576,1	604,0	625,3	646,1	697,1	730,9	797,4	820,6
Entreprises cotées	62,3	80,6	90,4	98,0	104,4	83,7	91,7	116,8	129,0	154,1	128,6
Entreprises non cotées et immobilier	408,1	421,3	438,4	478,2	499,6	541,6	554,4	580,3	601,9	643,3	692,0
Autres opérations (emprunts)	45,3	50,1	47,8	55,2	55,2	57,8	61,0	42,8	45,6	36,7	20,2
Solde net des investissements directs	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	564,4	539,4	492,2	513,0	556,0
Capitaux propres	478,1	438,3	484,0	503,7	507,9	471,8	562,7	533,4	476,6	480,3	520,8
Entreprises cotées	- 6,4	- 20,7	- 28,1	- 21,5	- 28,4	- 6,9	15,2	- 38,7	- 62,7	- 60,3	- 34,8
Entreprises non cotées et immobilier	484,5	459,0	512,0	525,2	536,3	478,7	547,6	572,1	539,3	540,6	555,6
Autres opérations (prêts-emprunts)	- 29,3	- 29,3	5,4	29,8	51,8	46,1	1,6	6,0	15,6	32,7	35,2

a) Les stocks d'investissements directs en valeur mixte à fin 2022 sont estimés à partir des encours à fin 2021, des flux d'investissements directs de l'année 2022 et de la prise en compte des variations de change pour les positions en devises.

b) Données révisées.

Note : Les encours de prêts-emprunts intragroupe sont calculés après reclassement des prêts-emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu ; ils prennent en compte les crédits commerciaux entre sociétés affiliées à partir de 2011. Les encours des sociétés cotées sont valorisés en fonction de l'évolution de leur capitalisation boursière.

5.3 Évolution des investissements directs entre 2020 et fin 2021 en valeur mixte (en milliards d'euros)

	Encours à fin 2020 ^{a)}	Flux de balance des paiements 2021 ^{b)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{b)}				Total des variations entre les deux encours ^{b)}	Encours à fin 2021 ^{a)}
			Total	dont variation monétaire ou effet- change ^{b)}	dont variation boursière ou effet- prix ^{b)}	dont autres ajustements ^{b)}		
Investissements directs français à l'étranger	1 268,8	37,8	40,6	35,7	15,8	- 10,8	78,4	1 347,2
Capitaux propres	1 207,6	38,6	31,5	32,6	15,8	- 16,8	70,1	1 277,7
Entreprises cotées	66,4	- 17,3	44,7	1,8	15,8	27,1	27,4	93,8
Entreprises non cotées et immobilier	1 141,2	55,9	- 13,2	30,7	0,0	- 43,9	42,7	1 183,9
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{d)}	61,2	- 0,9	9,1	3,1	0,0	6,0	8,2	69,4
Investissements directs étrangers en France	776,6	26,1	31,5	- 0,7	44,3	- 12,1	57,6	834,2
Capitaux propres	730,9	40,3	26,2	0,0	44,3	- 18,1	66,5	797,4
Entreprises cotées	129,0	5,6	19,5	0,0	37,2	- 17,7	25,1	154,1
Entreprises non cotées et immobilier	601,9	34,7	6,7	0,0	7,1	- 0,3	41,4	643,3
Autres opérations (emprunts intragroupe) ^{d)}	45,6	- 14,2	5,3	- 0,7	0,0	6,0	- 8,9	36,7
Position nette	492,2	11,7	9,1	36,4	- 28,5	1,3	20,8	513,0
Capitaux propres	476,6	- 1,6	5,3	32,6	- 28,5	1,2	3,7	480,3
Entreprises cotées	- 62,7	- 22,9	25,2	1,8	- 21,4	44,8	2,3	- 60,3
Entreprises non cotées et immobilier	539,3	21,2	- 19,9	30,7	- 7,1	- 43,6	1,3	540,6
Autres opérations (prêts-emprunts intragroupe) ^{d)}	15,6	13,3	3,8	3,8	0,0	0,0	17,1	32,7

a) Données révisées.

b) Signe conforme à la méthodologie de la balance des paiements :

sans signe : augmentation des créances ou des engagements

signe (-) : diminution des créances ou des engagements

c) Après reclassement des prêts et emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

5.4 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2019	2020 ^{b)}	2021 ^{b)}	2022 ^{c)}	2022 (en %)
Union européenne (à 27)	651,9	647,4	672,5	685,8	49,1
Union économique et monétaire (à 19)	605,7	607,1	627,5	643,6	46,1
dont : Allemagne	54,1	53,9	57,1	63,5	4,5
Belgique	143,6	141,6	139,2	138,7	9,9
Espagne	55,9	50,3	55,0	55,5	4,0
Irlande	21,1	22,4	22,3	31,7	2,3
Italie	65,2	71,3	78,3	80,2	5,7
Luxembourg	51,8	54,8	57,6	61,9	4,4
Pays-Bas	198,9	195,5	201,5	195,0	14,0
Autres pays de l'Union européenne	46,1	40,3	45,0	42,2	3,0
dont : Danemark	5,2	2,3	3,7	2,8	0,2
Pologne	17,4	15,6	16,1	15,6	1,1
République tchèque	8,7	8,3	9,9	8,5	0,6
Roumanie	5,0	5,1	5,7	5,5	0,4
Suède	6,2	5,1	6,6	5,9	0,4
Reste du monde	627,4	621,4	674,6	710,9	50,9
dont : Afrique du Sud	3,1	2,9	2,7	2,7	0,2
Algérie	2,7	2,3	2,3	2,6	0,2
Arabie saoudite	3,0	2,0	2,2	2,2	0,2
Argentine	1,0	1,4	1,7	1,5	0,1
Australie	14,4	13,8	11,6	10,8	0,8
Bermudes	14,0	22,4	23,1	35,3	2,5
Brésil	30,9	23,2	25,5	35,0	2,5
Canada	10,4	3,1	5,9	7,0	0,5
Chine	27,5	29,0	30,7	30,7	2,2
Congo	4,1	3,3	2,9	3,5	0,3
Corée du Sud	4,6	5,1	4,9	5,1	0,4
Égypte	2,0	1,7	2,5	2,1	0,2
Émirats arabes unis	3,7	5,2	5,5	5,8	0,4
États-Unis	188,5	189,7	205,5	233,0	16,7
Hong Kong	8,8	9,2	11,0	5,0	0,4
Inde	6,1	8,8	16,4	25,0	1,8
Indonésie	1,6	1,4	1,7	1,6	0,1
Israël	3,0	3,2	3,6	3,7	0,3
Japon	18,9	20,0	19,8	16,9	1,2
Jersey	0,3	0,2	0,3	0,3	0,0
Kazakhstan	8,8	7,6	8,2	8,1	0,6
Maroc	10,1	9,4	9,0	8,1	0,6
Mexique	5,2	5,0	5,4	6,2	0,4
Nigéria	8,5	7,3	9,1	9,1	0,7
Qatar	1,6	2,0	1,9	2,1	0,2
Royaume-Uni	115,2	117,0	126,5	120,2	8,6
Russie	23,2	18,2	25,3	15,5	1,1
Singapour	12,0	15,2	10,5	21,6	1,5
Suisse	40,7	40,6	45,3	39,0	2,8
Thaïlande	1,5	1,6	2,6	2,5	0,2
Turquie	2,9	2,9	2,7	2,2	0,2
Ukraine	0,9	1,0	1,4	1,0	0,1
Total	1 279,3	1 268,8	1 347,2	1 396,8	100,0

a) Les prêts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2021 et des flux d'investissements directs de l'année 2022.

Notes : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

Depuis fin 2011, les stocks comprennent les crédits commerciaux entre sociétés affiliées, auparavant inclus dans les « autres investissements ».

5.5 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2019	2020 ^{b)}	2021 ^{b)}	2022 ^{c)}	2022 (en %)
Union européenne (à 27)	431,9	457,6	508,8	524,6	62,4
Union économique et monétaire (à 19)	417,8	441,8	494,1	509,0	60,5
dont : Allemagne	68,9	83,8	101,6	100,8	12,0
Belgique	54,4	51,2	55,0	57,6	6,8
Espagne	25,8	23,9	30,5	32,5	3,9
Finlande	1,6	0,9	1,0	0,7	0,1
Irlande	2,8	3,4	3,7	4,1	0,5
Italie	25,5	23,2	22,5	23,7	2,8
Luxembourg	148,1	147,3	172,4	179,4	21,3
Pays-Bas	83,5	97,5	97,4	100,5	12,0
Autres pays de l'Union européenne	14,1	15,8	14,7	15,6	1,9
dont : Danemark	6,5	6,5	5,8	5,8	0,7
Pologne	0,3	1,4	2,0	1,9	0,2
République tchèque	0,9	0,7	0,7	0,5	0,1
Roumanie	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0
Suède	5,7	6,5	5,6	6,7	0,8
Reste du monde	308,0	318,9	325,4	316,2	37,6
dont : Afrique du Sud	0,6	0,7	0,6	0,6	0,1
Algérie	0,3	0,3	0,4	0,4	0,0
Arabie saoudite	0,1	0,2	0,2	0,2	0,0
Australie	1,0	1,3	1,1	1,3	0,2
Bermudes	0,4	1,2	0,9	0,9	0,1
Brésil	- 0,2	- 0,1	- 0,2	0,3	0,0
Canada	7,0	6,7	10,3	9,8	1,2
Chine	2,8	2,9	2,9	2,7	0,3
Corée du Sud	1,1	1,2	1,4	1,1	0,1
Égypte	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0
Émirats arabes unis	1,9	2,2	2,8	2,2	0,3
États-Unis	62,3	54,2	55,0	55,5	6,6
Gabon	0,5	0,3	0,5	0,7	0,1
Hong Kong	5,4	5,2	4,7	5,3	0,6
Île de Man	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0
Îles Vierges britanniques	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Inde	0,2	0,2	0,3	0,2	0,0
Israël	1,2	1,1	1,2	1,3	0,2
Japon	11,0	10,8	10,1	10,8	1,3
Jersey	0,4	0,4	0,3	0,4	0,0
Liban	3,6	5,9	1,3	1,3	0,2
Maroc	1,7	1,7	1,7	1,8	0,2
Mexique	0,2	0,0	0,7	0,9	0,1
Qatar	4,2	4,0	3,9	2,6	0,3
Royaume-Uni	91,7	100,9	98,3	103,1	12,3
Russie	0,6	0,8	0,4	0,5	0,1
Singapour	2,2	1,6	1,4	1,6	0,2
Suisse	94,0	102,6	113,4	98,4	11,7
Thaïlande	0,4	0,4	0,5	0,5	0,1
Turquie	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0
Total	739,9	776,6	834,2	840,8	100,0

a) Les emprunts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2021 et des flux d'investissements directs de l'année 2022.

Notes : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

Depuis 2011, les stocks comprennent les crédits commerciaux entre sociétés affiliées, auparavant inclus dans les « autres investissements ».

5.6 Répartition sectorielle des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2019	2020	2021	2022 ^{b)}	2022 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,7	0,7	0,8	0,5	0,0
Industries extractives	105,9	92,0	106,3	109,1	7,8
dont : Extraction de pétrole et de gaz	94,0	82,3	93,3	102,7	7,4
Industries manufacturières	380,0	383,8	399,4	397,4	28,5
dont : Industries agricoles et alimentaires	78,4	75,7	80,3	82,1	5,9
Industrie du textile et habillement	10,0	27,8	27,0	22,4	1,6
Industrie du bois, édition et imprimerie	2,9	2,4	2,3	2,6	0,2
Cokéfaction et raffinage	14,9	14,0	14,6	15,5	1,1
Industrie chimique	45,4	43,3	46,6	48,8	3,5
Industrie pharmaceutique	68,0	57,0	57,7	58,2	4,2
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	23,4	18,7	7,1	8,2	0,6
Industries métallurgiques	17,0	15,7	15,0	14,7	1,1
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	8,3	11,1	7,6	8,6	0,6
Fabrication de machines et équipements	6,5	6,9	8,0	7,9	0,6
Industrie automobile	36,4	35,6	36,9	35,4	2,5
Fabrication d'autres matériels de transport	19,8	13,9	16,1	15,3	1,1
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	78,3	76,5	84,9	88,5	6,3
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	9,1	11,3	12,4	10,4	0,7
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	5,3	8,1	9,1	6,7	0,5
Construction	23,0	22,7	22,7	22,9	1,6
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	81,8	77,5	96,1	96,7	6,9
dont : Commerce de gros	36,6	34,4	41,8	42,8	3,1
Commerce de détail	36,4	35,1	36,7	36,0	2,6
Transports et entreposage	13,9	18,7	20,0	22,1	1,6
dont : Transports terrestres et transports par conduites	2,1	1,7	1,1	2,0	0,1
Transports par eau	1,2	5,9	6,7	5,9	0,4
Transports aériens	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreposage et services auxiliaires des transports	7,5	8,6	9,1	10,7	0,8
Hébergement et restauration	14,0	10,2	9,7	9,4	0,7
Information et communication	85,6	84,3	83,3	86,0	6,2
dont : Cinéma, vidéo et télévision	13,7	14,5	14,9	15,8	1,1
Télécommunications	30,8	28,7	22,6	23,5	1,7
Activités financières et d'assurance	307,1	315,2	322,8	335,7	24,0
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	172,7	176,2	176,8	166,9	11,9
Activités des sociétés holding	46,9	42,1	42,4	47,5	3,4
Assurance	64,6	73,5	76,3	88,8	6,4
Activités immobilières ^{c)}	93,7	92,0	95,8	95,7	6,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	59,6	66,9	69,4	68,0	4,9
dont : Activités juridiques et comptables	0,5	0,5	0,5	0,4	0,0
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	26,1	30,8	33,0	32,0	2,3
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	16,0	14,7	15,5	16,1	1,2
Recherche-développement scientifique	1,3	1,0	1,0	0,8	0,1
Publicité et études de marché	18,5	19,0	19,2	18,6	1,3
Activités de services administratifs et de soutien	8,8	3,2	6,1	8,3	0,6
Enseignement	0,0	0,0	0,0	- 0,4	0,0
Santé humaine et action sociale	2,9	2,8	6,2	6,0	0,4
Arts, spectacles et activités récréatives	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres activités de services	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0
Montants non ventilés ^{d)}	13,9	11,0	11,0	40,4	2,9
Total	1 279,3	1 268,8	1 347,2	1 396,8	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2021 et des flux d'investissements directs de l'année 2022.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements à l'étranger des entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les biens immobiliers *stricto sensu* situés à l'étranger détenus par des résidents.

d) Depuis 2011, une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupe provient de données extrapolées et n'est pas ventilée par secteur.

Note : Les sièges sociaux et les holdings sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe.

5.7 Répartition sectorielle des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2019	2020	2021	2022 ^{b)}	2022 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,9	1,1	1,0	1,1	0,1
Industries extractives	3,6	2,4	4,3	4,7	0,6
dont : Extraction de pétrole et de gaz	0,5	0,4	0,4	0,6	0,1
Industries manufacturières	211,1	225,2	254,0	221,2	26,3
dont : Industries agricoles et alimentaires	31,2	28,4	23,4	25,2	3,0
Industrie du textile et habillement	4,0	4,1	4,6	4,1	0,5
Industrie du bois, édition et imprimerie	6,6	7,3	4,5	5,3	0,6
Cokéfaction et raffinage	0,6	1,2	1,1	1,6	0,2
Industrie chimique	54,4	59,7	66,5	56,3	6,7
Industrie pharmaceutique	31,2	23,7	23,6	24,0	2,9
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	13,8	24,7	38,5	24,5	2,9
Industries métallurgiques	9,0	9,7	11,3	11,5	1,4
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	9,3	9,7	11,0	11,1	1,3
Fabrication de machines et équipements	3,7	5,6	6,7	6,7	0,8
Industrie automobile	8,4	11,0	12,7	9,6	1,1
Fabrication d'autres matériels de transport	- 0,7	5,4	4,9	- 0,4	0,0
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	5,2	4,7	5,1	4,0	0,5
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	1,2	1,1	1,2	1,2	0,1
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Construction	13,9	15,3	18,3	17,2	2,0
Commerce, réparations d'automobiles et de motos	58,6	60,4	58,5	59,8	7,1
dont : Commerce de gros	36,9	40,4	40,6	41,2	4,9
Commerce de détail	19,8	18,4	18,2	17,9	2,1
Transports et entreposage	11,6	15,4	8,3	14,7	1,7
dont : Transports terrestres et transports par conduites	1,7	1,8	0,9	1,0	0,1
Transports par eau	2,9	6,7	0,5	1,2	0,1
Transports aériens	0,8	0,1	- 0,1	0,0	0,0
Entreposage et services auxiliaires des transports	5,8	6,5	6,5	12,2	1,5
Hébergement et restauration	9,8	10,6	11,0	10,7	1,3
Information et communication	27,0	27,7	31,2	35,7	4,2
dont : Cinéma, vidéo et télévision	2,6	3,0	4,0	6,3	0,7
Télécommunications	5,4	4,2	7,0	9,5	1,1
Activités financières et d'assurance	175,0	183,8	191,5	209,0	24,9
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	36,2	42,6	43,9	60,3	7,2
Activités des sociétés holding	85,3	82,9	85,0	90,0	10,7
Assurance	28,0	28,9	25,4	25,9	3,1
Activités immobilières ^{c)}	156,1	159,0	171,2	173,4	20,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	35,6	34,8	38,7	41,1	4,9
dont : Activités juridiques et comptables	0,5	0,5	1,0	1,0	0,1
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	28,2	27,6	28,1	29,8	3,5
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	3,5	3,0	3,8	3,9	0,5
Recherche-développement scientifique	2,4	3,0	3,8	3,7	0,4
Publicité et études de marché	0,5	0,1	0,9	1,2	0,1
Activités de services administratifs et de soutien	11,0	13,7	15,6	16,7	2,0
Enseignement	1,4	1,4	1,7	1,8	0,2
Santé humaine et action sociale	6,5	7,1	9,6	8,2	1,0
Arts, spectacles et activités récréatives	2,8	3,2	4,0	4,3	0,5
Autres activités de services	0,8	1,0	1,0	1,0	0,1
Montants non ventilés ^{d)}	7,9	8,7	7,8	15,1	1,8
Total	739,9	776,6	834,2	840,8	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les emprunts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2021 et des flux d'investissements directs de l'année 2022.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements français des entreprises non résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les biens immobiliers *stricto sensu* situés en France, détenus par des non-résidents.

d) Depuis 2011, une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupes provient de données extrapolées et n'est pas ventilée par secteur.

Note : Les sièges sociaux et les holdings sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe.

5.8 Principaux groupes français ayant des investissements directs à l'étranger à fin 2022

Les 25 principaux groupes français ayant investi à l'étranger à fin 2022 par le montant de leurs investissements en valeur mixte

Groupes investisseurs résidents (par ordre alphabétique)	Activités des groupes investisseurs
AIR LIQUIDE	Industrie chimique
ALSTOM	Transport
AXA	Assurances
B.S.A - Groupe Lactalis	Industrie agroalimentaire
BNP PARIBAS	Services financiers
BOLLORÉ	Transport, logistique et communication
BPCE	Services financiers
CARREFOUR	Industrie agroalimentaire
CRÉDIT AGRICOLE	Services financiers
DANONE	Industrie agroalimentaire
EDF	Production d'électricité et de gaz
ENGIE	Production d'électricité et de gaz
GROUPE DASSAULT	Industrie aéronautique
LVMH	Industrie du luxe
ORANGE	Télécommunications
PERNOD RICARD	Industries agricoles et alimentaires
RENAULT	Industrie automobile
SAINT-GOBAIN	Industrie de la construction
SANOFI	Industrie pharmaceutique
SCHNEIDER ELECTRIC	Industrie d'équipements électriques
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	Services financiers
SUEZ	Captage, traitement et distribution d'eau
TOTALENERGIES	Extraction de pétrole et de gaz
UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD	Immobilier commercial
VINCI	Concessions, énergie et construction

5.9 Principaux groupes étrangers ayant des investissements directs en France à fin 2022

Les 25 principaux groupes étrangers ayant investi en France à fin 2022
par le montant de leurs investissements en valeur mixte

Entreprises ou groupes étrangers (par ordre alphabétique)	Origine géographique	Activités des groupes étrangers investisseurs
ABBVIE	États-Unis	Industrie pharmaceutique
ALLIANZ	Allemagne	Assurances
ARCELORMITTAL	Luxembourg	Métallurgie
BANK OF AMERICA	États-Unis	Banque
CELLNEX TELECOM	Espagne	Télécommunication
DANAHER	États-Unis	Industrie et technologies médicales
DEL VECCHIO LEONARDO	Italie	Activité de holding
GENERAL ELECTRIC	États-Unis	Industrie
GENERALI	Italie	Assurances
HEIDELBERGCEMENT	Allemagne	Fabrication de ciment
HSBC	Royaume-Uni	Services financiers
INMOBILIARIA COLONIAL	Espagne	Immobilier commercial
JP MORGAN	États-Unis	Services financiers
KINGFISHER	Royaume-Uni	Commerce de détail
LAFARGEHOLCIM	Suisse	Fabrication de ciment
MEDITERRANEAN SHIPPING COMPANY	Suisse	Transport et logistique
MERCEDES-BENZ GROUP	Allemagne	Industrie automobile
MONDELEZ INTERNATIONAL	États-Unis	Industrie agroalimentaire
NESTLÉ	Suisse	Industrie agroalimentaire
OTIS WORLDWIDE	États-Unis	Fabrication de matériel de levage
S.A.P	Allemagne	Edition de logiciels
SARTORIUS	Allemagne	Industrie et technologies médicales
SOLVAY	Belgique	Industrie chimique
STELLANTIS	Pays-Bas	Industrie automobile
VOLKSWAGEN AG	Allemagne	Industrie automobile

5.10 Ventilation des stocks d'investissements de portefeuille vis-à-vis des non-résidents par nature d'instrument et par monnaie (euros/devises) (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Résidents sur titres étrangers	2 062,2	623,6	2 685,7	2 191,0	724,0	2 915,0	1 934,1	643,7	2 577,8
Actions et titres d'OPC	525,4	325,8	851,2	624,9	419,3	1 044,2	537,5	331,2	868,7
Actions	239,0	259,1	498,1	288,7	336,8	625,5	242,1	269,8	511,9
Titres d'OPC	286,4	66,7	353,1	336,2	82,5	418,7	295,4	61,4	356,8
Titres de créance à long terme	1 369,6	227,9	1 597,5	1 372,2	241,4	1 613,7	1 216,4	245,4	1 461,8
Titres de créance à court terme	167,1	69,9	237,0	193,8	63,3	257,2	180,2	67,1	247,4
Bons du Trésor à moins d'un an	37,3	60,4	97,7	38,3	56,6	94,8	19,9	54,0	73,9
Autres titres de créance à court terme	129,8	9,5	139,3	155,5	6,8	162,3	160,3	13,1	173,4
Non-résidents sur titres français	3 099,2	562,9	3 662,1	3 339,4	600,7	3 940,1	3 059,8	536,6	3 596,5
Actions et titres d'OPC	893,5	13,8	907,3	1 157,0	13,4	1 170,4	1 033,4	14,7	1 048,1
Actions	702,2	0,0	702,2	928,2	0,0	928,2	816,2	0,0	816,2
Titres d'OPC	191,3	13,8	205,1	228,8	13,4	242,2	217,2	14,7	231,9
Titres de créance à long terme	2 033,5	408,7	2 442,2	2 011,8	456,0	2 467,8	1 843,1	429,2	2 272,3
Obligations assimilables du Trésor (OAT)	1 096,9		1 096,9	1 064,1		1 064,1	953,9		953,9
Bons du Trésor à intérêt annuel (BTAN)									
Autres (BMTN ^{a)} , EMTN ^{b)} , etc.)	936,6	408,7	1 345,3	947,7	456,0	1 403,7	889,2	429,2	1 318,4
Titres de créance à court terme	172,2	140,4	312,6	170,5	131,3	301,9	183,3	92,7	276,0
Bons du Trésor à moins d'un an	110,1		110,1	114,8		114,8	116,4		116,4
Autres titres de créance à court terme	62,1	140,4	202,5	55,8	131,3	187,1	66,8	92,7	159,6
Position nette	- 1 037,1	60,7	- 976,4	- 1 148,4	123,4	- 1 025,0	- 1 125,7	107,1	- 1 018,6

a) Bons à moyen terme négociables.

b) Euro medium term notes.

5.11 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par zone émettrice, par nature d'instrument et par secteur résident détenteur (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total
Émetteurs de la zone euro	331,2	1 333,5	1 664,6	325,6	1 437,4	1 762,9	292,1	1 253,8	1 546,0
Actions et titres d'OPC	53,6	514,0	567,6	59,6	616,3	675,9	38,6	530,7	569,3
Titres de créance à long terme	190,4	790,6	981,0	177,6	789,1	966,7	157,6	696,1	853,7
Titres de créance à court terme	87,1	28,9	116,0	88,4	32,0	120,3	95,9	27,1	123,0
Émetteurs hors zone euro	344,1	677,0	1 021,1	389,2	762,9	1 152,1	339,6	692,3	1 031,9
Actions et titres d'OPC	96,7	186,9	283,6	127,7	240,6	368,3	89,8	209,6	299,4
Titres de créance à long terme	187,1	429,5	616,5	182,0	465,0	647,0	178,0	430,1	608,1
Titres de créance à court terme	60,3	60,7	121,0	79,6	57,2	136,8	71,8	52,5	124,3
Tous émetteurs	675,3	2 010,5	2 685,7	714,8	2 200,2	2 915,0	631,7	1 946,1	2 577,8
Actions et titres d'OPC	150,3	700,9	851,2	187,3	856,9	1 044,2	128,4	740,3	868,7
Titres de créance à long terme	377,5	1 220,1	1 597,5	359,5	1 254,1	1 613,7	335,6	1 126,2	1 461,8
Titres de créance à court terme	147,5	89,5	237,0	168,0	89,2	257,2	167,8	79,6	247,4

5.12 Ventilation des titres français détenus par les non-résidents par secteur émetteur et par monnaie (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Encours	3 099,2	562,9	3 662,1	3 339,4	600,7	3 940,1	3 059,8	536,6	3 596,5
Administrations publiques	1 339,7	84,2	1 424,0	1 316,1	93,4	1 409,5	1 192,3	66,9	1 259,2
Obligations assimilables du Trésor (OAT)	1 096,9		1 096,9	1 064,1		1 064,1	953,9		953,9
Autres titres de créance à long terme	112,9	29,3	142,2	126,9	42,9	169,9	113,4	44,8	158,1
Bons du Trésor (BTAN et BTF)	110,1		110,1	114,8		114,8	116,4		116,4
Autres titres de créance à court terme	19,8	55,0	74,7	10,3	50,4	60,7	8,6	22,1	30,7
Institutions financières monétaires	581,9	322,5	904,4	626,2	351,7	977,9	612,0	345,9	957,9
Actions et titres d'OPC	111,6	0,2	111,8	152,5	0,2	152,7	139,4	0,2	139,6
Titres de créance à long terme	433,1	239,2	672,3	434,9	273,7	708,6	422,5	277,1	699,7
Titres de créance à court terme	37,2	83,1	120,3	38,7	77,8	116,5	50,1	68,5	118,6
Autres secteurs	1 177,6	156,2	1 333,8	1 397,1	155,6	1 552,7	1 255,6	123,8	1 379,4
Actions et titres d'OPC	781,9	13,6	795,5	1 004,5	13,2	1 017,6	894,1	14,5	908,5
Titres de créance à long terme	390,6	140,2	530,8	385,9	139,4	525,2	353,3	107,3	460,6
Titres de créance à court terme	5,1	2,4	7,5	6,8	3,1	9,9	8,2	2,0	10,3

5.13 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par pays de résidence de l'émetteur et par nature de titres (en milliards d'euros)

	2021					2022				
	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %
Union européenne (à 27)	698,0	1 074,6	143,7	1 916,2	65,7	586,1	962,4	143,0	1 691,5	65,6
Union économique et monétaire (à 19)	675,9	966,7	120,3	1 762,9	60,5	569,3	853,7	123,0	1 546,0	60,0
dont : Allemagne	80,4	104,2	18,0	202,7	7,0	59,5	91,0	14,5	165,0	6,4
Autriche	2,8	26,9	1,2	30,9	1,1	4,5	19,9	0,9	25,3	1,0
Belgique	18,6	71,6	5,9	96,1	3,3	14,2	49,4	11,0	74,6	2,9
Espagne	22,5	131,5	18,5	172,5	5,9	23,7	122,3	16,1	162,0	6,3
Finlande	10,4	20,7	7,6	38,8	1,3	9,1	16,1	6,1	31,3	1,2
Grèce	0,2	1,4	0,6	2,1	0,1	0,2	1,2	0,4	1,8	0,1
Irlande	83,3	46,1	8,8	138,3	4,7	67,0	46,4	7,9	121,3	4,7
Italie	29,0	126,6	22,8	178,3	6,1	24,3	105,4	22,7	152,4	5,9
Luxembourg	341,3	122,7	18,9	482,9	16,6	299,6	116,2	20,1	436,0	16,9
Pays-Bas	83,5	193,5	15,7	292,7	10,0	63,5	185,5	22,4	271,4	10,5
Portugal	3,6	18,5	0,2	22,2	0,8	3,4	16,5	0,0	19,8	0,8
Autres pays de l'union européenne	22,1	107,9	23,3	153,3	5,3	16,8	108,7	19,9	145,5	5,6
dont : Pologne	2,4	4,7	0,0	7,1	0,2	2,4	3,9	0,0	6,3	0,2
République tchèque	0,1	1,0	0,1	1,2	0,0	0,2	0,5	0,0	0,7	0,0
Roumanie	0,0	1,2	0,0	1,2	0,0	0,2	0,8	0,0	1,0	0,0
Suède	10,7	20,6	14,7	46,0	1,6	5,4	20,0	15,8	41,3	1,6
Reste du monde	346,3	539,1	113,5	998,8	34,3	282,6	499,4	104,4	886,3	34,4
dont : Bermudes	1,4	0,6	0,0	2,1	0,1	1,0	0,8	0,0	1,8	0,1
Brésil	2,8	2,3	0,0	5,0	0,2	2,8	2,8	0,0	5,5	0,2
Chine	12,2	4,1	0,0	16,3	0,6	10,8	2,5	0,1	13,4	0,5
Corée du Sud	5,0	6,6	0,0	11,6	0,4	3,6	10,7	0,3	14,6	0,6
États-Unis	159,1	246,0	5,1	410,3	14,1	125,0	213,8	7,9	346,7	13,4
Îles Caimans	11,6	4,5	0,2	16,3	0,6	9,0	3,3	0,0	12,4	0,5
Inde	13,2	0,4	0,0	13,6	0,5	11,3	0,6	0,0	11,8	0,5
Japon	18,1	30,8	54,9	103,7	3,6	16,8	39,2	50,1	106,0	4,1
Jersey	3,3	5,3	0,2	8,8	0,3	4,1	5,0	0,3	9,4	0,4
Royaume-Uni	57,7	115,7	46,3	219,6	7,5	51,5	100,2	29,2	180,9	7,0
Russie	2,9	0,7	0,0	3,6	0,1	0,2	0,3	0,0	0,5	0,0
Suisse	30,9	10,3	2,3	43,5	1,5	24,8	8,9	0,0	33,7	1,3
Turquie	0,3	1,0	0,0	1,3	0,0	0,5	0,6	0,0	1,2	0,0
Total	1 044,2	1 613,7	257,2	2 915,0	100,0	868,7	1 461,8	247,4	2 577,8	100,0

Note : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

5.14 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par zone émettrice, par nature d'instrument et par monnaie (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	1 568,0	96,7	1 664,6	1 656,5	106,4	1 762,9	1 444,0	102,0	1 546,0
Actions et titres d'OPC	515,5	52,2	567,6	612,7	63,2	675,9	517,0	52,3	569,3
Actions	235,0	4,3	239,3	282,3	5,5	287,8	231,8	5,3	237,2
Titres d'OPC	280,5	47,9	328,4	330,4	57,7	388,1	285,2	47,0	332,1
Titres de créance à long terme	941,9	39,1	981,0	925,2	41,5	966,7	809,4	44,2	853,7
Titres de créance à court terme	110,6	5,4	116,0	118,7	1,7	120,3	117,6	5,5	123,0
Bons du Trésor à moins d'un an	37,3	0,0	37,3	32,2		32,2	18,6	0,0	18,6
Autres titres de créance à court terme	73,3	5,3	78,7	86,4	1,7	88,1	99,0	5,5	104,5
Émetteurs hors zone euro	494,2	526,9	1 021,1	534,5	617,6	1 152,1	490,2	541,7	1 031,9
Actions et titres d'OPC	9,9	273,6	283,6	12,3	356,1	368,3	20,5	278,9	299,4
Actions	4,0	254,8	258,9	6,4	331,3	337,7	10,3	264,5	274,7
Titres d'OPC	5,9	18,8	24,7	5,8	24,8	30,6	10,3	14,4	24,7
Titres de créance à long terme	427,8	188,8	616,5	447,1	199,9	647,0	406,9	201,2	608,1
Titres de créance à court terme	56,5	64,5	121,0	75,2	61,7	136,8	62,7	61,7	124,3
Bons du Trésor à moins d'un an	0,0	60,3	60,4	6,0	56,6	62,6	1,4	54,0	55,4
Autres titres de créance à court terme	56,5	4,2	60,6	69,1	5,1	74,2	61,3	7,6	68,9

5.15 Répartition par devise des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Euros	1 190,5	1 441,6	- 251,1	1 219,3	1 542,5	- 323,1	1 387,4	1 763,4	- 376,0
Vis-à-vis de la zone euro	634,1	656,4	- 22,3	690,5	712,1	- 21,7	863,8	845,5	18,3
Vis-à-vis des pays hors zone euro	556,4	785,2	- 228,8	528,8	830,3	- 301,5	523,6	917,9	- 394,3
Devises	823,5	803,6	19,9	883,3	857,8	25,4	907,4	885,4	22,0
Vis-à-vis de la zone euro	74,0	168,5	- 94,5	81,6	172,2	- 90,6	85,5	195,0	- 109,5
Vis-à-vis des pays hors zone euro	749,4	635,1	114,4	801,7	685,7	116,0	821,9	690,4	131,5
Total	2 014,0	2 245,2	- 231,3	2 102,6	2 400,3	- 297,7	2 294,8	2 648,7	- 353,9

5.16 Répartition par secteur de contrepartie des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Interbancaire	1 125,1	1 270,8	- 145,7	1 118,3	1 337,8	- 219,5	1 302,8	1 570,4	- 267,7
Euros	713,3	875,7	- 162,5	694,2	935,7	- 241,5	821,2	1 109,5	- 288,3
Devises	411,8	395,1	16,7	424,1	402,1	22,0	481,6	460,9	20,7
Clientèle financière et non financière	888,9	974,4	- 85,6	984,4	1 062,5	- 78,1	992,0	1 078,3	- 86,3
Euros	477,2	565,9	- 88,7	525,2	606,8	- 81,6	566,2	653,8	- 87,6
Devises	411,6	408,5	3,1	459,2	455,7	3,5	425,8	424,5	1,3
Total	2 014,0	2 245,2	- 231,3	2 102,6	2 400,3	- 297,7	2 294,8	2 648,7	- 353,9

5.17 Répartition géographique des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	2020			2021			2022		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Union européenne (à 27)	737,7	867,2	- 129,5	812,9	930,3	- 117,3	991,8	1 098,0	- 106,2
Union économique et monétaire (à 19)	708,1	824,9	- 116,8	772,1	884,3	- 112,3	949,3	1 040,5	- 91,2
dont : Allemagne	137,5	233,9	- 96,4	153,9	244,5	- 90,6	205,6	265,5	- 59,9
Belgique	60,3	49,8	10,5	66,3	49,9	16,3	67,9	46,5	21,4
Espagne	77,0	54,3	22,7	77,7	59,2	18,5	99,0	83,4	15,5
Irlande	32,7	51,0	- 18,3	47,9	64,6	- 16,7	60,0	89,3	- 29,3
Italie	187,0	96,3	90,8	203,3	106,2	97,1	255,1	134,6	120,5
Luxembourg	94,9	205,2	- 110,3	95,7	211,5	- 115,8	130,7	244,7	- 114,0
Pays-Bas	95,4	105,9	- 10,5	102,9	117,8	- 14,9	105,8	145,5	- 39,7
Autres pays de l'Union européenne	29,6	42,3	- 12,6	40,9	46,0	- 5,1	42,5	57,5	- 15,0
dont : Pologne	7,5	2,0	5,6	8,8	3,5	5,3	11,8	12,8	- 1,0
République tchèque	4,5	1,0	3,5	10,2	2,2	7,9	7,6	1,9	5,6
Roumanie	1,1	1,1	0,0	1,5	0,7	0,7	2,1	1,6	0,5
Suède	2,5	7,6	- 5,1	4,7	9,4	- 4,7	5,3	11,0	- 5,7
Reste du monde	1 276,2	1 378,0	- 101,8	1 289,7	1 470,0	- 180,3	1 303,0	1 550,7	- 247,7
dont : Brésil	7,8	1,0	6,8	8,5	0,7	7,9	9,3	0,6	8,7
Chine	16,4	27,2	- 10,7	14,6	50,4	- 35,9	19,6	30,8	- 11,2
États-Unis	216,5	331,1	- 114,6	288,8	335,1	- 46,3	271,2	302,1	- 30,9
Inde	2,7	1,7	1,0	2,9	2,9	- 0,1	4,0	3,5	0,5
Japon	226,5	36,2	190,3	194,0	34,0	160,0	191,5	34,7	156,7
Royaume-Uni	450,9	659,9	- 209,0	398,1	671,6	- 273,5	411,3	731,3	- 320,0
Russie	4,6	18,7	- 14,2	4,9	18,5	- 13,6	4,5	21,4	- 16,9
Suisse	63,8	56,5	7,3	76,3	75,9	0,4	78,9	103,9	- 25,0
Turquie	7,5	1,2	6,4	6,8	0,9	5,9	6,5	0,9	5,6
Centres extraterritoriaux	148,0	140,7	7,2	150,7	169,3	- 18,6	135,4	182,6	- 47,2
Total	2 014,0	2 245,2	- 231,3	2 102,6	2 400,3	- 297,7	2 294,8	2 648,7	- 353,9

Note : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

5.18 Répartition par instrument des prêts-emprunts des IFM résidentes (en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Créances	2 014,0	2 102,6	2 294,8	1 305,9	1 330,6	1 345,5
Dépôts	1 050,6	1 058,2	1 222,4	611,0	602,6	677,1
Prêts	855,6	938,1	963,8	632,2	665,5	615,7
Autres comptes à recevoir/à payer	107,8	106,4	108,6	62,6	62,5	52,7
Engagements	2 245,2	2 400,3	2 648,7	1 420,3	1 516,0	1 608,3
Dépôts	2 149,1	2 306,2	2 548,8	1 385,5	1 474,6	1 549,2
Emprunts	8,4	6,9	5,6	7,7	6,6	5,1
Autres comptes à recevoir/à payer	87,7	87,1	94,3	27,1	34,8	54,0
Position nette	- 231,3	- 297,7	- 353,9	- 114,4	- 185,4	- 262,8
Dépôts	- 1 098,6	- 1 248,1	- 1 326,4	- 774,5	- 871,9	- 872,1
Prêts-emprunts	847,1	931,2	958,2	624,5	658,9	610,5
Autres comptes à recevoir/à payer	20,1	19,2	14,3	35,5	27,6	- 1,2

5.19 Position extérieure de la Banque de France vis-à-vis des non-résidents (hors fiduciaire) (en milliards d'euros)

	Encours de fin d'année			Variation
	2020	2021	2022	2022/2021
Créances	575,9	619,3	553,9	- 65,4
Portefeuille propre de la Banque de France ^{a)}	179,4	202,9	178,8	- 24,1
Titres émis par des résidents de la zone euro hors France	111,4	107,3	88,1	- 19,3
Euros	111,3	107,1	87,6	- 19,5
Devises	0,1	0,2	0,4	0,3
Titres émis par des non-résidents de la zone euro	68,0	95,6	90,7	- 4,9
Euros	8,8	37,4	34,2	- 3,2
Devises	59,2	58,2	56,5	- 1,6
Créances sur l'Eurosystème (TARGET2)	58,3	25,8	0,0	- 25,8
Autres créances	53,4	68,9	49,8	- 19,1
Autres créances vis-à-vis de résidents de la zone euro hors France	0,4	4,7	7,1	2,4
Euros	0,4	4,6	7,1	2,5
Devises	0,0	0,2	0,0	- 0,2
Autres créances vis-à-vis de non-résidents de la zone euro	43,2	54,2	32,5	- 21,6
Euros	0,1	0,2	0,1	- 0,1
Devises	43,1	54,0	32,4	- 21,6
Créance sur la BCE au titre des avoirs de réserve transférés	8,2	8,2	8,2	0,0
Participation au capital de la BCE	1,6	1,8	1,9	0,2
Billets	101,8	105,8	97,2	- 8,5
Avoirs de réserve	183,0	215,9	228,1	12,3
Engagements	330,4	385,1	330,6	- 54,5
Engagements envers le SEBC (TARGET2)	0,0	0,0	14,5	14,5
Allocation de droits de tirage spéciaux ^{b)}	11,9	36,4	36,9	0,5
Dépôts de la clientèle institutionnelle étrangère	170,9	194,9	132,2	- 62,7
Euros	50,8	76,4	49,3	- 27,1
Devises	120,1	118,5	83,0	- 35,5
Billets	147,5	153,7	147,0	- 6,8
Position nette	245,5	234,2	223,3	- 10,9
<i>dont : position extérieure hors avoirs de réserve</i>	<i>62,5</i>	<i>18,3</i>	<i>- 4,9</i>	<i>- 23,2</i>

a) Dont titres adossés aux dépôts de la clientèle institutionnelle.

b) Les allocations de droits de tirage spéciaux sont une composante de la position extérieure de la France selon la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* du FMI (MBP6).

5.20 Prêts-emprunts (hors assurance-crédit) du secteur des administrations publiques vis-à-vis des non-résidents (en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année		
	2020	2021	2022
Créances	105,3	114,0	117,6
Euros	82,1	90,4	93,0
Devises	23,3	23,5	24,7
<i>dont participation au capital des organismes internationaux</i>	<i>46,9</i>	<i>47,0</i>	<i>48,2</i>
Créances à long terme	105,0	113,7	117,3
Créances à court terme	0,4	0,3	0,3
Engagements	71,5	78,3	75,5
Euros	71,5	78,3	75,5
Devises	0,0	0,0	0,0
Engagements à long terme	54,0	58,4	58,5
Engagements à court terme	17,5	19,9	17,0
Position nette	33,8	35,7	42,1
Euros	10,6	12,1	17,4
Devises	23,3	23,5	24,7

5.21 Prêts-emprunts (hors crédits commerciaux) des autres secteurs (en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année								
	2020			2021			2022		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Créances	213,9	68,3	282,2	309,6	71,3	380,9	379,7	88,7	468,3
Secteur financier ^{a)}	39,0	36,0	75,0	64,6	42,2	106,8	61,1	56,1	117,1
Secteur non financier ^{b)}	175,0	32,3	207,2	245,0	29,1	274,1	318,6	32,6	351,2
Engagements	170,0	41,1	211,1	201,6	58,4	260,0	173,2	62,4	235,6
Secteur financier ^{a)}	74,5	26,1	100,6	104,6	45,4	150,0	70,2	48,7	118,9
Secteur non financier ^{b)}	95,5	15,0	110,5	97,0	13,0	110,0	103,0	13,6	116,6
Position nette	43,9	27,2	71,1	108,0	12,9	120,9	206,4	26,3	232,7

a) Intermédiaires financiers non monétaires : autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, sociétés d'assurance, institutions financières captives, fonds de pension.

b) Sociétés non financières, ménages et Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.



www.banque-france.fr

